

ÉDITION 2014

L'EXPRESS **L'EXPRESS**

RÉUSSIR

N° 26 - juillet-août 2014

S'installer au **Canada**

Les clefs du succès

UN PAYS QUI INNOVE

Environnement, culture, high-tech

PARTIR

PVT : attention aux mirages !

CAP SUR LE QUÉBEC

Les régions qui recrutent
Les quartiers bon marché de Montréal

DE HALIFAX À VANCOUVER

Urgent, recherche main-d'œuvre
Où vivre à Toronto

HENRY GEORG/CORBIS ET SOPHIE NICOLAS



EXPRESS@ROULARTA CAN : 9,25 \$ CAN

M 06807 - 26 - F: 6,50 € - RD



Malvina, 25 ans,
vient de s'établir à Montréal



Banque Scotia



La Banque Scotia vous ouvre les portes vers un nouveau départ au Canada.

Le programme **BonDébut de la Banque Scotia**^{MD1} est conçu spécialement pour aider les nouveaux arrivants à partir du bon pied lors de leur arrivée au Canada.

Pour de plus amples renseignements, consultez www.banquescotia.com/bondebut

Programme 
BonDébut
de la  **Banque Scotia**^{MD}
POUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS

SERVICES BANCAIRES • DOSSIER DE CRÉDIT • ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ • ÉPARGNE

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

1. Le programme *BonDébut de la Banque Scotia* a été créé pour les résidents permanents au Canada depuis au plus trois ans, ainsi que les étudiants et les travailleurs étrangers.

29, rue de Châteaudun,
75308 Paris Cedex 09.
Tél. : 01-75-55-10-00
CPPAP n° 0318c82839
ISSN n° 0014-5270

Hebdomadaire d'information édité par la société anonyme Groupe Express-Roularta

SIÈGE SOCIAL :

29, rue de Châteaudun,
75308 Paris Cedex 09.

CAPITAL SOCIAL : 47 150 040 euros

PRINCIPAL ACTIONNAIRE :

Roularta Media France

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL :

Rik De Nolf

DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS :

Corinne Pitavy, Christophe Barbier

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION :

Christophe Barbier

SUPERVISION ÉDITORIALE :

Valérie Lion

RÉDACTRICE EN CHEF :

Laurence Pivot

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO :

Lise Baudu, Marie Cousin, Jean-Michel Demetz, Isabelle Grégoire, Marc Héneau, Emma Mbia, Florence Reinson, Philippe Renault, Marjorie Roulman, Aline Saffore, Nathalie Schneider

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION :

Carole Mills Pernet

RÉDACTEUR GRAPHISTE :

Thierry Benzaid

ICONOGAPHE :

Géraldine Lafont

ILLUSTRATIONS :

Manu Boisteau

RÉALISATION COUVERTURE :

Dominique Cornière

MANAGEMENT

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT :

Eric Matton

ÉDITEUR DÉLÉGUÉ :

Tristan Thomas

PUBLICITÉ

DIRECTRICE RÉGIE :

Valérie Salomon

DIRECTEUR DU PÔLE NEWS-CULTURE :

Pierre-Etienne Musson avec Cyril Bostvironnois

PUBLICITÉ INTERNATIONALE :

Régie exclusive H2J Conseil,
Thierry Hadjadj, h2j@videotron.ca

FABRICATION : Marie-Christine Pulejo

PHOTOGRAVURE : Groupe Express-Roularta

IMPRIMERIE : Roularta Printing
(8800 Roeselare, Belgique)

PÔLE GRAND PUBLIC

L'Express, L'Expansion, Classica, Lire, StudioCinéLive

DIRECTEURS :

Christophe Barbier et Eric Matton

© 2014 L'EXPRESS/SA

GRUPE EXPRESS-ROULARTA

Tous droits de reproduction réservés.

L'édito

de Christophe Barbier



Lointain miroir

On ne voyage que pour se retrouver. Quand ils cinglent vers le Canada, les Français pensent s'évader, s'arracher à leur destin, à leur pays et à sa crise, mais c'est à eux-mêmes, une fois arrivés à destination, qu'ils se trouvent confrontés. Comme individus, car l'épreuve de l'expatriation révèle les natures, mais aussi comme citoyens, que le moule tricolore a dûment formés et qui découvrent soudain, au sens propre, un « nouveau monde ».

Dans les réussites du Canada se dessine, en creux, notre échec : une bonne partie de ce que nous n'avons pas su faire a été, là-bas, accompli. Sans geindre ni jalouser, il nous faut suivre en de nombreux points ce modèle, ce « patron » dont les pointillés sont les modernisations et les audaces.

Ainsi de la réforme de l'Etat, menée sans faiblir ni tâtonner : si elle ne fut pas exempte de souffrances, elle permit d'enfanter une administration svelte et efficace. Certes, les bonnes habitudes se perdent vite, le Canada en fait l'expérience. Mais la France, elle, n'a pas commencé à les prendre !

Il en est de même pour l'aventure technologique, du gaz de schiste aux télécommunications. Quand nous piétons, englués dans le principe de précaution, les Canadiens avancent selon un principe de risque calculé. Colère de la jeunesse, défi migratoire, risques environnementaux... Le Canada n'est pas un pays sans difficultés, c'est un pays sans appréhension face aux difficultés. C'est en cela qu'il doit éclairer les Français qui y posent leurs bagages, mais aussi les Français qui restent de ce côté-ci de l'Atlantique.

Il ne suffit d'admirer, il faut s'inspirer. Ce serait le comble, pour la France, d'utiliser une feuille d'érable pour mieux masquer sa nudité... ●



FRAN HURCOMB POUR L'EXPRESS HORS-SERIE

L'ENTRETIEN

Dany Laferrière 6
« Le pays m'a conquis par le froid »

DÉCOUVRIR

Made in Canada 12

Carte : d'un océan à l'autre 26

PARTIR

Top départ ! 30

Séjours temporaires 36

CAP SUR LE QUÉBEC 40**Travailler**

Fabrice Brunet : 42
« Ici, il n'y a pas de limites »

La recherche d'emploi 46
en six points

Les régions recrutent 47

Carte de l'emploi par région 50

Ces grands chefs qui font recette 52

Nuages sur l'audiovisuel 54

PME, le filon du nouveau monde 58

Boîte à outils 62

Étudier

Des cursus hors du commun 64

Et pourquoi pas un MBA? 66

Panorama des universités 68

Rentrée : faites le point 70



NATHALIE SCHNEIDER



PHILIPPE RENAULT/HEMIS



PHILIPPE RENAULT/HEMIS

Vivre

Les quartiers bon marché 72
de Montréal

La France sur un Plateau 78

Cris et chuchotements 82
autour du voile

Portfolio : 85
Une contrée très country

Québecorama 88

L'AUTRE CANADA 90**Travailler**

André Goffart : 92
« Savoir essayer, échouer
et repartir »

Des soudeurs qui valent 94
de l'or

Places à prendre ! 96

Carte de l'emploi par province 98

Yellowknife : l'eldorado du 100
Grand Nord

Le Saskaboom 106

Boîte à outils 109

Étudier

Le meilleur des deux mondes 110

Panorama des universités 112

Vivre

Toronto, les quartiers 114
en vogue

Vancouver, la green attitude 118

Les chèvres de 120
monsieur Didier

Portfolio : 124
Fier d'être un Indien

Canadorama 128

Cool attitude 130

RETROUVEZ TOUS LES
TITRES DE LA COLLECTION

LES GUIDES
S'INSTALLER à
L'ANTI-GUIDE TOURISTIQUE

en librairie et sur www.hellopoles.fr



Meilleur transporteur aérien
en Amérique du Nord pour la
quatrième année

DESTINATION MONTRÉAL EN CLASSE ÉCONOMIQUE PRIVILÈGE.

Profitez du service Économique Privilège proposé
à bord des vols de Paris à Montréal.

Découvrez un confort et un service premium :

- ▶ Siège plus spacieux
- ▶ Deux bagages enregistrés sans frais
- ▶ Repas haut de gamme et service de serviettes chaudes
- ▶ Enregistrement et embarquement prioritaires

Attendez-vous à plus

Information et réservations : www.aircanada.com
0 825 880 881 (0,15 €/min depuis un poste fixe)
Ou contactez votre agence de voyages

AIR CANADA 

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE 



Né à Haïti, le jeune journaliste qui a fui la dictature Duvalier en 1976 est devenu au Québec, où il avait trouvé refuge, un écrivain à la voix singulière, un conteur magnifique de l'âme humaine, qu'il explore sans concession mais toujours avec bienveillance. C'est le même regard qu'il porte sur son pays d'adoption. Québécois avant d'être canadien, Dany Laferrière est surtout, et avant tout, un amoureux de Montréal. Son élection, en décembre dernier, à l'Académie française, y a eu un grand retentissement, autant qu'à Port-au-Prince.

Propos recueillis par **Valérie Lion**

DANY LAFERRIÈRE

« Le pays m'a conquis par le froid »

A 23 ans, vous fuyez Haïti et sa dictature et vous débarquez à Montréal. Vos premières impressions ?

⇒ Je travaillais au Petit samedi soir, un hebdomadaire qui militait contre la dictature. Brusquement, le pouvoir s'est durci et on a tué mon ami Gasner Raymond, il a été trouvé le crâne fracassé sur une plage. J'ai dû partir précipitamment, ma mère connaissait un colonel qui lui a dit que j'étais le prochain sur la liste. Au petit matin, j'ai quitté Port-au-Prince pour Montréal, où une femme, Suzanne Bellile, avait su que j'étais en danger, et m'avait envoyé une lettre d'invitation pour que je puisse sortir du pays. J'arrive à Montréal dans un moment excessivement puissant. En 1976, la ville est en train de changer, elle accueille les jeux Olympiques. Le soir même, je suis allé dans une boîte, le Rising Sun, tenue par un Guadeloupéen, Doudou Boicel, qui recevait Nina Simone et Dizzy Gillespie. J'étais très étonné de manger « caraïbes »

et de me retrouver dans une chaleur caribéenne le soir même de mon arrivée _ je m'attendais à quelque chose de plus exotique !

Avez-vous été accueilli par la communauté haïtienne à Montréal ?

⇒ Je me suis retrouvé heureusement seul. Je venais d'une ville de 2,5 millions d'habitants, qui aurait dû en avoir trois fois moins. J'en avais assez de cette promiscuité constante. Les Haïtiens habitaient à Montréal-Nord, Saint-Léonard, dans les mêmes quartiers que les Italiens. Pour ma part, je ne cherchais pas du tout à rentrer dans la communauté. J'avais la vie d'un solitaire, tout content de l'être et sûr de son pouvoir d'être au monde. Je cherchais mon chemin, un endroit calme pour lire. Ne pas me sentir en danger était un tel don, une telle bénédiction que cela valait tout. Le seul fait de pouvoir circuler dans les rues, la nuit, sans ●●●



IMMORTEL

Dany Laferrière a été élu à l'Académie française, le 12 décembre 2013. Il est le premier Québécois et le premier Haïtien à siéger sous la coupole.

L'entretien

DANY LAFERRIÈRE EN 9 DATES

1953 Naissance le 13 avril à Port-au-Prince (Haïti) **1976** Le 1^{er} juin, assassinat de son ami journaliste Gasner Raymond et décision de quitter Haïti pour Montréal **1985** Publication de son premier roman *Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer* **1990** Départ pour Miami **1994** Publication de *Chronique de la dérive douce* qui raconte sa première année à Montréal **2002** Retour à Montréal **2009** Publication de *L'Enigme du retour* qui raconte sa redécouverte d'Haïti **2010** Le 12 janvier, violent tremblement de terre à Haïti. L'écrivain, alors à Port-au-Prince, fait partie des survivants **2013** Le 12 décembre, élection à l'Académie française.

●●● angoisse, et d'avoir un réfrigérateur dans ma chambre – pendant que je dormais, la nourriture dormait –, c'était incroyable !

Comment avez-vous vécu votre statut d'immigrant ?

Je ne m'intéressais pas au regard des autres. Je ne me suis jamais vu face à une société qui devait m'accueillir – ou pas. Et le sentiment d'immigrant, je ne l'ai pas eu. Sauf une fois, quand j'ai été dans un endroit où on donne de l'argent aux migrants – 20 dollars pour la journée si vous êtes dans une mauvaise passe. Le type m'a dit : « Vous qui étiez dans la presse, avez-vous été frappé, arrêté ? » Si j'avais répondu oui, j'aurais eu 120 dollars au lieu de 20, j'ai refusé. C'était plus une condition sociale qu'un statut d'immigrant : j'étais au bas de l'échelle.

Des années plus tard, vous avez pris la citoyenneté canadienne. Quel sens cela a-t-il pour vous ?

→ J'ai vécu longtemps dans une ambiance non seulement québécoise mais indépendantiste. C'est impossible pour un Haïtien de ne pas comprendre une chose aussi naturelle que l'indépendance d'un pays. Haïti n'a rien, sauf l'indépendance. Le Québec a tout, sauf l'indépendance. Et c'est bien plus excitant de discuter de la liberté d'un peuple, de sa libération. Pour moi, être Canadien n'a rien voulu dire. C'est juste être Québécois, avec un vocable plus vaste. Pour être citoyen canadien, il

faut prêter allégeance à la Reine, mais la Reine, je ne l'ai jamais vue... Ma vie est tellement montréalaise, la Reine ne fréquente pas Montréal. En fait, mon passeport canadien est, pour moi, un passeport québécois. Et le pays m'a conquis par autre chose que par la politique. Par le froid.

L'hiver, donc...

→ Oui, l'hiver qui m'a gagné, qui m'avait détruit, qui m'a fait fuir à Miami... Il m'a rattrapé et maintenant, il fait partie de moi. La glace a fini par m'avoir. Cela a pris des années, mais ce n'est plus un désagrément. Le Québec a élargi mon imaginaire physique, mes horizons, mes paysages. J'ai découvert la culture de l'oignon, les pelures, ces couches de vêtements qu'on accumule. Voilà un pays où on passe son temps à s'habiller et se déshabiller. Le premier spectacle d'une tempête de neige est aussi quelque chose de mémorable, d'extraordinaire, la neige qui tombe, la glace qui reste sur les branches, la lumière qui file à travers, c'est une vraie féerie. Le vers le plus célèbre de la poésie québécoise est d'ailleurs celui d'Emile Nelligan : « Ah ! comme la neige a neigé ! ». Mais je n'ai pas eu le « choc culturel ». D'ailleurs, l'hiver m'a inspiré très tardivement. Et c'est à Miami que je l'ai vraiment découvert, par son absence. Il fait tellement

chaud là-bas, la climatisation ne suffit pas, on a envie que la ville entière soit froide, comme quand on a soif d'une bière glacée !

Vous êtes aussi rentré à Montréal pour sa vie culturelle ?

→ L'été, c'est la ville la plus intéressante d'Amérique du nord. Il y a ici trois saisons, l'été, l'hiver et ce que j'appelle la petite vieille. Cette petite vieille qui sort sur le balcon son petit bouquet qu'elle avait mis dans son salon, qui le plante dehors comme un drapeau, qui annonce le printemps obstinément. J'aime le courage de la ville, de ces gens dans la vie ordinaire : la force d'attendre. En Haïti, si on ne passe pas devant l'autre, on n'a aucune chance. Au Québec, les gens peuvent rester à leur place car ils font confiance à l'institution pour les défendre. Et puis, les jeunes filles ! Les plus belles jeunes filles de 16 ans du monde sont à Montréal. C'est ce que j'appelle la transhumance, la foule qui descend dans le bas de la ville, la rue Saint-Denis qui se noircit de monde, les femmes à vélo en jupe, les hommes en marcel ou débardeur, les petits métiers, cette vie qui surgit fait un autre pays. Brusquement, Montréal devient une ville nègre. Tout le monde veut bronzer, ceux qui sont blancs sont priés de rester chez eux, les noirs des banlieues viennent au centre-ville, le jazz débarque avec le festival. Montréal est la ville la plus énergique et la plus cultivée d'Amérique du nord en été.

D'autres villes canadiennes vous ont-elles séduit ?

→ Nombre de Québécois ne connaissent pas le Canada. J'ai été un peu attristé de découvrir cela. Je le mets sur ●●●

« Le Québec a élargi mon imaginaire physique, mes horizons, mes paysages »



PATRICK GAILLARDIN/PICTURETANK

Imagine

ÉTUDIER AU CANADA

Vous êtes intéressés par les études au Canada ?

Venez assister à nos séances d'information offertes en début de chaque mois au Centre culturel canadien à Paris. On y répondra à toute question relative aux études dans les universités, collèges canadiens et les écoles de langues :

- programmes proposés
- formalités d'admission
- droits de scolarité
- bourses
- permis d'études
- droit au travail pour les étudiants
- stages
- logement

Nous sommes présents à plusieurs salons étudiants à Paris. Nous organisons aussi, au Centre culturel canadien, des journées portes ouvertes « Etudier au Canada » ainsi que des rencontres avec des représentants d'établissements d'enseignement canadiens.

Pour en savoir plus :
www.amb-canada.fr/etudes

Centre culturel canadien
5 rue de Constantine
75007 Paris

www.educationau-incanada.ca



●●● le compte de la faillite des élites locales, qui ont formé la psyché québécoise sur une absence. C'est extrêmement dangereux de créer un monstre invisible. Il faut toujours voir la personne que l'on veut juger. Vancouver est une ville magnifique, un peu pluvieuse, mais avec un grand sens des choses de l'esprit, une vision sur l'Asie, et une nourriture bien éloignée du hamburger. Toronto est une ville très excitante. J'ai découvert aussi la lutte des francophones dans le reste du Canada, le reproche qu'ils font au Québec de les avoir laissés tomber. L'analyse du Québec était simple : ces communautés vivent grâce au multiculturalisme de Trudeau et si on accepte ce ver dans le fruit, si on soutient le français au Canada, on sera obligé de soutenir l'anglais au Québec. J'étais attristé qu'un écrivain comme Margaret Atwood soit si peu connue au Québec. L'ignorance ne peut jamais servir, ignorer l'autre, son ami comme son ennemi, n'est jamais une solution.

Partagez-vous le point de vue des Québécois convaincus que la langue française est en danger, chez eux et dans le monde ?

⇒ C'est comme cela que la société se vit. Les Québécois ont raison de se battre puisque c'est une lutte qu'ils mènent depuis l'origine. Ils ont perdu un allié précieux en se débarrassant de l'Eglise. La foi était la gardienne de la langue, l'Eglise conservait la langue, elle la faisait chanter et prier chaque jour. En décidant que la modernité québécoise se résumait à changer l'Eglise pour l'école, les Québécois ont gagné en liberté individuelle mais perdu le combat collectif de la langue. D'où cette panique depuis les années 1960, ils se sont retrouvés seuls sans armée pour les défendre, alors qu'il y avait des divisions entières d'hommes qui n'auraient jamais bradé cette langue, avec laquelle ils disaient leur foi. Les Québécois donnent l'impression d'être toujours dans la passion, les jérémiades, mais en réalité ce sont des écureuils, ils travaillent fort. Sous le lyrisme passionné des Québécois se cache un redoutable sens des affaires. La langue fait partie de la singularité de cette société distincte, mais elle est aussi au cœur même de ses réclamations économiques.

Comprenez-vous l'attraction des Français pour le Québec ?

⇒ Oui, d'abord à cause de l'espace et de la nudité du paysage. Un espace qu'on ressent aussi dans les relations humaines : la hiérarchie est plus souple ; il y a parfois en France une violence, une brutalité dans les échanges. Mais attention, le Québec est une société comme une autre : si on y vit longtemps, on y ressentira un certain inconfort et c'est normal. Ce n'est pas un espace folklorique, c'est une société très complexe. Si vous immigrer au Québec, n'apportez pas vos fantasmes et vos frustrations, ne venez pas ici guérir vos bobos. Ne soyez pas naïfs. Quand ils arrivent, les Français ont l'impression que tout est facile, simple et spontané. Or ce n'est pas simple, ce n'est pas spontané, ce n'est pas facile. Simple, les problèmes sont différents et il faut vivre au quotidien un certain temps pour les saisir. Ainsi, au Québec, dans une discussion, si on n'est pas d'accord avec



PATRICK GAILLARDIN/PICTUREFUNK

« Sous le lyrisme passionné des Québécois se cache un redoutable sens des affaires »

quelqu'un, on se tait. Ce n'est pas de l'hypocrisie, simplement on ne peut pas agresser quelqu'un intellectuellement en pu-

blic. Le Québec n'est pas une société de salon. Les Français disent souvent « il n'y a pas de débat public ici ». C'est normal ! Il y a eu un grand débat dans les années 1960, la Révolution tranquille, qui a conduit à bouler l'Eglise hors de la société. On ne peut pas recommencer cela tous les dimanches... Le débat public est dangereux. Et la parole est prise très au sérieux. Les Québécois sont des gens très sérieux et en même temps très latins. Sous leur côté grave se cache une passion pour la vie, une joie explosive. C'est un pays où il fait bon vivre, où j'ai pu traverser sans argent la société de façon verticale, jusqu'au sommet, jusqu'à rencontrer le premier ministre !

Qui va entrer à l'Académie française en la personne de Dany Laferrière : un Haïtien, un Québécois ou un Canadien ?

⇒ Un Japonais ! [« Je suis un écrivain japonais », titre d'un de ses romans paru en 2012, NDLR]. En fait, c'est surtout un lecteur qui rejoint l'Académie, j'aime beaucoup lire. J'ai toujours un livre en poche. Je sais lire aussi les paysages, les visages, si je n'ai pas de livre. Je lis tout ! Pour le reste, je laisse chacun prendre ce qu'il veut en moi. Pour les Africains, je suis le successeur de Senghor. A Haïti, après mon élection, c'était l'explosion de joie, la musique dans les rues, une ambiance carnavalesque presque. Au Québec aussi, il y avait une grande ferveur et une grande chaleur : j'ai fait plus de soixante entretiens avec Montréal dans la journée. Je suis du Québec car je connais ce pays, je l'aime. Quand je suis au Québec, je l'habite et quand je n'y suis pas, c'est le Québec qui m'habite ■

Vermilion Canada célèbre 20 ans de succès pour un avenir prometteur

VERMILION
ENERGY



Une entreprise internationale et dynamique où il fait bon travailler

Fondé en 1994 à Calgary au Canada, le Groupe Vermilion Energy Inc. est aujourd'hui l'un des principaux acteurs de l'amont pétrolier, expert en recherche et exploitation pétrolières, notamment sur des gisements dits « matures ». La volonté de développer ses activités à l'international a conduit le groupe canadien à s'implanter en Europe (France, Pays-Bas, Allemagne et Irlande) et en Australie. Vermilion Energy Inc., qui produit actuellement environ 45 000 barils (*) de pétrole et de gaz par jour, emploie plus de 500 collaborateurs et des centaines de sous-traitants à travers le monde.



Vermilion figure au palmarès de l'Institut Great Place to Work® des entreprises où il fait bon travailler (Canada et France depuis 5 ans, Pays-Bas depuis un an). Cette reconnaissance témoigne de notre capacité à proposer à nos collaborateurs un environnement de travail stimulant dans lequel les valeurs de crédibilité, de respect, d'équité, de fierté et d'esprit d'équipe sont tout aussi importantes que les ressources que nous extrayons du sous-sol.

(*) 1 baril = 159 litres



Le premier producteur de pétrole conventionnel en France

La filiale française du Groupe, Vermilion REP SAS (« Vermilion »), a été créée en 1997 par l'achat d'actifs d'ESSO REP en Aquitaine et dans le Bassin parisien. Entre 2006 et 2012, dans le cadre de sa stratégie de développement dans les régions dans lesquelles elle est déjà présente, Vermilion a réalisé plusieurs acquisitions et de nombreux travaux qui lui ont permis d'augmenter de manière significative son potentiel de réserves et sa production, de conforter son ancrage sur le long terme et de confirmer sa position de **premier producteur de pétrole en France**. Vermilion réalise 65 % de la production de pétrole française, soit 12 000 barils de pétrole par jour, à partir de ses 400 puits situés sur ses 26 concessions.



Notre entreprise emploie 180 collaborateurs et plus de 500 sous-traitants en France. En 2013, elle a embauché 42 nouveaux collaborateurs ; en 2014, elle prévoit d'étoffer ses effectifs d'une trentaine de personnes additionnelles.



Depuis sa création, Vermilion a investi plus d'**1 milliard d'euros dans la mise en valeur des ressources du sous-sol français et dans les acquisitions d'actifs**. Depuis 2012, elle a triplé ses investissements : 35M€ en 2012, 80 M€ en 2013, 103 M€ en 2014.

Le partenaire du développement social, économique et durable des territoires d'accueil

En tant qu'entreprise responsable, Vermilion met un point d'honneur à démontrer son engagement durable envers les communautés, engagement qui passe par la création de valeur ajoutée : **emploi, respect des personnes et de l'environnement, implication active dans les projets qui ont une importance locale**. Nous nous attachons à mettre tout en œuvre pour contribuer au développement social, économique et durable de ces territoires. Pour exemple, nous avons signé en 2008, et pour 25 ans, un partenariat écoresponsable avec un producteur de tomates sous serres. Nous lui fournissons l'énergie calorifique issue de l'eau associée à notre production d'hydrocarbures pour chauffer ses infrastructures qui produisent annuellement 3 000 tonnes de tomates et emploient 150 personnes (extension de 5 hectares en 2016).

Vermilion étudie d'autres projets similaires : chauffage d'un éco-quartier (Gironde), de serres horticoles (Seine-et-Marne).



Made in Canada

C'est un label à la réputation flatteuse dans le monde entier. La démocratie canadienne a engendré une société qui a érigé le compromis en principe fondateur. Tout en gardant son esprit pionnier pour créer une économie et une culture dynamiques et originales.

Découvrir

Une utopie libérale **14** Un labo écolo **16**

Le champion de la médiation **18**

Un souffle créatif **20**

Des moteurs d'innovation **22**

Une utopie libérale

En fondant son modèle politique sur le compromis, le Canada a jeté les bases d'un système où l'Etat doit s'effacer devant les droits de l'individu.

Par **Jean-Michel Demetz**

Dans ce pays encore jeune, plus qu'ailleurs, la géographie et l'histoire ont façonné les hommes et les institutions. Et, à bien des égards, l'identité canadienne peut être considérée comme le fruit d'une double expérimentation politique, inédite par sa précocité dans le monde occidental : l'invention – bien avant la mondialisation – d'une cohabitation, somme toute réussie, entre les différents rameaux de son peuplement et l'avènement d'un libéralisme garant des droits de la personne.

Tout avait pourtant tragiquement commencé : en 1755, l'expulsion massive des Acadiens, catholiques et fidèles au roi de France, brutalement déportés vers l'Europe, la Louisiane ou les Antilles, obéit à une véritable volonté de nettoyage ethnique, comparable à celui qui s'exerce à la même époque dans l'Ecosse dont les clans en révolte ont été écrasés et dispersés vers l'Irlande. Après le traité de Paris et l'effacement de la période française au Canada, les « Canadiens » – c'est-à-dire, à l'époque, les descendants des colons français – peuvent craindre le pire de la mainmise britannique. La proclamation royale de 1763 met fin au statut légal de l'Eglise catholique, abolit le système seigneurial, remplace le droit civil d'Ancien régime par la Common Law. Cependant, ce texte ne sera jamais appliqué : le vainqueur anglais a compris rapidement qu'il ne pourra assimiler par décret la population qui l'a précédé et dont il a besoin afin de mettre en valeur les richesses de cet immense territoire.

Onze ans plus tard, en 1774, l'Acte de Québec, en revenant sur ces trois mesures, installe ce dualisme canadien qui empêchera, à l'avenir, toute évolution vers un Etat monolithique. Au fond,



UNIQUE
Les juges de la Cour suprême s'appuient sur la Charte canadienne des droits et liberté, véritable constitution du pays.

BLAIR GABLE / REUTERS

très vite, le Canada moderne se bâtit sur un contrat entre ses deux principales composantes, anglaise et française, qui s'élargira, au fil des siècles, aux nouveaux arrivés dont les cultures viendront enrichir la mosaïque culturelle.

Une modernité sans équivalent

En ce sens, alors qu'au même moment la démocratie américaine, impuissante à régler pacifiquement ses différends, se déchire dans une effroyable guerre civile, au nord de sa frontière, l'Etat confédéral officialisé en 1867 pose comme principe fondateur le compromis. Et cette règle ne cessera jamais d'être observée. Mis à part l'épisode de l'éphémère Front de libération québécois, au début des années 1970, le mouvement séparatiste québécois restera, par exemple, fidèle jusqu'au bout à la possibilité d'une issue politique pacifique et négociée (« la souveraineté-association » lors du référendum de 1980, « le nouveau partenariat » en-

tre un Québec souverain et le Canada pour celui de 1995). Le fédéralisme canadien ne cessera d'évoluer tout au long du xx^e siècle en douceur.

Cette remarquable plasticité – à comparer avec les franches ruptures qui secouent l'Europe sur la même période – est la preuve d'une modernité politique sans équivalent. Ici, nul Etat centralisateur ; aucune tentative impériale ; pas de volonté hégémonique prolongée d'un groupe sur l'autre. La violence est d'emblée exclue du champ politique. L'Histoire qui s'écrit ne doit pas être tragique. Dans les années 1960, le Canada anglais accepte « la Révolution tranquille » québécoise et l'émergence d'un pouvoir économique nouveau ; dans les années 1990, la Colombie-Britannique consent au débarquement massif des investisseurs chinois de Hongkong qui bouleversent à coups de gratte-ciel le paysage urbain des petites maisons basses de Vancouver ; à Toronto, les élites blanches et protes-

tantes du « Canada impérial » se sont ouvertes sans heurts à d'autres intérêts émergents, latins ou indiens. L'Ontario, lui-même, voit, sans contestation, le pouvoir politique et économique du pays glisser vers cet Ouest canadien qui s'est longtemps senti négligé et savoureur, grâce au boom de ses matières premières, une douce et paisible revanche.

Très vite, l'utopie libérale canadienne a voulu se débarrasser du conflit en érigeant le compromis, en méthode de gouvernement parce que, (presque) dès l'origine, le Canada intègre la pluralité des identités de ce qui composait son caractère national. Ce n'est pas le fait du hasard si c'est un Canadien, le ministre des Affaires étrangères Lester Bowles Pearson qui, en 1956, « invente » les casques bleus, la force de maintien de la paix de l'ONU.

La logique du multiculturalisme

Du pacte des « peuples fondateurs » canadiens-français et canadiens-britanniques de 1867, à la légitimation du multiculturalisme, mis en place par Pierre-Elliott Trudeau dans les années 1970, une même logique se déploie, contrairement à ce qu'ont objecté certains intellectuels québécois, persuadés que le bain multicommunautaire – une trahison, à leurs yeux – allait dissoudre la singularité du fait francophone. Au Québec, le débat s'est récemment ouvert sur la nécessité d'affirmer une laïcité « à la française » (voir page 82). Mais, au niveau fédéral, l'Etat reconnaît que l'individu est complexe, métis, différent. Et il assure la pleine liberté pour ce même individu d'exprimer son identité religieuse et ethnique, s'il le souhaite et de la manière dont il veut l'exprimer, à condition de ne pas enfreindre les valeurs de base des droits

de l'homme et de la démocratie. A la différence des mythes européens et étatsunien qui recourent, afin de justifier la puissance publique, à la fiction d'un peuple uni en un bloc, l'Etat canadien reconnaît la primauté de l'individu au profit duquel il doit évoluer et, le cas échéant, s'effacer. Sans équivalent ailleurs, la Charte canadienne des droits et libertés est bien la véritable constitution du pays. C'est sur la base de ce texte que des juges canadiens vont procéder à des innovations aussi

« Le xx^e siècle sera celui du Canada », avait prédit le Premier ministre Wilfrid Laurier

radicales que le principe d'« accommodements raisonnables », appliqué à partir de 1985. C'est l'obligation dans un cas de discrimination, par suite d'un effet préjudiciable, de prendre des mesures raisonnables avec le plaignant sans que cela ne cause une contrainte excessive. Dans l'arrêt O'Malley, le juge McIntyre explique de la sorte que « même si aucun droit ne saurait être considéré comme absolu, une conséquence naturelle de la reconnaissance d'un droit doit être l'acceptation sociale de l'obligation générale de le respecter et de prendre des mesures raisonnables afin de le protéger ». La Cour suprême a ainsi accepté que les jeunes Sikhs puissent porter leur couteau rituel, le kirpan, à l'école mais enveloppé de telle manière qu'il prévienne tout accident et ne nuise pas à la sécurité du public. C'est ainsi que les juges ont obligé les chemins de fer à aménager leurs trains afin d'y permettre l'accès des handicapés.

Trente ans après son adoption en 1982, la portée de la Charte canadienne reste toujours à circonscrire tant elle a bouleversé la vie politique. C'est en l'invoquant que les juges ont, tour à tour, invalidé la loi interdisant l'avortement (1988) et ouvert la voie au mariage homosexuel (2004). Son rôle a été conséquent dans l'affirmation des droits des minorités linguistiques francophones au sein du Canada anglais, au-delà du bilinguisme officiel établi par le gouvernement fédéral. Ce texte, qui inspira

la constitution de la nouvelle Afrique du Sud post-apartheid, agit, à la fois comme un manifeste à vocation universelle – la Cour suprême canadienne ne rechigne pas à s'inspirer des jurisprudences de son homologue américaine et de la Cour européenne des droits de l'homme – et comme l'ultime vecteur de l'unité nationale. L'interprétation généreuse qu'en font les juges canadiens, au nom de l'égalité et de la liberté des droits de l'individu, a contribué à limiter la toute-puissance du pouvoir parlementaire, pierre de touche de la démocratie de type westminstérien. L'avenir dira jusqu'où cet épanouissement de la personne peut aller.

« Le xx^e siècle sera le siècle du Canada », avait prédit le Premier ministre Wilfrid Laurier (1841-1919). Cinq générations plus tard, c'est un modèle d'équilibre entre l'Etat et l'individu et une réponse novatrice aux défis de la mondialisation que dessinent, au quotidien, les banlieues de Toronto et de Montréal. Comme si c'était là-bas, aujourd'hui, que se construit la Cité de demain ■

« Le xx^e siècle sera le siècle du Canada », avait prédit le Premier ministre Wilfrid Laurier (1841-1919). Cinq générations plus tard, c'est un modèle d'équilibre entre l'Etat et l'individu et une réponse novatrice aux défis de la mondialisation que dessinent, au quotidien, les banlieues de Toronto et de Montréal. Comme si c'était là-bas, aujourd'hui, que se construit la Cité de demain ■

Les inventions canadiennes



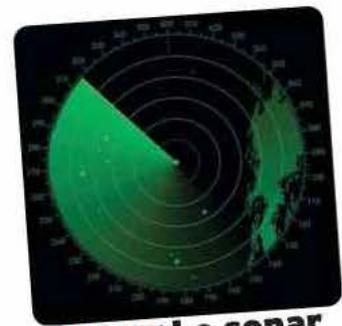
1875
Le téléphone



1876
Les fuseaux horaires



1891
Le basket-ball



1917 Le sonar



DÉFIS
La métropole de l'Ouest est la plus densément peuplée.

Un labo écolo

Vancouver s'est donnée pour objectif de devenir la ville la plus verte du monde à l'horizon 2020. Coincée entre les Rocheuses et l'Océan pacifique, elle n'a eu d'autre choix que d'innover en matière environnementale. Plongée au cœur d'un laboratoire urbain unique en son genre.

Par **Marie Cousin**

Du sommet de Grouse Mountain qui culmine à 1 200 mètres, c'est une évidence. Les pistes enneigées emportent le regard jusqu'à la ville. Vancouver, ses gratte-ciel qui semblent barboter dans les eaux bleues du Pacifique et son poumon vert, le Stanley Park. Ici, plus que n'importe où ailleurs, les hommes et la nature ont dû s'approprier. Pas le choix. Le cadre est splendide mais, revers de la médaille, la barrière des Rocheuses rend le terrain rare pour les 2,3 millions d'habitants de l'agglomération de la côte ouest. Avec une densité de 5 249 habitants au kilomètre carré, la capitale de la Colombie-Britannique

est la ville la plus densément peuplée du Canada. Par la force des choses, Vancouver est donc devenue un véritable laboratoire urbain de la question environnementale. Depuis 2008, la ville est aussi dirigée par Gregor Robertson (NPD), élu sur un programme à coloration très verte. « Il y a ici une culture, une conscience écologique unique que nous partageons avec des villes comme Portland ou Seattle, affirme Sean Pander, responsable de la commission Développement durable de la mairie de Vancouver. C'est l'esprit du "Pacifique Nord-Ouest". » Déjà, dans les années 1960, à contre-courant de l'idéologie de la voiture reine, des centaines d'habitants pro-

testent contre le projet d'autoroute qui doit traverser la ville. Ils obtiennent gain de cause. Le vent de la révolte souffle sur la ville. 1971, port de Vancouver. Un groupe de pacifistes écologistes embarque sur un vieux rafirot. Leur but : empêcher les essais nucléaires américains en Alaska. Les Etats-Unis reculent devant ces guerriers d'un nouveau genre. Ils n'ont pas encore de nom mais ils viennent d'inventer une nouvelle forme de combat qui mêle action et non-violence. Un an plus tard, ils deviennent la « Green Peace Foundation ». Aujourd'hui, le siège de la célèbre organisation se trouve à Amsterdam. Mais la tradition militante se poursuit, notamment avec la fondation David Suzuki. Depuis 1990, celle-ci se bat en faveur de la protection de l'environnement avec une liberté de ton et de pensée qui dérange toujours.

Un écrin naturel

Vancouver, berceau du militantisme écologique, est aussi une terre fertile pour les innovations scientifiques. Le principal campus universitaire bénéficie d'un écrin naturel à couper le souffle. Les étudiants de l'Université de Colombie-Britannique (UBC) n'ont qu'une route à franchir pour se retrouver sur l'une des plus belles plages de la région : Wreck Beach. Forcément, ça donne envie de se creuser la tête pour tenter de sauver la planète. Ce qu'a fait

un jeune Suisse, Mathis Wackernagel, qui a décidé, en 1990, d'entamer son doctorat à UBC. Son hypothèse de travail ? La capacité de régénération de la biosphère pourrait limiter le développement de l'économie humaine si celle-ci continue de la surexploiter. Autrement dit, si notre mode de vie occidental actuel était étendu à l'ensemble de la Terre, cela nécessiterait l'exploitation de plusieurs planètes. Or, aux dernières nouvelles, nous n'en avons qu'une. Pendant quatre ans, sous la direction du Pr William Rees, il a donc planché sur un moyen d'évaluer les pressions exercées par l'homme sur les ressources naturelles. Et a défini l'un des concepts révolutionnaires de la fin du xx^e siècle : l'épreuve écologique.

Aujourd'hui encore, le campus de UBC conserve sa longueur d'avance grâce au Centre de recherches interactives sur le développement durable (CIDD). De l'extérieur, cela ressemble à n'importe quel bâtiment de l'université, avec ses vélos sagement rangés le long du mur. Mais un cube de verre — sorte d'aquarium géant — intrigue le visiteur, dès l'entrée. Il est habité par une jungle végétale touffue. On s'attend presque à voir surgir une gueule d'alligator du bassin central. En fait, il s'agit d'un filtre géant qui purifie l'eau de pluie récoltée afin de la réutiliser pour les toilettes, par exemple. « Nous tenions à avoir cette installation dès l'entrée du bâtiment pour que chaque personne soit immédiatement consciente d'entrer dans un lieu différent, explique Ray Cole, le nouveau directeur du CIDD. Voir et comprendre les technologies incite à agir différemment. D'ailleurs, nous ne parlons pas d'"occupants" mais d'"habitants" pour qualifier celles et ceux qui utilisent les lieux. »

Le bâtiment modulable à l'infini est ré-

puté pour être l'un des plus écologiques d'Amérique du Nord. Exemple de performance énergétique ? Une partie de la chaleur est récupérée chez le voisin, moins efficace, avant d'être redistribuée à l'intérieur du CIDD mais aussi chez ce même voisin. Le CIDD vit en synergie avec le campus. À l'intérieur, les volumes sont dessinés par une superbe structure en bois apparente. On y distingue de minuscules trous causés par les grignotages incessants de petits scarabées. Un fléau qui décime les forêts de Colombie-Britannique. Habituellement, ces troncs abîmés sont délaissés et finissent par pourrir, en libérant du dioxyde de carbone. Pas ici : le gaz reste emprisonné dans le bois utilisé pour la construction. L'efficacité environnementale est essentielle au CIDD mais elle prend tout son sens avec la notion d'interactivité. « UBC n'est pas la seule université à mettre en avant la recherche et l'enseignement sur le développement durable ou à construire des bâtiments verts, reconnaît le Pr Cole. Ce qui fait notre originalité est que nous lions les

ments écologiques, c'est le cœur de notre philosophie, avance Ray Cole. Le développement durable, ce n'est pas consommer toujours moins, comme on nous l'explique depuis trente ans. C'est avant tout faire beaucoup mieux avec un peu moins. » Ou comment recycler un concept de manière positive.

Une architecture verte

Les projets comme le CIDD ont l'oreille de la ville, qui, depuis 2011, a lancé le pari de devenir la cité la plus verte du monde en 2020. Berceau du « green building mouvement » qui milite pour une architecture écologique, Vancouver avait déjà pris un peu d'avance sur ses homologues canadiennes. En mars 2006, sur l'île Grandville, était inauguré le premier bâtiment durable du pays, The Light House Sustainable Building Centre. « Aujourd'hui, nos trois axes sont l'occupation de l'espace et l'urbanisme, les transports et la protection climatique », énumère Sean Pander, dans son bureau de la mairie. Concrètement, les initiatives peuvent parfois ressembler à des gadgets, comme la plantation d'arbres fruitiers dans les

parcs et jardins publics. Ou être innovantes et bluffantes, comme le recyclage de la chaleur des égouts pour chauffer une bonne partie du nouveau quartier dit « durable » de Southeast False Creek. Véritable engagement politique ou argumentaire marketing pour se démarquer dans la concurrence féroce à laquelle se livrent les métropoles mondiales ?

Rendez-vous en 2020 ■

Le développement durable, ce n'est pas consommer moins. C'est faire mieux avec moins

deux aspects. Aujourd'hui, nous sommes un centre de recherches avant d'être un modèle d'architecture écologique. » Ainsi, dans le grand auditorium aux allures de coque de bateau renversée, le confort et la clarté des lieux sont appréciés par les étudiants. Et ces derniers sont les sujets d'expériences concernant les bienfaits de l'environnement sur la capacité à appréhender un cours. « Mesurer le bien-être dans nos bâti-

Les inventions canadiennes



1920
Le tourniquet d'arrosage

1921
L'insuline



1925
La souffleuse à neige



1931
Le Plexiglas

Le champion de la médiation

De la résolution de conflits familiaux à la réinsertion des détenus en passant par la lutte contre la violence à l'école, le pays a développé des pratiques sociales inspirantes.

Par **Isabelle Grégoire**

Se démarquant des États-Unis grâce au filet social (assurance-maladie, assurance emploi...) qui protège tous ses citoyens, le Canada est aussi un champion des pratiques sociales novatrices. Axées sur le respect et le dialogue, celles-ci misent sur la recherche de solutions équitables. Qu'il s'agisse de la médiation entre ex-conjoints, de la lutte contre l'intimidation à l'école ou de la réinsertion des détenus – les concepts qui ont été inventés ou peaufinés au Canada sont une source d'inspiration pour de nombreux pays... dont la France.

Gérer sans heurt les séparations

La médiation familiale est tellement entrée dans les mœurs au Québec que la majorité des couples qui se séparent y ont recours spontanément. Avec raison, puisque huit sur dix parviennent à une entente à l'issue du processus. Née en Californie en 1968, la médiation familiale s'est vite propagée au Canada anglophone et au Québec où ce service est en partie gratuit. Cette méthode de résolution de conflits permet aux « ex » de se retrouver en terrain neutre avec



CONFIANCE
La police bénéficie d'une très bonne image.

GREG BOS / REUTERS

un tiers, le médiateur. Celui-ci est un professionnel (juriste, psychologue, travailleur social...) agréé par l'Etat après avoir reçu une formation spécifique. Avantages de la formule ? « Cela aide d'une part à maintenir ou à restaurer le dialogue avec l'ex-conjoint, répond Lorraine Fillion, travailleuse sociale et médiatrice familiale, qui a formé plusieurs médiateurs en France et en Belgique depuis la fin des années 1980. D'autre part, cela permet de garder le cap sur le bien-être des enfants plutôt que sur les difficultés conjugales. » La question de la garde des enfants est l'un des principaux sujets de la médiation. Le plus souvent, c'est l'hébergement alterné chez l'un et l'autre parent qui sera privilégié par les juges. Depuis les années 1990, le Québec offre gratuitement des « ateliers de coparentalité » qui permettent aux parents séparés d'apprendre à mieux répondre, ensemble, aux besoins de leurs enfants. Également importée de la Californie dans les années 1980, la garde partagée n'a guère soulevé de polémique au Canada.

« Les jeunes pères revendiquent de plus en plus leur place, observe Lorraine Fillion. Ils sont très impliqués dans l'éducation et les soins de leurs enfants et pour eux, c'est naturel de continuer. »

Haro sur l'intimidation

Le suicide de trois adolescentes, victimes d'intimidation à l'école et/ou sur Internet, a bouleversé le pays ces dernières années. Et incité les gouvernements provinciaux et fédéral à imaginer des solutions pour contrer ce problème. Ainsi, quelques mois après le suicide d'une Québécoise de 15 ans, une loi pour lutter contre l'intimidation et la violence à l'école a été adoptée à l'unanimité en 2012. Celle-ci oblige les écoles de la province à se doter d'un plan de lutte contre toutes formes de violence et d'intimidation. Quant aux commissions scolaires (organismes de gestion des écoles publiques), elles sont désormais obligées de conclure une entente avec les services de police de leur territoire pour déterminer la façon de porter plainte ou de

signaler un acte d'intimidation. La lutte contre la violence à l'école ne date toutefois pas d'hier. « Depuis la fin des années 1970, divers programmes sont mis en place pour prévenir la violence dès la maternelle », rappelle Gérard Boutin, professeur au département d'éducation et de formation spécialisée à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), auteur de nombreux ouvrages sur le sujet. « Il s'agit de montrer très tôt aux enfants à respecter les autres, à exprimer leurs points de vue et à gérer leur colère. » Comme le précise ce spécialiste, ces programmes ne sont jamais imposés mais toujours développés en lien avec les parents et les enseignants.

La médiation par les pairs est l'une des méthodes préconisées dans les écoles primaires et secondaires du pays. Initiés aux rudiments de cette pratique, des élèves volontaires peuvent offrir leurs services aux autres enfants afin de désamorcer les situations de conflit dans les cours de récré. « Ces élèves sont encadrés par des enseignants ou des éducateurs qui ont eux-mêmes reçu une formation souvent axée sur les techniques de la communication positive incitant au respect de l'autre et au dialogue », dit Gérard Boutin.

Contre la récidive

Pour alimenter sa réflexion sur le projet de réforme pénale en France, la Garde des Sceaux Christiane Taubira était en visite officielle au Canada en mars dernier. Elle a pu observer des méthodes efficaces de prévention de la récidive et de réinsertion des détenus qu'elle espère importer en France. La peine de probation, notamment, qui permet aux condamnés de purger leur peine « au sein de la communauté » plutôt qu'en prison. Une pratique courante au

Canada où quelque 100 000 probationnaires (ayant pour la plupart reçu des peines de moins de deux ans) sont suivis chaque année.

En plus de désengorger les prisons et d'être économique, la probation réduit les risques de récidive et favorise la réinsertion. « On sait que les peines de détention sévères ne sont pas dissuasives, dit Denis Lafortune, professeur titulaire et directeur de l'École de criminologie de l'Université de Montréal. Alors qu'un probationnaire bien encadré, bénéficiant de programmes adaptés (contre la toxicomanie, la violence conjugale) a moins de chance de rechuter. »

Même si le gouvernement conservateur de Stephen Harper a durci les peines d'emprisonnement et sabré dans certains programmes de prévention et de réinsertion, le Canada n'en demeure pas moins à l'avant-garde en la matière. Créé par Denis Lafortune, le programme correctionnel « Parcours », implanté dans les prisons provinciales du Québec, devrait bientôt être exporté en France. « Les interventions bien structurées, avec suivi après la sortie, permettent de contrecarrer l'effet toxique de la prison et de diminuer la récidive jusqu'à 25 ou 30 % », dit-il.

Des policiers dans les écoles

Christiane Taubira s'est aussi intéressée à la façon dont le pays lutte contre la délinquance – en baisse constante depuis quinze ans. Depuis les années 1980, celle-ci passe d'abord par le rapprochement de la police avec les habitants et avec les organismes communautaires de quartier. Des policiers en uniforme

sont, par exemple, souvent présents dans des écoles. « Non pas dans un esprit de confrontation mais pour créer un lien de confiance avec les élèves et les enseignants », dit Benoît Dupont, directeur du Centre international de criminologie comparée, à Montréal, auteur notamment d'un « Que sais-je ? » sur les polices du Québec. « L'objectif est de collaborer à l'identification de problèmes de trafic de drogue, de harcèlement... et surtout, de faire de la prévention. »

Les services de police canadiens ne

Des élèves volontaires peuvent offrir leurs services dans les cours de récré

sont toutefois pas parfaits, loin s'en faut. Lors de certains événements très médiatisés – comme le Sommet du G20 de Toronto en 2010 et les manifestations étudiantes de 2012 à Montréal – leurs interventions musclées et autres arrestations massives ont été vivement dénoncées. N'empêche que l'image de la police demeure excellente. « Le taux de confiance (85 %) de la population canadienne dans sa police est de vingt points supérieurs à celle observée en France (65 %) », précise Benoît Dupont.

Le système de déontologie de la police est également fort différent de celui de la France. « Au Québec, par exemple, n'importe qui peut porter plainte contre un policier sur Internet, sans devoir se rendre au poste de police, dit Benoît Dupont. Les jugements et les noms des policiers reconnus coupables sont également accessibles en ligne. » ■

Les inventions canadiennes

1937
Le talkie-walkie



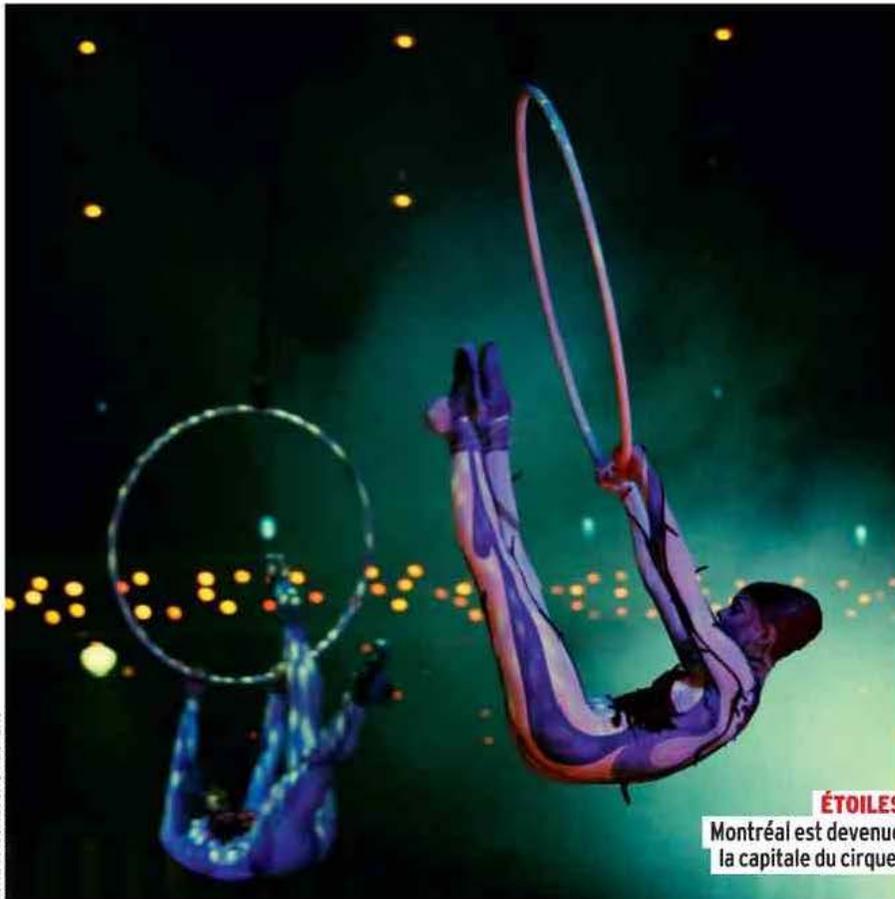
1940
Le rouleau à peindre



1945
Le synthétiseur musical électrique

1951
Le pacemaker





LUKE MACGREGOR / REUTERS

ÉTOILES
Montréal est devenue
la capitale du cirque.

Un souffle créatif

Inventive dans tous les domaines - du cirque à l'humour en passant par l'improvisation - la culture canadienne, et surtout québécoise, s'exporte dans le monde entier.

Par **Isabelle Grégoire**

L'impro, c'est du sport !

Mélange improbable de hockey et de théâtre, la Ligue nationale d'improvisation (LNI) est née à Montréal en 1977 et patine toujours avec autant de vigueur. Les matchs d'impro se disputent au centre de l'aréna (patinoire) selon

des règles strictes. Arborant des chandails de hockeyeurs, les joueurs sont répartis en deux équipes de quatre personnes plus un entraîneur. Ils s'affrontent sur des sujets tirés au hasard durant trois périodes de trente minutes. Armé d'un sifflet, l'arbitre inflige des pénalités, et peut expulser un participant, en cas

d'infraction. Assis en cercle autour de la patinoire, le public élit les gagnants à l'aide de cartons de vote aux couleurs des différentes équipes.

Véritable laboratoire de création, la LNI a été - et demeure - un tremplin pour des centaines de comédiens professionnels. Les matches sont présentés à la salle de spectacles du Club Soda, à Montréal, de la mi-février à la fin mai. Une soixantaine de ligues d'improvisation ont essaimé à travers la province et des matches et ateliers de formation sont organisés dans des écoles et entreprises. Reconnue internationalement, la LNI est présente dans une trentaine de pays - dont la France - où les adeptes improvisent en huit langues.

Le village global, c'est lui

Dès les années 1960, bien avant l'ère de l'Internet, le philosophe canadien Marshall McLuhan (1911-1980) prévoyait l'interconnexion des humains via des ordinateurs portables « gros comme des audioprothèses ». Un demi-siècle plus tard, ses thèses sur l'influence des médias sur nos vies n'ont jamais été aussi pertinentes. Dans son livre *La Galaxie Gutenberg* (1962), il explique comment la société s'est fragmentée avec l'arrivée de l'imprimerie - le livre incitant, selon lui, les humains à se replier sur eux-mêmes. Et dans *Pour comprendre les médias* (1964), il montre comment l'électronique allait transformer notre perception de nous-mêmes et du monde.

McLuhan avait le sens de la formule. Il est notamment resté célèbre pour l'aphorisme « Le message, c'est le médium » - signifiant que le moyen de communication a plus d'impact que l'information, celle-ci étant interprétée de façon différente selon le média qui la transmet.

McLuhan observait aussi que depuis l'arrivée du télégraphe, de la radio et de la télé, la planète avait rapetissé pour former son fameux « village global » (ou « village planétaire »). Ce visionnaire ne croyait cependant pas que l'humanité allait enfin vivre en paix dans ce « village » issu de la mondialisation. Il était plutôt préoccupé par les conflits risquant de découler de ce retour au tribalisme.

Plus que jamais d'actualité, McLuhan est omniprésent sur Internet grâce à de nombreux documents d'archives. Il possède même son compte Twitter – géré par ses ayants droit (The Estate of Corinne & Marshall McLuhan : <http://www.marshallmcluhan.com/>.)

La reine de la nouvelle

Alice Munro est la première Canadienne à avoir reçu, en octobre dernier, le prestigieux prix Nobel de littérature mais aussi, et peut-être surtout, « la souveraine de l'art de la nouvelle contemporaine », ainsi que l'ont saluée les membres du jury suédois. Née en Ontario en 1931, elle publie sa première nouvelle en 1950. Elle ouvre ensuite

La Ligue nationale d'improvisation est présente dans une trentaine de pays

une librairie à Victoria, la capitale de la Colombie-Britannique qui se trouve sur l'île de Vancouver. Elle aime à se décrire comme une femme modeste, ayant élevé quatre filles, divorcée puis remariée. « J'ai eu une vie ordinaire pour une femme de ma génération. Le travail domestique, les enfants et tout ce qui s'ensuit. Si vous avez une vie intéressante, vous n'avez probablement pas beaucoup de temps pour écrire », explique-t-elle. Ses nouvelles parlent de femmes en apparence ordinaires, vivant dans la campagne ontarienne, résonance de son enfance rurale avec un père éleveur de renards et une mère institutrice. Souvent comparée à Tchekhov ou Isaac Bashevis Singer, Alice Munro est l'une des auteures favorites du *New York Times* et un des piliers du

New Yorker. Son premier recueil de nouvelles, *La Danse des ombres heureuses*, a remporté le prix du Gouverneur général, le plus prestigieux prix littéraire canadien. Elle a depuis publié treize livres, notamment *Amies de ma jeunesse*, *Les Lunes de Jupiter*, *Un peu, beaucoup, pas du tout...* L'une de ses nouvelles, *Loïn d'elle*, a été adaptée au cinéma par Sarah Polley en 2007. En France, ses ouvrages sont publiés aux Editions de l'Olivier.

Au Québec, l'humour c'est du sérieux

L'humour est une véritable industrie au Québec. Les humoristes font salle comble partout à travers la province, le Festival Juste pour Rire (à Montréal, 12-26 juillet 2014) s'impose comme le plus important du genre au monde et l'École nationale de l'humour (ENH) forme depuis 1988 des bataillons de comiques, dont plusieurs sont devenus de grandes vedettes de la Belle Province (Martin Matte, Louis-José Houde, François Morency...). À l'ENH, les étudiants n'apprennent pas seulement à faire des blagues mais suivent aussi des cours de français, de politique et d'histoire de l'humour. La réputation de ses formations dépasse les frontières de la rieuse Belle Province – attirant de plus en plus d'étudiants européens (voir article, en page 64). L'établissement est aussi partenaire dans le développement d'une école de l'humour en Haïti – dont le porte-parole est l'écrivain québécois haïtien Dany Laferrière. Pour élargir le débat sur le rôle de l'humour dans la société, l'ENH a par ail-

leurs créé en 2011 l'Observatoire de l'humour, qui regroupe chercheurs universitaires et praticiens. Au Québec, l'humour c'est du sérieux !

La piste aux étoiles

Avec son cirque sans animaux ni monsieur Loyal mais pétillant d'audace et de magie, le Cirque du Soleil (CDS) a dépoussiéré l'univers circassien qui en avait grand besoin. Fringant trentenaire, le CDS a été fondé en 1984 par Guy Laliberté, un ancien cracheur de feu devenu milliardaire, qui en est toujours le grand patron.

Mariant la danse, le théâtre, la musique et la gymnastique acrobatique, le CDS crée des shows époustouflants, acclamés par plus de 100 millions de spectateurs depuis sa création, sur tous les continents.

Pionnier de ce renouveau, le Cirque du Soleil n'est toutefois plus seul en piste : de nombreux autres cirques québécois ont investi les chapiteaux de ce monde. Notamment le Cirque Éloïze – réputé pour ses spectacles empreints de poésie comme *Rain – Comme une pluie dans tes yeux*. Mais aussi la compagnie les 7 Doigts de la main – qui a participé à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Sotchi, en février dernier. Ces différentes troupes ont contribué à positionner Montréal comme capitale des arts du cirque. En plus d'héberger l'École nationale du Cirque, qui jouit d'une belle réputation internationale, la métropole québécoise organise chaque année le festival Montréal Complètement Cirque (du 2 au 13 juillet 2014), qui attire quelque 120 000 festivaliers à la Tohu, Cité des arts du cirque ■

Les inventions canadiennes



1952
Le fauteuil roulant électrique



1960
La purée instantanée

1961
Le Wonderbra



1968
Le système de projection IMAX

Des moteurs d'innovation



AÉRONAUTIQUE
L'entreprise familiale Bombardier a réussi à s'imposer comme le troisième leader mondial.

MINE CASSEZ/REUTERS

Le pays n'est pas seulement riche de ses ressources naturelles, il a aussi vu naître des entrepreneurs audacieux et passionnés de technologie. De Bombardier à BlackBerry, des noms emblématiques ont imprimé leur marque dans le monde entier.

Par **Valérie Lion**

BOMBARDIER l'inventeur de l'autoneige

C'est par un drame que l'aventure a commencé, voilà quatre-vingts ans, à Valcourt, bourg isolé des cantons de l'Est (Québec). En plein hiver, un jeune mécanicien, Joseph-Armand Bombardier, assiste impuissant à la mort de son fils de deux ans, victime d'une péritonite. Les routes sont impraticables et l'enfant ne peut être transporté à l'hôpital. Le père endeuillé s'acharne alors à imaginer un véhicule capable de braver la neige et le froid. En 1936, il fabrique la première

autoneige, avec chenilles à l'arrière et skis à l'avant. C'est un succès, marqué de la couleur jaune dont sont enduits les produits de la maison. Vingt ans plus tard, alors que le gouvernement impose le déneigement obligatoire de toutes les routes rurales, le fils de Joseph-Armand invente la motoneige. Nouvelle réussite. Le Ski-Doo fera la réputation de l'entreprise dans le monde entier. Désormais gérée par le gendre du fondateur, Laurent Beaudouin, Bombardier Inc. se lance dans le ferroviaire, en 1974, pour fabriquer le métro de Montréal, puis dans l'aéronautique en rachetant Canadair, le

premier avionneur canadien, en 1986. Le goût du risque est décidément dans l'ADN de cette famille, qui, à partir des avions anti-incendie, va développer le premier jet régional, s'imposant progressivement comme le troisième constructeur aéronautique mondial, derrière Boeing et Airbus. Dans le ferroviaire, Bombardier deviendra n° 1 mondial, après le rachat de l'allemand AdTranz, au nez et à la barbe des européens Alstom et Siemens. Mais une telle boulimie n'a pas toujours servi le groupe canadien, qui a connu des heures difficiles en 2003, au point de renoncer à sa branche récréative. Dirigé depuis 2008 par Pierre Beaudouin, représentant de la troisième génération (il est le petit-fils du fondateur), Bombardier, qui compte parmi les vingt plus importantes entreprises canadiennes, s'est lancé deux nouveaux défis : faire sa place dans la grande vitesse ferroviaire avec un train baptisé Zefiro, déjà vendu en Chine et en Italie, censé concurrencer les TGV, et attaquer le créneau des avions de plus de 100 places avec le C-Series, qui a effectué son premier vol à la fin de l'année dernière.

BLACKBERRY la star déchue

La société RIM (Research in Motion) était la gloire de Waterloo, son berceau en Ontario. Elle est aujourd'hui son désespoir. Fondée en 1986 par Mark Lazaridis et Jim Balsillie, RIM devient célèbre en 1999 avec la mise sur le marché d'un pager doté d'un clavier ergonomique breveté qui permet d'échanger des e-mails, en toute sécurité. Baptisé BlackBerry, il devient l'outil incontournable des cadres dirigeants et des chefs d'Etat. En 2001, RIM sort son premier smartphone et l'engouement ne se dément pas. Fin 2007, alors qu'Apple vient tout juste de lancer son iPhone, BlackBerry compte plus de 10 millions d'abonnés. En 2009, la barre des 50 millions d'abonnés est franchie. Pourtant BlackBerry est déjà en train de se faire dépasser : il a sous-estimé la révolution du tactile et de l'Internet mobile. Il ne cesse alors de perdre des parts de marché et ses ventes finissent par s'effondrer. En janvier 2012, Mark

Lazaridis est contraint de céder son poste de PDG. En 2013, RIM se rebaptise BlackBerry et sort un nouveau modèle de téléphone, espérant retrouver un second souffle. Mais il est trop tard, le groupe est contraint de supprimer 4 500 emplois. Sur la dernière année (février 2013-janvier 2014), il a accusé une perte abyssale de près de 6 milliards d'euros pour un chiffre d'affaires de 6,8 milliards, divisé par deux... Sa part de marché dans les mobiles est tombée de 20 % en 2009 à moins de 3 % aujourd'hui. Résultat : il envisage maintenant de délaissier les terminaux (qui ne représentent plus que 37 % de son chiffre d'affaires) pour se concentrer sur les logiciels et les services aux grandes entreprises, dans lesquelles il dispose encore d'un parc installé important.

BELL CANADA l'emblème historique

Il y a cent quarante ans exactement qu'Alexander Graham Bell, un ingénieur écossais naturalisé canadien, a inventé le téléphone. Trois ans plus tard, son père, Melville, crée la première entreprise de téléphonie canadienne. Depuis, le nom de Bell fait toujours la fierté des Canadiens et la société prospère encore, malgré des réductions d'effectifs qui ont ramené à 55 000 le nombre de ses salariés. Son slogan « la vie est Bell » a couvert les murs de Montréal, où se trouve son siège social. Après une décennie chahutée, causée par des diversifications hasardeuses et la crise de 2008, elle s'est recentrée avec succès sur les télécoms. Elle a néanmoins conservé la propriété du réseau de télévision CTV, le premier du Canada. Elle est également actionnaire, depuis 2011, avec le groupe

Rogers, du Maple Leaf Sports & Entertainment, qui détient plusieurs équipes sportives de Toronto. A Montréal, le centre Bell est connu comme le temple du hockey, puisqu'il accueille en résidence le célèbre club des Canadiens de Montréal.

BALLARD POWER SYSTEME de l'énergie à revendre

Créée en 1979 à Vancouver (Colombie-Britannique), la société s'est d'abord consacrée à la recherche sur les batteries au lithium. En explorant le domaine des énergies propres, elle s'est concentrée à partir de 1983 sur la pile à hydrogène et a travaillé avec des constructeurs aussi prestigieux que l'allemand Daimler-Benz ou l'américain Ford. Ballard a développé ses systèmes de production d'énergie pour les télécoms, le matériel de maintenance, et même le transport public avec, tout récemment, la livraison en Ecosse des premiers bus équipés. Avec ses 350 employés et un chiffre d'affaires de 60 millions de dollars l'an dernier (80 millions attendus cette année), l'entreprise est encore une PME. Mais à l'avenir prometteur, comme en témoigne l'alliance stratégique conclue récemment avec le géant américain UTC.

BIOWARE une pépite au pays de l'or noir

Un studio de jeux vidéo né en Alberta, le Texas canadien, où le pétrole fait la loi, ce n'est pas banal. Ce qui l'est encore moins, c'est le pedigree des fondateurs : trois médecins accros aux jeux

d'ordinateur, désespérés de constater, à l'issue de leurs études pourtant prenantes, qu'il ne leur restait plus un seul nouveau jeu à découvrir ! Les voilà délaissant leurs stéthoscopes pour la souris, s'adjoignant un groupe de programmeurs et d'infographistes, pour imaginer leur première production. « Shattered Steel », sorti en octobre 1996, impressionne d'emblée par le réalisme de son dessin. Dès lors, la petite entreprise d'Edmonton va enchaîner les réalisations acclamées par la critique. Jusqu'en 2003 où c'est la consécration avec l'obtention d'une licence pour développer des titres inspirés de l'univers de Star Wars. Jeux de rôle, jeux en ligne à plusieurs, jeux de combat, le studio multiplie les formules et s'impose dans le monde très compétitif des jeux d'aventure et d'action, avec des best-sellers tels que Mass Effect et Dragon Age. En 2008, le studio américain Electronics Arts, implanté à Vancouver, met la main sur Bioware.

BIOVAIL une santé convoitée

C'est la plus importante société pharmaceutique du Canada, qui commercialise notamment le fameux antiviral Zovirax. Sa fusion avec le californien Valeant, en 2010, a fait disparaître son nom, près de trente ans après sa création, mais le QG de la nouvelle entité est resté au pays (son siège est en Ontario). La société, qui fabrique aussi le traitement antirides Disyport, tente de mettre la main sur son concurrent, le fabricant du Botox, Allergan. Car Valeant a l'ambition de devenir l'un des cinq plus grands groupes du secteur pharmaceutique au monde d'ici à 2016 ■

Les inventions canadiennes

1990
Le mannequin
de secourisme
Actar 911



THINKSTOCK

1995
Le langage
informatique
Java



1999
Le BlackBerry



Nouveau départ,



Vivre au Nouveau-Brunswick

Situé sur la côte est du Canada, en bordure de l'océan Atlantique, le Nouveau-Brunswick offre un mode de vie unique et des perspectives de carrière passionnantes. Les nouveaux arrivants sont bienvenus et accueillis chaleureusement.

Il existe un éventail de bonnes raisons pour s'établir dans notre province. Certains choisissent de s'établir près d'un cours d'eau et de sentiers et d'autres préfèrent vivre dans l'un de nos centres urbains à taille humaine. Tous bénéficient d'un mode de vie serein et abordable et ont accès aux divers services financés par l'État : soins de santé, éducation, etc.

Le Nouveau-Brunswick vous offre un bon équilibre entre le travail et la vie privée.

Bilinguisme

Dans la seule province canadienne officiellement bilingue, vous pouvez vivre en français, tout en améliorant votre anglais, grâce aux nombreux programmes offerts aux nouveaux arrivants. Pour de plus amples renseignements, visitez le bienvenue.nb.ca.

Qualité de vie exceptionnelle

Nous vous offrons un cadre de vie incomparable. Imaginez un endroit où vous habitez seulement à cinq minutes de votre travail et de vos lieux de loisirs.

Certaines villes de la province ont été nommées parmi les meilleurs endroits où vivre au Canada par la prestigieuse revue MoneySense. Ces villes bénéficient de logements abordables, d'une circulation moins dense et d'espaces verts.

Système éducatif public

Notre réseau d'écoles publiques (de la maternelle à la 12^e année) permet aux élèves de faire leurs études en français ou en anglais dans des systèmes éducatifs parallèles, mais distincts.



Nouveau-Brunswick!

L'éducation postsecondaire publique vous permet de faire des études aussi bien dans des établissements généralistes (universités) que professionnels et techniques (collèges). Le gouvernement du Nouveau-Brunswick offre des services financiers pour aider les résidents à atteindre leurs objectifs.

Travailler au Nouveau-Brunswick

« J'ai obtenu mon permis de travail et ça m'a pris à peu près six mois pour avoir ma carte de résident permanent. »



Olivier Auclair, cuisinier-pâtissier

Programme des candidats de la province

Grâce à une entente signée avec le gouvernement du Canada, le gouvernement du Nouveau-Brunswick gère le Programme des candidats de la province Nouveau-Brunswick (PCNB), qui permet aux participants d'être suivis et épaulés tout au long du processus de demande.

De plus, des services d'aide à l'établissement vous seront offerts dès votre arrivée par des organismes communautaires qui vous accueilleront et vous aideront à vous installer dans votre nouvelle province.

Économie diversifiée

Notre économie repose sur les industries des ressources naturelles, des produits à valeur ajoutée, ainsi que sur le secteur du savoir et de la technologie. Chacun peut y trouver l'opportunité qui lui conviendra.

Milieus de travail accueillants

Des emplois sont disponibles aux quatre coins de la province. Nos entreprises proposent toute une gamme de salaires, d'avantages sociaux et de choix de carrières. Si vous œuvrez dans une profession réglementée, assurez-vous de faire reconnaître vos acquis. Pour en savoir plus, visitez le bienvenueenb.ca



Faire des affaires au Nouveau-Brunswick

Faibles coûts d'exploitation d'entreprise

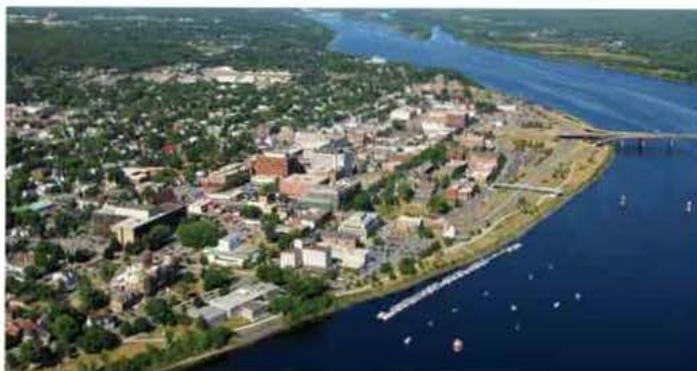
Notre province a été désignée l'endroit où les coûts d'exploitation sont les plus bas en Amérique du Nord par une étude de KPMG en 2012. En moyenne, les coûts d'exploitation des villes sont inférieurs de 12 % à 19 % à ceux observés ailleurs au Canada et aux États-Unis.

Régime fiscal avantageux

En tant qu'entrepreneur, vous réaliserez des économies immédiates, car le taux général d'imposition du revenu des sociétés est aussi le plus bas en Amérique du Nord. De plus, le taux d'imposition du revenu des activités manufacturières et de transformation est le deuxième plus faible au Canada à 10 %.

Soutien aux entrepreneurs immigrants

La province du Nouveau-Brunswick a mis en place différents programmes pour soutenir les immigrants entrepreneurs, vous pourrez ainsi participer à des programmes de mentorat, ou faire partie de la Ruche, (greatermoncton.org/fr/la-ruche) un incubateur d'entreprises qui connaît déjà de belles réussites.



D'un océan à l'autre

Océan glacial
Arctique



YELLOWKNIFE P.100

FRAN HURCUMB POUR L'EXPRESS H-S



Océan
Pacifique

250 km



VANCOUVER P.118

ER. STELZER



SASKATCHEWAN P.106

REUTERS

LE CANADA

Population :

34,4 millions d'habitants

1 Canadien sur 5 est né à l'étranger

Superficie et densité :

9 984 670 km² (le 2^e plus grand pays au monde, après la Russie)

3,5 habitants au km²

Fuseaux horaires : 6

Langues officielles :

français et anglais

Répartition linguistique

Anglophones : 58%

Francophones : 22%

Allophones : 20%

 Route Transcanadienne

GROENLAND

PREMIÈRES NATIONS P. 124



ROLAND LORENTE

Océan Atlantique

Mer du Labrador



ALBERTO BISCARDI / CORBIS

NOUVEAU-BRUNSWICK P. 120



AIX CUISINE DU TERROR

MONTRÉAL P. 72



MARK BLINCH / FEUTERS

TORONTO P. 114

Groupe Gallieni

Nos propres équipes en mission dans le monde vous assurent d'une livraison clef en main sans aucune sous-traitance.

Nos différents services :

- tous types de déménagements,
- transports, logistique, stockage,
- garde-meubles dans nos entrepôts (59) et Montréal,
- déménagement de particuliers, bureaux, entreprises,
- dans toute la France et l'Europe par la route en camion,
- service trans-conteneur Europe et Monde.

Bureaux

MONTRÉAL

PARIS

LILLE

NEW YORK

Chanfreau & Gallieni

Siège social : 50, route de Tournai
59226 Lecelles - France
courriel : gallienimovers@aol.com

www.gallieni-demenagements.com

Vous déménagez

au Québec, au Canada
ou en Amérique du Nord ?

Ne cherchez plus et
appelez nous de suite !

 N° Vert 0 800 10 12 15

France, Ligne directe : + 33 (0)3.27.26.75.27

Portable : + 33 (0)6.85.83.62.75

Montréal : 1.514.445.5932

**DEVIS RAPIDE,
nous traitons
votre demande
au plus vite.**

• Déménagements NATIONAUX,
INTERNATIONAUX et MONDIAUX en
direct ou en groupage, en camion, en conteneur
ou en caisse individuelle aux dimensions de l'expédition
avec une ou plusieurs expéditions.

• A votre disposition notre service fret. Pour vos expéditions commerciales
en tous types de conteneurs, conteneur complet ou en groupage.

Nouveau Service Transport tout type de véhicule inter-continental.

• Nous faisons aussi les déménagements retours entre le Québec, la France et
dans toute l'Europe.

Top départ !

Tout ce qu'il faut savoir pour s'installer de façon temporaire ou permanente, étape par étape.

Par **Laurence Pivot** Illustrations **Manu Boisteau**

Le Canada est plus que jamais une terre d'immigration. D'autant que sa population vieillit et que des milliers de baby-boomers partent à la retraite. Dans ce contexte, les nouveaux arrivants sont les bienvenus pour combler les nombreux postes vacants et en voie de création. Mais n'immigre pas qui veut. Le pays a établi une politique très sélective et vient même de renforcer le système, s'inspirant du modèle en vigueur en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Comme l'explique Line Gagné, directrice du Bureau d'immigration du Québec (BIQ) à Paris, « nos délais actuels sont trop longs (ils peuvent atteindre jusqu'à 15 mois, NDLR) pour les personnes immigrantes qui mettent leur projet de vie entre parenthèses en attendant notre réponse, mais aussi pour la société québécoise, puisque nous sélectionnons aujourd'hui en fonction des dossiers reçus il y a parfois plusieurs années, qui ne sont plus forcément en phase avec nos besoins actuels. » Evaluation confirmée par Rénauld Gilbert, de l'ambassade du Canada : « L'idée, c'est d'être plus réactif et de répondre au mieux à la réalité de l'offre et de la demande du pays. » Le Canada inaugurera donc, à partir de janvier 2015, et à partir de 2016 pour la province du Québec, un tout nouveau système de recrutement d'émigrants. Il sera demandé aux candidats de remplir une déclaration d'intérêt et de satisfaire à un certain nombre de critères afin d'intégrer une banque de candidatures. « Ce sera un premier dossier simplifié et en ligne uniquement, explique Rénauld Gilbert, avec des critères de base, et des frais de traitement minimes, probablement moins de 100 \$ CAN, soit environ 70 euros. » Selon un ordre de priorité défini en fonction des compétences recherchées par les employeurs canadiens, les candidats ciblés seront ensuite invités à faire une demande formelle d'immigration. Ceux qui n'auront pas été invités à déposer leur candidature et dont la déclaration est arrivée à échéance (au bout d'un an) la verront retirée de la banque. Ils pourront toutefois présenter une nouvelle déclaration d'intérêt s'ils le souhaitent. Le nouveau système ne modifiera pas les objectifs de la politique d'immigration du pays, à savoir l'admission chaque année d'environ 250 000 résidents permanents qui s'ajoutent à autant

de détenteurs de permis temporaires (type PVT ou permis de travail). La Belle Province accueille à elle seule annuellement entre 45 000 et 50 000 étrangers, dont environ 4 000 Français qui forment, avec les Algériens et les Marocains, le trio de tête des immigrants. Si, dans l'ensemble du pays, les ressortissants de l'Hexagone ne représentent que 3 % (chiffre 2013) des immigrés, un Canadien sur cinq est d'origine étrangère. Autant dire que vous ne vous sentirez pas seul dans votre cas...



Tout ce qu'il faut savoir

Voici, étape par étape, toutes les démarches. Important : les modalités pour le Québec et celles pour les autres provinces ne sont pas identiques. En effet, la Belle Province détermine (et continuera à le faire avec le nouveau système) ses propres critères de sélection. Toutes les démarches se font en ligne. Pour le Québec uniquement, voir www.immigration.quebec.fr et pour les autres provinces, rendez-vous sur www.cic.gc.ca. Il est inutile de vous rendre en personne à l'ambassade du Canada en France ou à la Délégation générale du Québec (DGQ) à Paris.

Attention, ce guide est valable jusqu'en janvier 2015 pour la partie « Canada ». Pour la partie « Québec », avant toute démarche consultez impérativement le site www.immigration.quebec.fr ■

LES BONNES QUESTIONS À SE POSER

Pourquoi immigrer ? Avez-vous un vrai projet ? Il ne s'agit pas seulement d'une immigration économique, mais d'un véritable changement de vie ! Si vous partez en couple ou avec des enfants, assurez-vous que le projet est bien commun à tous les membres de la famille.

Quel statut rechercher ? Le visa de résidence permanente est-il ce qu'il vous faut ? Pourquoi ne pas partir d'abord avec un permis temporaire (lire page 36) ?

Où s'installer ? Le Canada est un vaste pays, qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique. Dix provinces, trois territoires, autant de bassins d'emploi, de climats et de paysages différents. Le Québec est bien sûr une option « naturelle » mais peut-être vos aspirations professionnelles ou privées trouveront-elles à s'épanouir en Colombie-Britannique ou en Ontario. Renseignez-vous.

JE VEUX M'INSTALLER DANS LA BELLE PROVINCE...

Québec

1. J'évalue mes chances d'être sélectionné

Avant toute chose, vous devez savoir si votre profil correspond, a priori, à l'un de ceux listés chaque année par le gouvernement québécois. Ainsi, pour 2014-2015, les profils prioritaires se retrouvent dans les secteurs de la santé, du génie civil, des TIC, de la finance, des métiers de l'usinage et de la construction, et de l'aéronautique.

Si vous remplissez ce premier critère, vous pouvez passer à l'étape suivante. Il est aussi possible de présenter sa demande d'immigration si vous êtes déjà sur place, à titre de détenteur d'un permis de travail ou d'études, ou dans le cadre d'un programme de mobilité, type PVT (voir page 36), mais pas si vous êtes un simple touriste de passage.

Si vous n'entrez dans aucune de ces catégories, vous n'êtes pas admissible dans celle des « travailleurs qualifiés », la catégorie la plus courante, et vous n'avez aucun recours, si ce n'est de tenter éventuellement votre chance dans une autre province ou d'explorer la possibilité d'émigrer avec le statut d'entrepreneur, sous la catégorie « Gens d'affaires ». Pour comprendre les procédures d'immigration temporaire et permanente, pour connaître

les perspectives du marché du travail et pour vous aider à prendre une décision éclairée, le BIQ Paris organise et anime, à Paris et partout en France, des séances d'information. Celles-ci sont aussi offertes en ligne (voir encadré page 34). Attention, étant donné les nouvelles dispositions à venir, le gouvernement québécois prévoit de recevoir un maximum de 6 500 demandes de certificat de sélection dans le cadre du programme régulier des travailleurs qualifiés. Au-delà de ce chiffre, les demandes, même valables, seront retournées aux candidats. Cette disposition ne concerne pas les candidats qui présentent une demande dans le cadre du Programme de l'expérience québécoise (voir page 36) ou une offre d'emploi validée ou s'ils sont déjà résidents temporaires et aptes à présenter une demande de Certificat de sélection du Québec (CSQ).

2. Je remplis l'EPI

Anonyme et gratuite, l'Évaluation préliminaire d'immigration en ligne (EPI) vous permet d'évaluer en détail vos chances d'être sélectionné par le Québec comme « travailleur qualifié ». Des points sont attribués en fonction de la formation, de l'expérience professionnelle, des liens existants avec la province (séjours, parents). L'âge n'est pas éliminatoire mais au-delà de 42 ans, vous n'obtenez plus de points pour ce critère. Bon à savoir aussi : vérifier si votre époux(se) ou conjoint de fait (un an de vie commune sous le même toit) vous donne des points ou pas. La réponse, donnée à titre indicatif est immédiate. « C'est un test grandeur nature à faire avec le plus grand sérieux, explique Abdellah El Mzem, conseiller en immigration au BIQ. Mais attention,

ce système ne procède pas à la vérification des documents pour confirmer ou infirmer lesdites déclarations. Par exemple, un candidat qui a un master 1, ne doit pas déclarer avoir une maîtrise mais une



licence, car le master 1 n'a aucun équivalent au Québec. Si vous mentez ou vous vous trompez, votre dossier officiel sera rejeté par la suite. »

3. Je demande le Certificat de sélection du Québec (CSQ)

L'EPI est positive ? Alors, vous pouvez déposer une demande de Certificat de sélection du Québec (CSQ), dans la catégorie « travailleur qualifié ». Attention, un freelance ou un travailleur indépendant en France a intérêt à postuler comme travailleur qualifié et non comme « travailleur autonome » (qui s'apparente à un statut d'entrepreneur, avec apport financier conséquent). Le formulaire du CSQ est téléchargeable en ligne, et reprend les ●●●

FINANCER SON DÉPART

Frais de dossier CSQ → 750 \$ CAN (environ 570 euros) ; 160 \$ CAN pour le conjoint de fait et les autres accompagnants. Non remboursables.

Autonomie financière obligatoire → 2 976 \$ CAN (environ 2 250 euros) pour les 3 premiers mois de votre arrivée pour une personne seule.



... questions figurant dans l'EPI, mais de manière plus approfondie : historique des études suivies, des emplois occupés durant les cinq dernières années, des lieux de résidence, évaluation du niveau de langue... Attention, le test (oral et écrit) de français est obligatoire pour tous les candidats, même les francophones de naissance ou ceux ayant suivi toute leur scolarité en français. Pour avoir les points attribués à ce critère, vous devez présenter une attestation de résultats d'un test reconnu par le ministère de l'Immigration, Diversité et Inclusion (MIDI) et évalué par un des partenaires agréés par celui-ci. Pour en obtenir aussi en anglais, sachez que le Toefl, le Toeic et le test de Cambridge ne sont pas valables. Seul est accepté l'IELTS. Vous pouvez faire les deux tests et obtenir ainsi plus de points. Il faut préciser ici que lors de l'évaluation de la connaissance du français, le niveau 7 (intermédiaire avancé) de l'Échelle québécoise des niveaux de compétence en français des personnes immigrantes adultes ou son équivalent (niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour les langues) est le seuil minimal à partir duquel des points sont attribués. Le requérant principal peut obtenir un maximum de 16 points pour sa connaissance du français oral et écrit. Lors de l'évaluation de la connaissance de l'anglais, le niveau 5 (intermédiaire) des Canadian Language Benchmarks ou son équivalent est le seuil minimal à compter duquel des points sont attribués. Le requérant principal peut obtenir un maximum de 6 points pour

sa connaissance de l'anglais oral et écrit. Accompagnant la demande officielle, la Déclaration sur les valeurs communes de la société québécoise, un document solennel par lequel le candidat à l'immigration s'engage à vivre dans le respect de ces valeurs. Le candidat doit également signer un contrat attestant de son autonomie financière durant les trois premiers mois suivant l'établissement dans la province (voir encadré Financer son départ). Attention, ce dernier point est le seul critère éliminatoire.

Par ailleurs, si le métier exercé est réglementé au Québec (voir page 46), vous devrez attester avoir bien pris connaissance des conditions d'emploi liées à l'ordre professionnel concerné. A cette étape, suivez très attentivement la check-list publiée par le ministère sur son site. Toute erreur ou oubli peut compromettre définitivement ou retarder drastiquement votre demande. Enfin, envoyez à Montréal le dossier dûment rempli et signé et accompagné de tous les documents requis (voir encadré ci-dessous).

4. Je suis évalué par le Québec

La sélection se fait soit sur dossier, soit sur entretien. « Cette rencontre permet à un conseiller en immigration de valider les informations et les documents fournis par le candidat. C'est aussi une occasion pour ce dernier de démontrer si son projet d'immigration est bien préparé, s'il a les capacités et les habiletés nécessaires pour s'adapter plus facilement à la société québécoise, s'il connaît les perspectives du marché du travail et les conditions de pratique de sa profession et s'il a déjà entamé des démarches auprès de certains employeurs », précise Abdellah El Mzem.

POUR EN SAVOIR PLUS

Bureau de l'immigration du Québec à Paris → www.immigration.quebec.fr

Adresse pour le dépôt de dossier de CSQ → Direction de l'immigration économique - International, au Service Europe de l'Ouest, Afrique subsaharienne et Maghreb : 285, rue Notre-Dame Ouest, 4^e étage, Montréal (Québec) H2Y 1T8

Bon à savoir : le Placement en ligne international (PELI), un service destiné aux candidats détenteurs du CSQ. « Ces derniers peuvent s'inscrire en ligne pour être mis en relation avec des employeurs afin de trouver un emploi et accélérer leur venue au Québec », explique Eve Bettez, attachée à la prospection et la promotion au BIQ Paris.

5. Je demande la résidence permanente au Canada

Bien que le Québec ait tout pouvoir de sélection, l'admission finale sur le territoire relève du gouvernement canadien et le visa de résidence permanente (RP) est délivré uniquement par les autorités fédérales. Celles-ci effectuent des vérifications de sûreté et sanitaires. Il faudra à nouveau réunir un dossier complet, spécifique aux candidats sélectionnés par le Québec. Le bureau de réception centralisé des demandes (BRC), située à Sydney, en Nouvelle-Ecosse, réceptionne le dossier, vérifie les documents fournis, et vous informe par lettre que votre demande va être traitée. Un numéro est attribué, permettant de suivre en ligne l'état de la demande. Une fois le visa reçu, vous avez un an, à partir de la date de la visite médicale, pour le valider sur le sol québécois. Au-delà, le visa n'est plus valable. En attendant, il faudra passer la visite médicale (voir les étapes 4 et 5 des démarches au Canada) ■

DÉLAIS

Obtention du CSQ → de 9 à 10 mois

Délivrance du visa de RP → au minimum 11 mois (six mois ou moins avec le nouveau système)

Validation de la RP → 1 an à partir de la visite médicale

JE CHOISIS DE VIVRE DANS LES AUTRES PROVINCES...

Canada



première évaluation en ligne dite « d'admissibilité », sur le site de Citoyenneté et Immigration Canada.

Pour que la demande soit traitée, vous devez avoir une offre d'emploi permanent ou bien justifier au minimum, dans les dix dernières années, d'une année d'expérience dans l'une des professions ou métiers recherchés au Canada au moment de

votre démarche. Bon à savoir : une catégorie spécifique concerne les gens d'affaires en démarrage d'entreprise (voir sur le site de l'ambassade les modalités spécifiques de cette catégorie). Le quota annuel pour les travailleurs qualifiés sans offre d'emploi est de 25 500 nouvelles demandes (et 1 000 par profession) plus 500 doctorants. Pour les métiers spécialisés, le cap est de 5 000 demandes (et 100 pour certains métiers). Si les exigences minimales ne sont pas remplies, il est inutile de poursuivre les démarches. Mais vous pouvez éventuellement tenter votre chance avec le Programme des candidats des provinces ou la Catégorie de l'expérience canadienne (lire page 36). « En réalité, précise Louise Van Winkle, de l'ambassade du Canada à Paris, de plus en plus de demandeurs de visa de résidence permanente sont déjà sur place, par le biais d'autres programmes temporaires, comme le PVT ou encore, parce qu'ils viennent d'obtenir un doctorat au Canada. »

2. Je teste mon profil

Une fois l'admissibilité établie, le candidat à l'immigration peut se soumettre,

à titre indicatif, au test d'autoévaluation disponible en ligne, afin de conforter son choix. Les candidatures des travailleurs qualifiés sont évaluées en fonction de six facteurs de sélection : études, connaissance des langues officielles, expérience de travail, âge, emploi réservé, capacité d'adaptation. Des points sont attribués en fonction des réponses. Avoir déjà travaillé ou étudié au Canada, avoir un parent installé ou encore une offre d'emploi confirmée par un employeur constituent autant de critères très favorables. Mais c'est la note globale qui compte. Si elle est inférieure à la note minimale requise (actuellement 67), il est préférable de ne pas envoyer de demande, celle-ci risquant de ne pas aboutir.

Attention, les critères sont régulièrement modifiés et les résultats de votre autoévaluation ne seront peut-être plus valables dans quelques mois. Ainsi, le critère d'âge a récemment évolué et à partir de 36 ans (au lieu de 49), on obtient moins de points. Enfin, très important, la reconnaissance des acquis (diplôme ou accord des ordres pour les professions réglementées) devra dorénavant être validée par des organismes canadiens AVANT d'entamer les démarches. ●●●

1. Je vérifie si je suis admissible

Comme pour le Québec, vous devez d'abord vérifier si vous avez le bon profil pour immigrer comme « travailleur qualifié » ou « travailleur de métier spécialisé » (les catégories les plus courantes). Il faut donc remplir une

GAY CANADA

Le mariage homosexuel, ainsi que l'adoption d'enfants par des couples de même sexe, est légal au Canada. Des conjoints de fait du même sexe (attention, le Pacs n'est pas reconnu, il faut prouver simplement une communauté de vie d'un an minimum) peuvent faire une demande conjointe de RP. Si vous êtes titulaire de la résidence permanente vous pouvez aussi parrainer votre conjoint du même sexe pour qu'il ou elle vous rejoigne dans le cadre d'un regroupement familial.

FINANCER SON DÉPART

Frais de traitement (lors de la demande au BRC) → 550 \$ CAN (env. 400 euros); 1100 \$ pour un couple/150 \$ par enfant à charge. Non remboursables.

Réserve financière obligatoire → pour les travailleurs qualifiés sans emploi réservé : 11115 \$ CAN (environ 8 300 euros); 13 837 \$ CAN pour un couple.

3. Je remplis ma demande

A partir de janvier 2015, une étape intermédiaire se situera à ce moment-là de vos démarches : ce sera le moment de charger sur Internet le dossier « Entrée Express ». Jusqu'à cette date, les formalités sont les suivantes : la demande doit être envoyée au bureau de réception centralisé (BRC) en Nouvelle-Écosse. Le dossier est constitué d'un certain nombre de formulaires à remplir et de documents (copies ou originaux) à fournir, comme des relevés de notes, des diplômes, des contrats de travail, des lettres de recommandation, etc. Soyez armé de courage car il vous faudra remonter jusqu'à vos 18 ans et veiller à ne pas laisser de périodes vides (études, emploi, chômage, année sabbatique) ! Enfin, vous devrez prouver vos compétences linguistiques en fournissant les résultats du test linguistique en français et/ou en anglais, l'une ou l'autre pouvant être choisie comme langue principale. Notez que si le français est choisi, les personnes de langue maternelle française doivent tout de même passer le Test d'évaluation de français (TEF). Les frais de traitement seront acquittés à ce moment-là (voir encadré Financer son départ). « Attention, prévient Louise Van Winkle, ne faites aucune omission dans le dossier et surtout, n'oubliez pas de signer le formu-

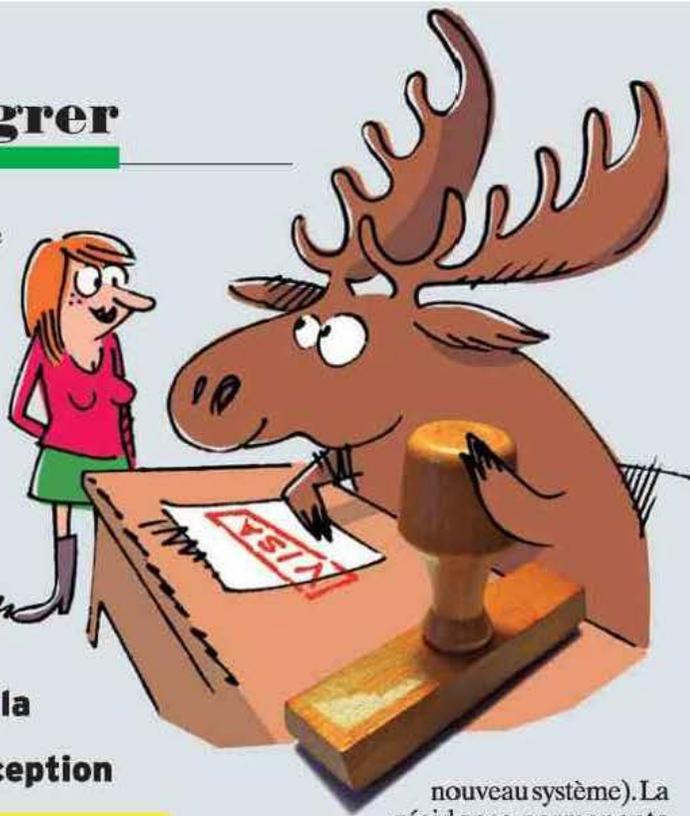
laire ! Tout rejet de dossier renvoie le postulant à la case départ et risque de lui faire perdre sa place dans les quotas s'il n'a pas un emploi réservé. » Attention aussi aux modalités de paiement (mauvais montant ou/et mauvaise destination).

4. J'attends la réponse du Bureau de réception centralisée

Le BRC s'assure que tous les documents requis sont fournis et remplis correctement, puis évalue si la demande est recevable. Dans le cas contraire, les frais de traitement sont remboursés. Si la demande répond aux exigences de traitement, elle sera évaluée selon les critères cités dans les étapes 1 et 2, et envoyée directement au bureau des visas concerné pour un traitement approfondi. Le BRC informe ensuite le requérant que sa demande est recevable et que le dossier a été transmis au bureau des visas.

5. J'obtiens mon visa

Le Bureau des visas procède à la sélection en fonction des six facteurs (voir étape 2). S'il est retenu, le demandeur est invité à passer une visite médicale. Ensuite, une vérification de sûreté est effectuée. Une fois le dossier transmis à l'ambassade, le délai est de 6 à 12 mois pour l'obtention de la RP (il sera réduit à six mois ou moins avec le



nouveau système). La résidence permanente doit être ensuite validée en entrant sur le territoire canadien au plus tard dans l'année qui suit la date de la visite médicale. Une carte de résidence permanente est délivrée quelques semaines après l'arrivée ■

NOTRE CONSEIL

L'ambassade du Canada, ainsi que le Bureau d'immigration du Québec organisent des séances gratuites d'information pour répondre à toutes vos questions sur l'immigration. Ces séances ont lieu, plusieurs fois par mois, à Paris et en province. On peut aussi s'inscrire pour des séances en ligne, suivi d'un tchat en direct. Un préalable indispensable avant toute démarche, sans oublier bien sûr de prévoir un voyage de reconnaissance sur place, dont l'objectif est de vérifier votre intérêt pour le pays, les conditions de logement, d'emploi, la prise de contacts, etc. Parce qu'une immigration n'a rien à voir avec des vacances... Pourtant, seuls 20 % des candidats à la résidence permanente se sont déjà rendus au Canada !

Calendrier des séances sur :
 → www.amb-Canada.fr/visas
 → www.immigration.quebec.fr



Tout savoir sur le pays

LIRE

Sault-au-Galant, Isabelle Grégoire (Québec Amérique, 2014), un roman au cœur de la problématique de l'émigration au Québec.

Montréal, l'essentiel, Bertin Leblanc, (Editions nomades, 2014)

Jo et moi autour du monde, mon carnet de voyage au Québec, Laurence Pivot, (Editions Sikanmar, 2013) Un guide interactif pour les enfants de 6 à 11 ans.

S'installer et travailler au Québec, Laurence Nadeau (L'Express Roularta Editions, 2013-2014). Le guide indispensable pour immigrer.

Le dépanneur, le Québec de A à Z vu par un Français, Jacques Bertin (Editions Sylvain Harvey, 2011)

Guide du Montréal multiple, J.-C Laurence, et L.-J Perreault (Editions Boréal, 2010), pour tout savoir sur la capitale multiculturelle de la province.

RENCONTRER

La Librairie du Québec et la Librairie du Canada (The Abbey Bookshop), à Paris, proposent des rencontres avec des auteurs. www.librairieduquebec.fr
↳ www.alevdesign.com/abbey/abbey_en.html

Le Portail des Québécois en France organise un pot chaque jeudi soir à Paris ↳ www.quebecfrance.info.

DECOUVRIR

Rendez-vous au Centre culturel canadien à Paris, pour ses nombreux événements culturels
↳ www.canada-culture.org. Et l'espace consacré à la culture inuit ↳ <http://espace.inuit.free.fr>

Pour connaître **les manifestations culturelles québécoises près de chez vous**, rendez-vous sur
↳ www.quebec.fr. Vous pourrez aussi y consulter le programme de la Maison du Québec à Saint-Malo.

A noter : **l'application QuébecCulture**. Toute l'actualité culturelle québécoise en France sur votre iPhone.

S'INFORMER

Outre les séances d'information de **l'Ambassade du Canada et du BIQ**, des associations comme France-Québec, France-Canada ou Amitiés **France-Acadie**, organisent un peu partout dans le pays des manifestations et événements culturels ouverts à tous :

↳ www.francequebec.fr

↳ www.france-canada.info

↳ www.lesamitiesacadiennes.org

Vous partez vivre et travailler à l'étranger

MFE

Maison des Français de l'Etranger

WWW.DIPLOMATIE.GOUV.FR/MFE

Toute l'information sur l'expatriation...

DOUANES

DÉMARCHES

ADMINISTRATIVES

FISCALITÉ

PROTECTION

SOCIALE

SANTÉ

SCOLARISATION

Maison des Français de l'Etranger
48, rue de Javel - 75015 PARIS
tél. : 01 43 17 60 79
@ : info.mfe@diplomatie.gouv.fr



Maison des Français de l'Etranger

Séjours temporaires... ou plus si affinités

**PVT, PEQ, stages...
il existe de nombreux
programmes permettant
aux 18-35 ans
d'expérimenter la vie
et le travail au Canada.
Avant, peut-être,
une immigration
permanente.**

Par **Laurence Pivot**



DÉCOUVERTE
C'est le deuxième PVT
pour Malvina,
après l'Australie.

SOPHIE NICOLAS

Parce que « s'installer à l'étranger » ne se décline pas uniquement sur le mode « je pars pour toujours », l'émigration temporaire permet de tâter le terrain, et plus si affinités. « Aujourd'hui, la génération Erasmus envisage facilement de vivre à l'étranger, mais pas forcément pour la vie », explique Eve Bettez, du Bureau d'immigration du Québec. Les autorités provinciales et fédérales ont donc adapté leurs modalités d'immigration et les passerelles entre les visas temporaires et les visas permanents sont de plus en plus nombreuses. « D'autant que, précise Louise Van Winkle, de l'ambassade du Canada en France, la plupart des demandeurs actuels de résidence permanente sont déjà sur place. » Et bien souvent, ils sont déjà munis d'un Programme Vacances Travail, le désormais fameux PVT (voir aussi page 38). A l'instar de Malvina Hamon, 25 ans, qui a débarqué en avril 2014 à Montréal. « J'avais déjà expérimenté le PVT pendant six mois en Australie, explique cette jeune journaliste, originaire de Nantes. Cette fois-ci, c'est plutôt pour voir si je peux m'installer vraiment. Ça commence bien puisque j'ai trouvé un job de serveuse en une demi-heure et que j'ai déjà deux rendez-vous à la suite de candidatures spontanées, le tout en trois semaines ! » Le PVT est un visa temporaire émis dans le cadre de l'initiative Expérience Internationale Canada (EIC), destiné à favoriser la mobilité des 18-35 ans. Le programme (ins-

VIVE LE V.I.E. !

Le volontariat international en entreprise ou V.I.E. a plus que jamais le vent en poupe. Loin d'être un énième stage sans perspective, ce programme offre des opportunités uniques à de jeunes actifs ; autonomie, responsabilités, une rémunération attractive (en moyenne, au Canada, 2500 \$ CAN mensuels avec 4 semaines de congés payés, ce qui est plus que la moyenne des congés canadiens). D'une durée de 6 à 24 mois, il permet aux jeunes de 18 à 28 ans, en général des bac + 4 ou 5, d'occuper une mission dans une filiale d'une entreprise française à l'étranger. Il sont plus d'une centaine à en bénéficier actuellement au Canada. Bon à savoir : « 70 % des VIE en poste sont embauchés à la fin de leur mission dans l'entreprise qui les a accueillis », précise-t-on à Ubifrance, l'organisme qui gère le dispositif. Avis aux amateurs.

↳ www.ubifrance.fr

cription en ligne uniquement, début novembre) remporte un succès tel qu'en 2013, le quota officiel des 6750 PVT a été atteint en quelques heures! Important à noter : à partir de 2015, la durée d'un PVT sera de deux années consécutives au lieu d'un an jusqu'à maintenant. Les modalités sont relativement simples : remplir la demande en ligne et assurer la garantie d'une réserve de fonds de 2200 euros au minimum. L'EIC, c'est également trois autres programmes : Jeunes professionnels (24 mois), Stage pratique (12 mois) et Job d'été (3 mois), soit 7250 visas temporaires supplémentaires. Si le PVT n'est pas renouvelable, il est possible, par contre, d'enchaîner avec un autre programme comme le permis de jeunes professionnels. Bon à savoir aussi: même pour un stage ou du bénévolat, il est nécessaire d'obtenir un visa.

D'autres programmes tout aussi attractifs

Autres possibilités : le Programme de l'Expérience québécoise (PEQ) ou, ailleurs au Canada, la Catégorie de l'Expérience canadienne. Attention, les conditions d'accès à ces programmes sont sensiblement différentes. Pour le Québec, sont concernés les étrangers en possession d'un permis de travail régulier (une année d'expérience suffit), ou les étudiants diplômés dans la province. Dans ces cas, le délai d'obtention du Certificat de sélection du Québec (voir page 31) est raccourci : deux mois maximum. Ailleurs au pays, sont concernés

les travailleurs temporaires ayant un an d'expérience de travail local, ou les étudiants titulaires d'un diplôme canadien avec une expérience de travail d'au moins un an. Autre filière à connaître, hors Québec : le programme des Candidats des provinces. Celles-ci recrutent directement des étrangers, selon leurs besoins, qui varient d'une province à l'autre, et avec des modalités d'accès différentes. Attention, ces programmes risquent de changer en 2015 ■

UNE EXPERIENCE EN V.O.

Vous souhaitez faire un stage, poursuivre des études, trouver un emploi temporaire ou une mission de formation au Québec ? Depuis plus de quarante ans, l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), offre aux 18-35 ans toute une panoplie de programmes de mobilité. L'organisme propose un véritable accompagnement (logistique, financier et administratif) aux porteurs de projets, qu'ils émanent de jeunes sans qualification, d'étudiants BAC+5, de demandeurs d'emploi, de jeunes professionnels ou d'entrepreneurs. Près de 5 000 Français bénéficient chaque année des programmes de l'OFQJ → www.ofqj.org

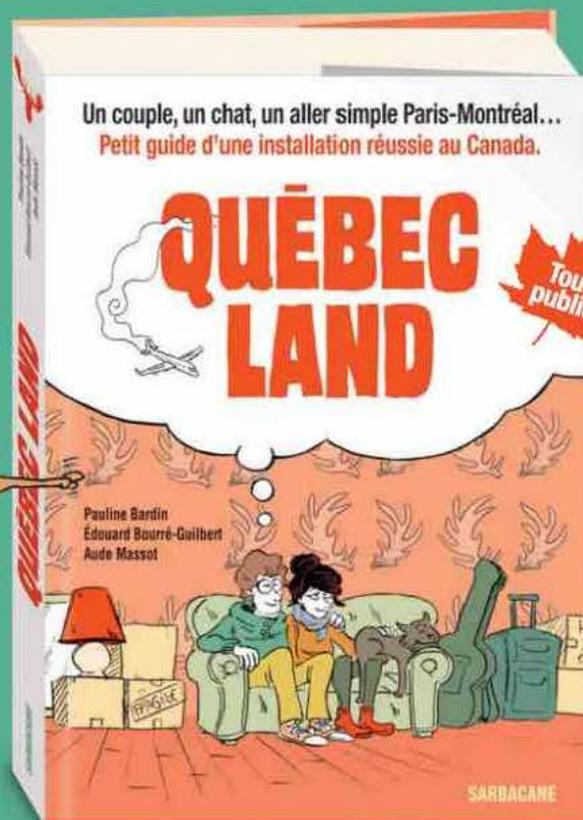
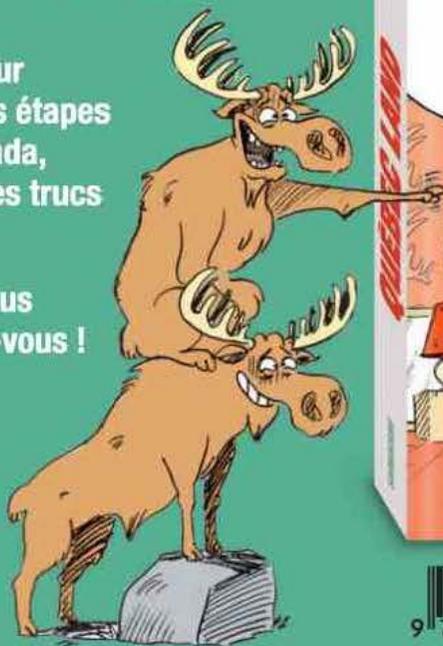
INDISPENSABLE !

QUÉBEC LAND

Un guide en bandes dessinées pour découvrir, saison après saison, les étapes d'une installation réussie au Canada, les erreurs à ne pas commettre, les trucs à savoir...

Attention : grands froids et caribous ne seront pas les seuls au rendez-vous !

EN LIBRAIRIE
LE 4 JUIN !



9 782848 657073

15 x 21 cm - 256 pages couleur
(couverture souple + rabats)
13,90 € ÉDITIONS SARBACANE

Du bon usage du PVT

En dix ans, ils sont 80 000 jeunes Français à avoir profité du Programme Vacances Travail (PVT) au Canada. Les 6 750 places offertes cette année se sont arrachées en quelques minutes sur le site de l'ambassade, preuve d'un engouement croissant pour ce sésame désormais ultra prisé. Pour autant, il ne faut pas le confondre avec un passeport pour l'émigration.

Par **Valérie Lion**

Heux comme un PVTiste au Québec ? Pas si sûr. Le 7 février dernier, dans les bureaux de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII), à Montréal, ils sont une trentaine suspendus aux lèvres d'une conseillère spécialisée qui vient leur expliquer les stratégies pour passer du séjour temporaire à la résidence permanente. Et quand on les interroge sur leur situation, les désillusions se bousculent et les récriminations s'accumulent : « Nous n'avons pas accès à la Carte soleil (la carte Vitale locale, NDLR), il faut souscrire une assurance privée avant de venir », « Mon statut temporaire fait peur », « Dans ma branche, le marketing-communication, on me dit qu'il y a trop de Français ». Une jeune femme s'indigne, visiblement désemparée : « J'enchaînais les CDD en France, je suis venue ici en espérant trouver un job, j'ai envoyé 60 courriers, je n'ai pas été convoquée à un seul entretien. J'ai un master 2 et je fais des jobines de service à la clientèle, jamais je n'aurais pensé retomber aussi bas ! »

Un formidable outil, dévoyé au fil du temps

Le malaise ainsi exprimé est confirmé par les professionnels de l'OFII et par les élus des Français à l'étranger qui soulignent le stress et l'épuisement de certains jeunes « en galère ». Pourtant, sur le papier, le PVT est un formidable outil. Mais il a été dévoyé au fil des ans par ses utilisateurs. « Je suis arrivée moi-même avec ce programme en 2007, témoigne cette salariée de l'OFII. Je venais pour découvrir une autre culture, pas avec l'objectif de rester. Aujourd'hui, les jeunes quittent leur pays en pensant trouver ici un eldorado, ils veulent un job et la résidence permanente. » Autre problème : les trois-quarts des près de 7 000 PVTistes français partis en 2013 se sont installés au Québec, et parmi eux, la majorité se concentre à Montréal. Or, les opportunités d'emploi dans la province se situent davantage dans les régions (voir page 51), où la main-d'œuvre française de qualité est très recherchée. De même, les jeunes, quel que soit leur niveau d'anglais, foncent sur le Québec alors que la maîtrise de la langue française, s'il est un



ILLUSIONS
les PVTistes s'imaginent arriver dans un eldorado.

GARRY BLACK/GETTY

atout à Toronto, ne l'est pas à Montréal... Bref, le PVTiste ne prendrait pas assez le temps de se renseigner sur le pays où il met les pieds. Il découvre souvent une fois sur place que les détenteurs de visas temporaires n'ont pas accès aux services d'aide et d'accompagnement pour trouver un travail, réservés aux bénéficiaires d'un visa de résident permanent. Et qu'il faut déployer de sacrés arguments pour convaincre un employeur d'investir sur vous.

« Ils arrivent sans préparation, estime Yann Hairaud, directeur général du Citim (Clé pour l'intégration au travail des immigrants). Ils s'inscrivent sur Internet et c'est la loterie. »

Tout le contraire du candidat à l'émigration qui se donne le temps de la réflexion, va chercher des informations, et s'interroge sur l'adéquation entre ses compétences et le marché du travail local. « La vocation du PVT n'est pas d'être une première étape vers la résidence permanente, insiste Claude Poret, directeur de l'OFII à Montréal. Il s'agit de

vivre une expérience dans un pays étranger et de rentrer ensuite en France. D'où l'on peut éventuellement faire les démarches pour émigrer. » Or, beaucoup de jeunes tentent de rester en enchaînant avec d'autres visas temporaires (voir page précédente), s'installant ainsi dans une certaine précarité juridique.

Avec la ratification par le Parlement français, en mai, de l'accord de 2013 sur la mobilité des jeunes signé entre Paris et Ottawa, la durée des prochains PVT sera portée à vingt-quatre mois. De quoi réduire, peut-être, les réticences des employeurs. Et accroître encore l'engouement des jeunes Français pour ce programme. Un programme à prendre pour ce qu'il est. Ni plus, ni moins ■



RBC Banque Royale



Il est facile de s'installer grâce à la plus grande banque du Canada*.

**C'est une étape cruciale pour vous.
Nous pouvons vous aider à la franchir.**

- Des conseils spécialisés offerts en plus de 200 langues
- La commodité du plus important réseau combiné de succursales et de guichets automatiques bancaires au Canada*

Pour des conseils sur les moyens de s'installer au Canada et pour en savoir plus sur RBC Banque Royale®, rendez-vous à rbc.com/lexpress.

Si vous êtes au Canada, composez le 1 800 769-2511 pour parler à un conseiller RBC®.



**Une banque de conseils
pour vous guider®**

MC



Cap sur le Québec

Travailler

Les conseils d'un dirigeant français **42**
Les secteurs et les régions qui recrutent **47**
Réussir en cuisine **52** Investir dans la Belle Province **58**

Etudier

Se préparer à des métiers hors du commun **64**
Des MBA à découvrir **66** Panorama de la vie universitaire **68**

Vivre

Immobilier : les quartiers bon marché de Montréal **72** Polémique autour du voile **82**
Terre de cow-boys **85**

Depuis janvier 2009, Fabrice Brunet, Parisien de naissance, diplômé de la faculté de médecine de Cochin-Port Royal, dirige l'hôpital pour enfants Sainte-Justine, à Montréal. Il en profite pour étudier le système de santé québécois et repérer les bonnes pratiques qui pourraient être importées en France. Il a également engagé le plus grand centre hospitalier pédiatrique du Canada dans un ambitieux projet, baptisé « grandir en santé ». Témoignage.

Propos recueillis par **Valérie Lion**

FABRICE BRUNET

« Ici, il n'y a pas de limites »



Un anthropologue de la santé

↳ Voilà douze ans que je vis en détachement à l'étranger pour une mission d'étude comparative des systèmes de santé dans le monde. L'idée est de pouvoir rapporter en France les meilleures méthodes observées ailleurs. Je suis arrivé en Ontario en 2002, j'y suis resté sept ans, puis j'ai eu cette proposition de partir au Québec étudier le système local tout en dirigeant l'hôpital Sainte-

« Il ne faut pas chercher à imposer sa culture et ses valeurs. Il faut être à l'écoute »

Justine. Je ne suis pas venu ici car je n'étais pas bien dans mon pays natal. Je viens pour connaître d'autres environnements, analyser des pratiques et éventuellement les importer. Je suis

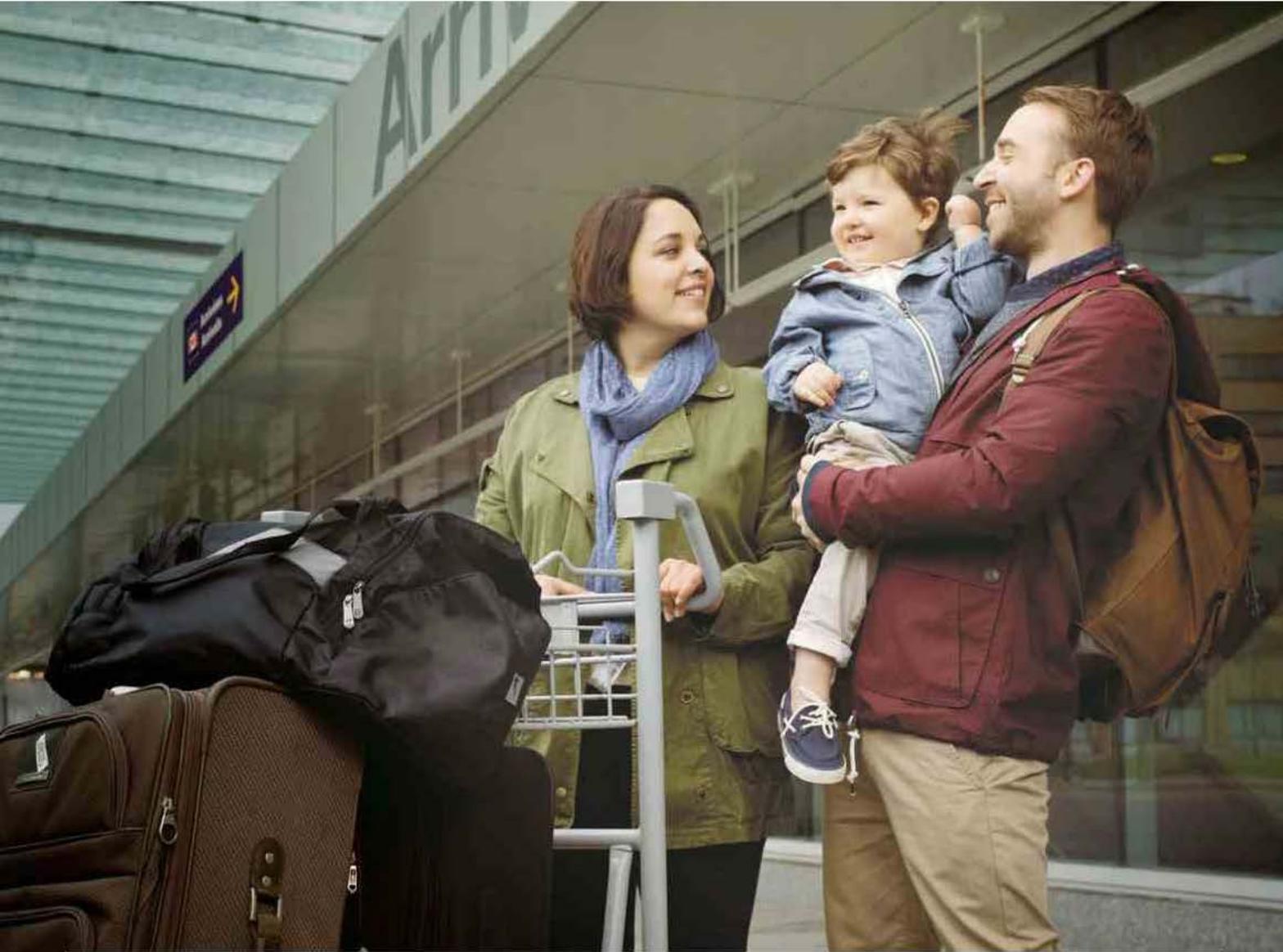
là pour trouver des solutions qui pourront être utiles en France. J'ai étudié 200 hôpitaux dans le monde, cela vous rend humble.

L'émigration

↳ La première chose à faire, quand on arrive, c'est se débarrasser de son bagage culturel. Surtout, ne pas chercher à l'appliquer coûte que coûte. Les échecs proviennent souvent d'une erreur : vouloir recréer le modèle du pays d'où l'on vient, et influencer les locaux. C'est impossible et en plus cela les agace. Il ne faut pas chercher à imposer sa culture et ses valeurs. Il faut être à l'écoute. Quand on part vivre à l'étranger, il y a beaucoup de choses auxquelles il faut être attentif, dans l'être comme dans le paraître ! Bien sûr, l'approche peut être différente selon qu'on prévoit de s'installer définitivement ou de rester quelques années seulement ; dans ce cas, la vision de l'intégration n'est pas forcément la même. Mais il faut penser, même si on devient canadien, que c'est à nous de nous adapter. Nous ne sommes pas dans notre pays.

Le Québec

↳ Ici, c'est d'emblée très chaleureux. A Toronto, les relations sont toujours très polies, très réservées, mais pas vraiment cordiales. En sept ans, je n'y ai développé des amitiés qu'avec des émigrés. Au Québec, les gens sont très ouverts, joyeux, en confiance, c'est tout de suite très sympa. C'est aussi plus désorganisé, plus brouillon, bref, plus latin qu'à Toronto. L'esprit d'entreprise est très stimulant, il n'y a pas de limites, contrairement à ce qu'on peut éprouver en France. Montréal est une ville étudiante dynamique, avec plusieurs universités, des écoles ●●●



UNE OFFRE AVANTAGEUSE POUR THOMAS



Pougin

NOUVEL ARRIVANT

OFFRE DE BIENVENUE POUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS AU CANADA

Économisez sur vos produits financiers lors de votre arrivée au Canada:

- compte d'épargne avec transactions illimitées et petit coffret de sécurité gratuit pendant un an¹
- taux bonifié sur des produits d'épargne²
- et bien plus!

Pour plus d'information, contactez le Bureau de représentation de Desjardins à Paris au 01.53.48.79.64.

desjardins.com/Bienvenue



Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

●●● prestigieuses telles que Polytechnique, HEC, etc. Le Québec profond est plus calme mais les gens y sont tout aussi chaleureux.

Le système de santé

→ Sur le papier, il est très performant. La vision académique, l'approche soins-prévention, l'intégration des services sociaux, la répartition harmonieuse sur le territoire et enfin la télémédecine, tout cela est très bien pensé. La mise en œuvre, en revanche, n'est pas optimale. Quand une personne rencontre un problème sérieux, le système fonctionne très bien, à condition d'entrer par la bonne porte. A Sainte-Justine, nous avons voulu inverser le modèle d'organisation par rapport à la population. L'idée est d'adapter nos ressources en fonction de l'évolution des connaissances et des technologies mais aussi et surtout par rapport aux besoins des patients. Nous cherchons à développer une approche compréhensive globale de la personne pour traiter au mieux la maladie et, si possible, agir aussi sur les facteurs socio-économiques. Ce qui suppose, par exemple, de collaborer avec les services sociaux. Nous sommes dans une vision d'humanisation des soins, avec l'idée d'aller vers une collaboration accrue entre des équipes multidisciplinaires.

Le monde hospitalier

→ Le fonctionnement est beaucoup moins hiérarchique qu'en France, beaucoup plus collégial. Les médecins ne sont pas employés de l'hôpital, ce sont des entrepreneurs libres, qui signent un contrat avec les établissements hospitaliers. Il n'y a donc pas de poste à vie au Québec, quel que soit le secteur d'ailleurs. Cela n'a rien à voir avec le pouvoir médical français. Les directeurs d'hôpitaux peuvent avoir des profils très variés : médecins, infirmiers, gestionnaires, ou financiers. Dans tous les cas, leur rôle est d'être un facilitateur, ils ne sont pas en haut de la pyramide. Autre atout : les ressources humaines sont beaucoup plus nombreuses. Par rapport à la France, il y a deux fois plus de personnel pour le même nombre de lits. Cela permet de repenser le système : quand vous êtes débordés en permanence par le travail, c'est impossible.



PHILIPPE RENAU/HEMIS

Les infirmières

→ Au Québec, il existe deux filières, collégiale et universitaire. Les infirmières universitaires (bachelières) ont une meilleure formation et des perspectives d'évolution de carrière plus intéressantes. L'infirmière collé-

giale reste davantage sur le terrain. Globalement elles sont mieux payées, plus valorisées et reconnues qu'en France. Comme nous fonctionnons avec un ratio élevé par lit — on compte 1 600 infirmières à Sainte-Justine pour 500 lits —, nous en manquons.

Le multiculturalisme

→ Nous avons soixante langues parlées au CHU Sainte-Justine ! Le français et l'anglais, bien sûr, mais aussi l'italien, le grec, le chinois, et bien d'autres. L'éventail des nationalités dans les équipes est beaucoup plus large qu'en France et cela peut créer des tensions. Mais je dois reconnaître qu'il existe une tolérance assez forte, même si, à partir d'un certain seuil, cette tolérance devient moindre. Certes, il peut y avoir du racisme, mais de l'expression violente, non. Evidemment, ce caractère multiculturel peut poser des problèmes, quand il s'agit, par exemple, dans un service de soins intensifs, de prendre une décision sur une fin de vie ■

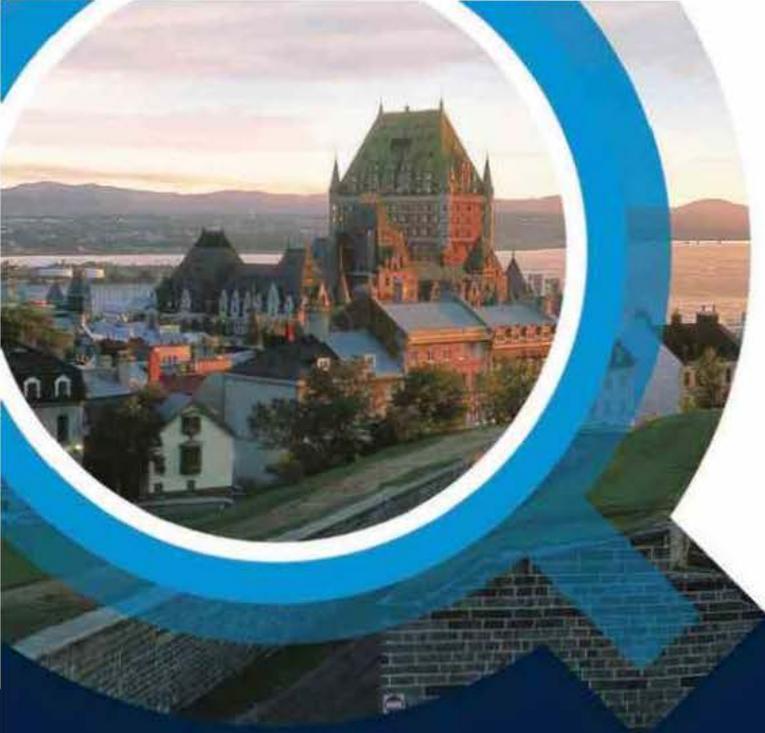
Des infirmières françaises mieux reconnues

Un nouveau pas a été franchi en février dernier dans l'arrangement de reconnaissance mutuelle (ARM) des qualifications pour les infirmières françaises au Québec. L'accord originel, signé en 2010, et en vigueur depuis 2011, avait déjà bénéficié, fin 2013, à 640 infirmières venues de l'Hexagone. Le 6 février 2014, le gouvernement du Québec a accepté de reconnaître le diplôme d'Etat infirmier délivré par la France avant 2012 (à l'issue de deux ans d'études) au même niveau que le diplôme québécois d'infirmière bachelière (après trois ans d'études). Quelque 900 infirmières françaises exerçant au Québec sont concernées par cette nouvelle entente qui leur permet de passer de la catégorie de technicienne à celle de clinicienne. Avec, à la clé, des perspectives d'évolution plus intéressantes, la possibilité d'occuper plus de responsabilités et surtout un salaire réévalué (+ 14 000 dollars par an environ en moyenne). Cependant, pour obtenir le permis d'exercer (délivré par l'Ordre), les infirmières françaises devront toujours effectuer un stage de 75 jours sur place, suivi d'une évaluation. Le Québec, bien qu'il ne craigne plus une pénurie comme au début des années 2000, continue d'effectuer des campagnes de recrutement en France — au moins deux fois par an. Une mission sera ainsi présente au prochain salon infirmier de Paris, en octobre.

Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec (OIIQ) → www.oiiq.org

Collège des médecins du Québec → www.cmq.org

Regroupement des infirmiers français au Québec → www.rifq2012.wix.com/rifq



Pour vivre et travailler

Gardez **Québec en tête**

**OPPORTUNITÉS DE
CARRIÈRES STIMULANTES**

**ÉQUILIBRE PARFAIT
D'URBANITÉ ET DE NATURE**

**QUALITÉ DE VIE
EXCEPTIONNELLE**

**COÛT DE LA VIE
ABORDABLE**



© Camirand Photo



imagenomade.com



© Camirand Photo



imagenomade.com

Vous voulez en savoir plus?

CONSULTEZ NOTRE BLOGUE

EXPATS au **CŒUR** de
QUÉBEC

La communauté **multiculturelle** en ligne



Vous y trouverez des témoignages de travailleurs étrangers ayant choisi de s'établir à Québec!

Penser son avenir dans
une ville à taille humaine

Découvrez aussi les emplois offerts
et postulez directement sur notre site:
www.quebecentete.com

QUÉBEC
EN TÊTE.COM

La recherche d'emploi en 6 points

1. Vérifiez

Renseignez-vous avec précision sur le marché de l'emploi et sur la question de la reconnaissance de vos diplômes. Vérifiez si votre activité (quelle qu'elle soit) est régie par un ordre professionnel (lire encadré ci-contre) et, si tel est le cas, assurez-vous des conditions pour y accéder.

2. Repensez votre CV

Adaptez votre CV à la mode canadienne. Oubliez les informations personnelles (âge, situation maritale) et la photo. Indiquez la correspondance de vos diplômes avec ceux du système québécois, mais sachez que l'expérience professionnelle est plus importante que les diplômes. Utilisez des verbes d'action pour décrire vos compétences et savoir-faire. Soyez très clair sur vos objectifs de carrière et explicite quant à vos réalisations. Indiquez en fin de CV « références disponibles sur demande ». Le CV peut faire de 2 à 3 pages

3. Réseautez

Le réseau, c'est l'arme essentielle. Bénévoles, associations professionnelles ou de parents d'élèves, colloques, réunions en tout genre, voisinage... tous les moyens sont bons et ce n'est pas considéré comme du copinage.

4. Soignez votre anglais

La connaissance de l'anglais écrit et parlé est un facteur d'embauche déterminant, le niveau requis dépendant bien sûr du type de poste à pourvoir.

5. Oser les petits jobs

N'ayez pas peur de débiter par un travail moins (et même beaucoup moins) qualifié, comme des « jobines » du style serveur. Les employeurs salueront votre débrouillardise ainsi que votre première expérience locale. En outre, au sein d'une entreprise, les promotions peuvent être très rapides.

6. Adaptez-vous

Le Québec n'est pas la France, ne l'oubliez pas. Les relations professionnelles sont notamment marquées par une forte culture du consensus, des relations hiérarchiques peu formelles et le tutoiement facile. Bon à savoir : la journée de travail se termine vers 16h ou 17h, et la semaine fait entre 35 et 40 heures maximum. Le salaire est versé tous les quinze jours. Le remboursement de la carte de transports ou les tickets restaurants sont des pratiques totalement inconnues. Le préavis de licenciement dépasse rarement deux semaines.

ATTENTION, PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES!

Au Québec, de très nombreux métiers sont régis par un ordre ou un organisme de réglementation. Si cela paraît banal pour les médecins ou les avocats, cela est plus surprenant pour les électriciens ou encore les professionnels des ressources humaines. Certaines démarches pour obtenir le droit d'exercice peuvent être entreprises depuis la France. Les procédures sont souvent longues et complexes (dossier d'équivalence, formations complémentaires, examens, stages...) et leur coût peut monter jusqu'à plusieurs milliers de dollars. Depuis 2008, un accord sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles a été signé entre la France et le Québec. A ce jour, 57 arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM), couvrant 81 professions, métiers et fonctions réglementées ont été signés. Des agronomes aux bouchers en passant par les architectes, les plombiers, les ingénieurs ou les sages-femmes, la palette est vaste. Mais, malgré ces ARM, des obstacles subsistent auprès de certains ordres. Attention, les appellations ne sont pas forcément les mêmes entre la France et le Québec. Ainsi, un couvreur français est un étancheur du bâtiment au Québec et un carrossier, un débosseleur. De plus, les ordres ne sont pas les mêmes selon les provinces. Autant de raisons qui font qu'il est impératif de bien se renseigner avant d'entamer la moindre démarche d'immigration.

→ www.immigration-quebec.gouv.qc.ca

→ www.professions-quebec.org

LE GUIDE DU TRAVAILLEUR AUTONOME 3.0

Au Québec, un « freelance » s'appelle travailleur autonome. Un statut relativement simple à acquérir (et à cumuler éventuellement avec un emploi salarié), un peu sur le modèle de l'autoentrepreneur en France. Pour tout savoir sur ce statut, mais également sur tous les aspects du quotidien lorsqu'on devient son propre patron, *Le guide du travailleur autonome 3.0*, par Jean-Benoît Nadeau (édition Québec-Amérique) est un incontournable.



RUÉE

La géologue française Cécile Charles a choisi de profiter du boom minier de l'Abitibi.

NATHALIE SCHNEIDER

Les régions recrutent

L'ensemble du territoire a besoin de main-d'œuvre qualifiée. Décentraliser les flux migratoires de la métropole vers les régions est donc un sérieux enjeu et une chance pour les immigrants prêts à faire le saut hors de Montréal.

Par **Isabelle Grégoire**

Des emplois bien rémunérés doublés d'une agréable qualité de vie : c'est souvent ce qui attend les immigrants en dehors des grands centres. Bien qu'encore minoritaires, ils sont de plus en plus nombreux à tenter l'aventure. Les efforts déployés par le gouvernement du Québec depuis vingt ans pour stimuler leur installation en région commencent donc à porter leurs fruits. Certes, Montréal attire encore 70 % des nouveaux arrivants, mais ils étaient 75 % il y a dix ans. Il faut dire que, même bardés de diplômes et de qualifications, beaucoup doivent galérer des mois avant d'y trouver un emploi à leur mesure. Alors que dans bien des régions, on les attend à bras ouverts. Cela dit, les immigrants ne s'exilent pas encore très loin de la métropole québécoise : 8 % s'établissent en Mon-

térégie (surtout dans les banlieues au sud de Montréal) et 6 % à Laval (banlieue nord). La région de Québec/Capitale-Nationale vient ensuite (5,1 %), suivie de l'Outaouais (2,8 %). Alors que les régions éloignées – Côte-Nord, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Nord-du-Québec – récoltent moins de 0,5 % chacune...

Le prix du développement

Si la politique québécoise de régionalisation de l'immigration n'a pas encore donné tous les résultats escomptés, elle n'en demeure pas moins une priorité, quel que soit le gouvernement. Le développement économique – compte tenu du faible taux de fécondité, du vieillissement de la population et des départs massifs à la retraite – est à ce prix. Selon Emploi Québec, les futurs immigrants devraient combler 16 %

des postes à pourvoir durant les prochaines années.

Pour faire connaître les emplois disponibles en région aux travailleurs immigrants qualifiés, le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) organise des séances d'information plusieurs fois par mois à la Grande Bibliothèque de Montréal (calendrier : www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/FR/REGION) Rien n'est négligé pour attirer et retenir les candidats. Chacune des dix-sept régions administratives de la Belle Province s'est ainsi dotée d'un organisme d'accueil et d'intégration collaborant avec le MIDI pour leur offrir une foule de services (aide au logement, recherche d'emploi pour les conjoints, inscription des enfants à la garderie ou à l'école). Des séjours exploratoires gracieux sont par ailleurs proposés ●●●

●●● aux diplômés de 18-35 ans par l'organisme Place aux Jeunes en région (www.placeauxjeunes.qc.ca).

Les bons plans du Plan Nord

Certains s'engagent sans même se rendre sur place. Comme Mohammed Diarra, un Malien de 32 ans qui s'est établi à Chapais, dans le Nord-du-Québec, où quelque 7 500 nouveaux emplois seront à pourvoir d'ici à 2022 – sans compter les emplois indirects (construction, santé, éducation, administration). Diplômé en sociologie et développement local en France, il a d'abord – comme la majorité des immigrants – tenté sa chance à Montréal. Sans succès. « Quand le poste d'agent de développement rural à Chapais a été affiché sur le site d'Emploi Québec, j'ai foncé, raconte-t-il. Et j'ai été embauché sitôt après mon entretien par Skype ! » Il s'y est établi, en 2013, avec femme et enfant. Dopée par le Plan

Nord (programme de développement économique des régions nordiques), la ville de Chapais compte doubler sa population pour passer à 3 000 habitants d'ici à 2023.

Cécile Charles, géologue, a, elle, profité du boum minier pour s'installer en Abitibi et travailler dans une mine d'or.

Une expérience de quelques années en région (a fortiori éloignée) peut aussi s'avérer un excellent tremplin pour décrocher un poste intéressant dans un grand centre urbain.

Ceux qui décident d'étudier sur place dans des domaines prometteurs mettent encore plus de chances de leur côté. Le guide *Les carrières d'avenir 2014* (éditions Jobboom) recense ainsi 130 formations (niveau secondaire, collégial et universitaire) bénéficiant des meilleures perspectives – et brosse

un portrait détaillé du marché de l'emploi dans les différentes régions. Bon à savoir : après une année 2013 en dents de scie, 2014 a démarré sous de bons auspices. « Avec la croissance éco-

« Quelque 40 000 nouveaux emplois devraient être créés d'ici à la fin de 2014 »

nomique plus rapide prévue aux États-Unis et la reprise des exportations, l'année en cours devrait se terminer sur une meilleure note », dit Hélène Bégin, économiste principale pour le Mouvement Desjardins (le plus important groupe financier coopératif au Canada). « Quelque 40 000 nouveaux emplois devraient être créés d'ici à la fin de 2014. » Dans le même temps, le taux de chômage devrait baisser à 7,5 %, au Québec, contre 6,9 % pour l'ensemble du Canada ■

LE PREMIER GUIDE DESTINÉ À CEUX QUI VEULENT S'INSTALLER A MONTREAL

LES GUIDES S'INSTALLER à Montréal L'ANTI-GHETTO TOURISTIQUE

Montreal

Edition 2014

Disponible en librairie et en version e-book.

PÔLE EMPLOI / EURES

Un réseau pour accompagner
votre mobilité professionnelle



Vous avez un projet de mobilité professionnelle à l'étranger ?

Les équipes spécialisées à l'international de Pôle emploi mettent à votre disposition tous les services dont vous avez besoin pour réaliser votre projet.



CANADA

**CHAQUE JOUR,
PLUS D'1 MILLION
D'OFFRES D'EMPLOI
EN EUROPE, ET
À L'INTERNATIONAL
VIA PÔLE EMPLOI ET
LE RÉSEAU EURES**

Renseignements auprès des conseillers
Pôle emploi / EURES de votre région.

Informations et profils de poste détaillés :
pole-emploi.fr
eures.europa.eu

Ingénieur(e) / Analyste-programmeur(se)
Lieu de travail : Montréal (Québec)
N° 013HYTV

Conducteur / Conductrice d'excavatrices
Lieu de travail :
St John's (Terre-Neuve & Labrador)
N° 015WRZD

Ingénieur / Ingénieure de fabrication industrielle
Lieu de travail : Saskatoon (Saskatchewan)
N° 010RQND

Chef pâtissier / Pâtissière de restaurant
Lieu de travail : Vancouver (Colombie-Britannique)
N° 013QBMQ

Soudeur / Soudeuse à l'arc semi-automatique
Lieu de travail : province de l'Ontario
N° 015YVSC

L'emploi par région



CÔTE-NORD ET NORD-DU-QUÉBEC

Les projets de développement du Nord génèrent toujours une forte demande de travailleurs qualifiés. L'année 2013 s'est toutefois avérée plus difficile – l'activité minière ayant été freinée par le recul de la demande mondiale de métaux. Tous les espoirs de reprise sont néanmoins permis pour 2014. La croissance se poursuivra dans le secteur de la construction, notamment avec le chantier du complexe hydroélectrique de la Romaine (1000 emplois jusqu'en 2020) et la réfection de la route de la Baie James. Ces deux régions recrutent aussi dans la santé et les services sociaux et misent sur l'essor du tourisme nordique.

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : 10 200. **Population active** : 56 700

Chômage : 8,8 % (*)

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Le ralentissement du secteur a entraîné des licenciements dans certaines mines mais d'autres ont annoncé des investissements comme la mine d'or Osisko (à Malartic) qui offre des emplois lucratifs d'ingénieurs, techniciens miniers, géologues, conducteurs d'équipement lourd...

L'Abitibi-Témiscamingue table aussi sur la possible exploitation de terres rares. Le chômage, sous la barre des 10 % depuis près de dix ans, devrait continuer de diminuer en 2014. La région – dont la population augmente depuis 2006 – a mis en place des programmes favorisant l'embauche des immigrants.

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : 12 400. **Population active** : 80 700

Chômage : 6 %

OUTAOUAIS

À deux pas d'Ottawa, la capitale fédérale, la ville de Gatineau pâtit toujours des compressions d'effectifs dans la fonction publique, le plus gros employeur de la région. Les besoins de main-d'œuvre sont néanmoins toujours criants dans la santé et l'éducation. Les secteurs du tourisme, de l'agroalimentaire et des technologies de l'information et des communications (TIC) sont aussi en croissance.

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : 32 400. **Population active** : 210 300

Chômage : 6,5 %

LAURENTIDES, LANAUDIÈRE, LAVAL

Avec leur économie diversifiée et leur croissance démographique soutenue (grâce à la migration interrégionale), les Laurentides, Lanaudière et Laval font toujours bonne figure en termes de création d'emplois. L'afflux de jeunes familles crée des besoins en construction résidentielle, santé et éducation. La région des Laurentides se distingue grâce à l'expansion des secteurs de pointe – entre autres dans le « transport terrestre avancé » (efficacité énergétique) et les industries aérospatiales et aéronautiques.

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : Laurentides 59 900, Lanaudière 50 700, Laval 35 600

Population active : Laurentides 326 000, Lanaudière 271 600, Laval : 243 500

Chômage : Laurentides 6,5 %, Lanaudière 7,3 %, Laval 7,8 %

MAURICIE

La hausse des emplois sera modeste cette année, inférieure à l'ensemble de la province. La Mauricie s'efforce toutefois de diversifier son économie avec l'aérospatiale, l'agroalimentaire et le tourisme (croisières).

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : 23 300. **Population active** : 122 700

Chômage : 9,5 %

MONTÉRÉGIE, ESTRIE

Dans ces deux régions le secteur manufacturier demeure important mais tributaire de la demande américaine. Les emplois dans les services (assurances et services financiers; santé et services sociaux...) sont par ailleurs très porteurs, de même que dans les domaines de la construction (multiples projets en cours dont de nombreuses écoles et un centre mondial des technologies de l'information et de communications), des sciences et technologies. Le tourisme est aussi dans une forme florissante.

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : Montérégie 125 500, Estrie 28 700

Population active : Montérégie 802 400, Estrie 164 100

Chômage : Montérégie : 5,9 % Estrie 7,6 %

CENTRE-DU-QUÉBEC

Réputée pour son sens de l'entrepreneuriat, la région connaît de sérieux problèmes de recrutement dus au vieillissement de sa population et aux départs massifs à la retraite. En plus des besoins en éducation, santé et construction, elle projette de nouveaux parcs industriels et usines, entre autres pour la transformation des terres rares extraites dans le nord du Québec. Pour attirer main-d'œuvre et nouveaux résidents, la région met en place différentes initiatives. Saint-Louis-de-Blandford (1000 habitants), par exemple, offre des terrains gratuits aux nouveaux arrivants.

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : 20 900. **Population active** : 112 300

Chômage : 7 %

MONTRÉAL

Après une année 2013 plutôt morose, 2014 est plus prometteuse tant en investissements qu'en emplois. Beaucoup de grues s'activent dans le ciel de la métropole : la construction va bon train avec notamment les chantiers des deux grands hôpitaux universitaires et une nouvelle tour de bureaux au centre-ville. Parmi les secteurs qui recrutent : aérospatiale, assurances et services financiers, TIC, animation et effets spéciaux, jeux vidéo.

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : 141 800. **Population active** : 1 065 700

Chômage : 9,7 %

CAPITALE-NATIONALE, CHAUDIÈRE-APPALACHES

La capitale, qui affiche déjà le plus bas taux de chômage au Québec après la région de Chaudière-Appalaches, a démarré 2014 en trombe. Elle se classe au 2^e rang des villes canadiennes (après Vancouver) quant à la création d'emplois. Si le secteur public est très présent, Québec n'en est pas moins dynamique dans différents domaines de pointe (sciences de la vie, TIC, bâtiments « verts et intelligents »...) Et de grands travaux sont en cours – comme l'agrandissement de l'aéroport international Jean-Lesage qui devrait générer 9 000 emplois directs et indirects.

Belle vitalité économique aussi pour Chaudière-Appalaches : création d'entreprises, secteur des services en plein essor et une industrie manufacturière en bonne santé.

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : C-N 65 800, Ch-A 37 100

Population active : C-N 406 400, Ch-A 226 100

Chômage : C-N 5,7 %, Ch-A 4,9 %

SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN

La baisse du prix de l'aluminium a entraîné un ralentissement dans ce secteur clé de l'économie régionale. L'industrie forestière donne toutefois des signes de réveil. D'importants projets miniers (niobium, phosphate) sont par ailleurs annoncés.

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : 22 700. **Population active** : 131 900

Chômage : 7,6 %

GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE - BAS-SAINT-LAURENT

Sans avoir le vent en poupe, la région a retrouvé une certaine vigueur grâce à l'industrie éolienne, qui permet de diversifier son économie, très dépendante des ressources naturelles, de la pêche, du tourisme. Elle détient depuis des années le triste record du taux de chômage le plus élevé du Québec – surtout en raison de la forte saisonnalité des emplois. Le Bas-Saint-Laurent a subi de lourdes pertes d'emploi en 2013 notamment dans le secteur des services.

Postes à pourvoir d'ici à 2016 : Gasp.-Îles 9 700 Bas-St-Laurent 18 000

Population active : Gasp.-Îles 41 000, Bas-St-Laurent 92 500

Chômage : Gasp.-Îles 12,5 %, Bas-St-Laurent 9,8 %

(*) Les taux de chômage indiqués sont pour l'ensemble de l'année 2013; durant cette période, le taux de chômage global du Québec était de 7,6 %.

Sources : Études économiques régionales Desjardins; guide *Les carrières d'avenir 2014*, Jobboom; Statistique Canada : Enquête sur la population active; *Le marché du travail au Québec : état actuel et perspectives/Emploi Québec (2013)*; *L'immigration permanente au Québec selon les catégories d'immigration et quelques composantes (2013)*.

Ces grands chefs qui font recette

L'engouement des Québécois pour la gastronomie ne se dément pas. Ce qu'ont bien compris ces grands cuisiniers venus de l'Hexagone. Rencontre avec deux toques qui font des étincelles.

Par Isabelle Grégoire

Jérôme Ferrer

L'Européen de Montréal

De la galère à la gloire : voilà qui résume bien le parcours du chef Jérôme Ferrer, 39 ans, à Montréal. Aujourd'hui à la tête du Groupe Europea, un petit empire culinaire de dix établissements, ce natif de Narbonne a vécu des débuts pénibles au Québec.

Sa carrière avait pourtant bien démarré. Avec ses amis de l'école hôtelière Vatel à Nîmes — Ludovic Delonca et Patrice De Felice, aujourd'hui ses associés — il décroche des « stages de rêve » notamment au Kensington Palace, à Londres. Vite titillé par l'envie de se lancer en affaires, le trio complète ensuite sa formation dans une école de commerce international et ouvre son restaurant face à la mer : le Panoramique, à Saint-Cyprien. « A 22 ans, nous étions les plus jeunes entrepreneurs des Pyrénées-Orientales », raconte Jérôme, un homme chaleureux à l'accent ensoleillé. Le Panoramique est salué par les guides Michelin, Gault & Millau... « Notre établissement était rentable mais on s'est vite aperçu qu'en France, notre passion ne nous ferait pas vivre, notamment en raison des charges sociales, d'autant plus lourdes que la profession est fragile. » En 2001, les trois compères jettent l'éponge et font le saut à Montréal dont ils se sont épris durant les vacances. « En parcourant les marchés Jean-Talon et Atwater, j'ai tout de suite perçu le dynamisme du secteur agroalimentaire local, dit Jérôme. Et l'apport extraordinaire des différentes cultures du

monde. » Avec l'argent de la vente du Panoramique, ses amis et lui comptent investir dans un restaurant à Montréal. Las ! Le notaire français chargé de la transaction les a roulés dans la farine... et s'est enfui avec la caisse !

Deuxième chance

Fauchés mais pas désespérés, ils vont mettre les bouchées doubles pour réaliser leur rêve, ne reculant devant aucune « jobine » : camelots (livreurs) pour *le Journal de Montréal*, trieurs dans une usine de recyclage de cannettes, cobayes pour une entreprise pharmaceutique. Au bout de quelques mois, forts d'un capital de 5800 dollars, ils dénichent un minuscule boui-boui à louer dans un demi-sous-sol de la rue de la Montagne, au centre-ville.

« Une fois le loyer payé, il nous restait 800 dollars pour le fonds de commerce. On a acheté nos premières assiettes dans un magasin à 1 dollar, on n'avait ni permis d'alcool ni machine à cartes de crédit, mais on tenait notre deuxième chance ! » Baptisé l'Europea, le resto survit tant bien que mal jusqu'à ce qu'un « ange gardien » — Francis Reddy, animateur de télé — le découvre et en parle à son émission. « On est passés de 3 à 30 clients par jour ! »

Toujours à la même adresse, mais établi dans le bâtiment entier, l'Europea est membre de l'association des Grandes tables du monde depuis 2013. Nommé



« J'aime déstabiliser : jusqu'au dernier moment, le client ignore ce qui va se passer »

Grand Chef Relais et Châteaux en 2011, Jérôme Ferrer a réussi à transcender la gastronomie montréalaise en offrant une expérience exceptionnelle — à base de plats raffinés et inventifs tant dans les saveurs que dans la présentation. « J'aime déstabiliser : jusqu'au dernier moment, le client ignore ce qui va se passer. »

Jamais rassasié, il est en cuisine huit heures par jour. Le reste du temps, il troque sa toque de chef pour la casquette de l'homme d'affaires. Il est aussi l'auteur d'une dizaine de livres de cuisine et collabore à diverses émissions de télé. Veuf depuis 2011, Jérôme Ferrer se voue cœur

et âme à son métier. « Cuisiner pour les autres, c'est un acte d'amour et de générosité, dit-il. Ce n'est pas un travail ! » Avis à ceux qui rêvent de travailler avec lui : employant près de 300 personnes à Montréal, le groupe Europea reçoit en moyenne 100 CV (à 75 % en provenance de la France) par jour — 500 par semaine ! ■

FOOD TRUCKS

Chaque premier vendredi du mois, de mai à octobre, le plus grand rassemblement de food trucks au Canada a lieu au pied du Stade Olympique à Montréal. Une quarantaine de camions y servent du street food créatif et gourmand dans une ambiance festive pour tous. www.cuisinederue.org

JÉRÔME ROUAULT LE GAGNANT

Jérôme Rouault n'a pas eu besoin de mariner longtemps pour faire sa marque au Québec. Moins de deux ans après son arrivée, ce Normand d'origine était sacré grand gagnant de l'émission de télé-réalité culinaire *Les chefs!* (Radio Canada), en septembre 2013. Sous-chef à la Maison Boulud de l'hôtel Ritz Carlton, à Montréal, Jérôme, 28 ans, a passé la moitié de sa vie aux fourneaux - ayant commencé à cuisiner à 14 ans. Après des études en hôtellerie et un stage en Asie centrale (au Kirghizistan), il a notamment travaillé au Bristol et au George-V à Paris. Ce jeune homme réservé mais ambitieux compte avoir un jour un resto à son nom.



Le jeune Normand a réussi son entrée.

Baptiste Peupion Seigneur en son château

Du Crillon (Paris) au Shangri-la (Hongkong) en passant par d'autres grandes tables de Londres, Monaco, Sydney et New York, Baptiste Peupion, 35 ans, a régalé les palais des gourmets de la planète. Mais c'est dans un palace de Québec que cet ex-Parisien a décidé de poser ses casseroles. Chef exécutif du Château Frontenac depuis 2013, il règne sur une brigade de 60 personnes et cinq cuisines... Sans oublier un jardin de fines herbes et quatre ruches perchés sur les toits. Depuis plus de cent vingt ans, au cœur du vieux Québec, à l'aplomb du fleuve Saint-Laurent, veille le château Frontenac, imposant bâtiment qui domine le Cap Diamant. Hôtel de renom, il a été entièrement rénové l'an dernier. Arrivé pendant les travaux, Baptiste a suivi les transformations avec enthousiasme. « J'ai eu la chance de travailler sur les plans des cuisines qui ont été complètement repensées, dit-il, regard vert pétillant et silhouette mince. Un challenge vraiment excitant ! »

Insatiable appétit d'apprendre

Fils et petit-fils de restaurateurs, Baptiste a développé très tôt le goût de cuisiner. Mais il a été le premier de sa lignée à vouloir exercer à l'étranger. Après des études au lycée des métiers de l'hôtellerie Jean-Drouant, à Paris, et un apprentissage au restaurant La Grande Cascade (Bois de Boulogne), il s'envole pour Londres pour apprendre l'anglais tout en se faisant les dents dans un grand restaurant de la ville. Doté d'un insatiable appétit d'apprendre, il enchaîne ensuite les emplois — de palaces en maisons étoilées. Une carrière internationale qu'il ponctue de retours en France, où il travaille notamment aux côtés d'Alain Ducasse. « J'étais jeune et je voulais étoffer mon bagage professionnel, me remettre à prendre des risques, apprendre d'autres techniques, d'autres visions culinaires. » Aujourd'hui, la donne a changé : le



MICHEL ROY

« Les cuisines ont été complètement repensées »

Château Frontenac, il compte y rester... « au moins dix ans ! » Marié — son épouse est maître d'hôtel — et deux fois papa, Baptiste estime avoir trouvé à Québec la ville idéale pour concilier travail et vie de famille. En outre, il s'est engagé dans le développement d'un projet à long terme : le repositionnement de toute la restauration de ce grand hôtel — du bistro Sam à la salle de bal en passant par le restaurant gastronomique Champlain. Conscient d'œuvrer pour une institution vénérable, le nouveau chef exécutif n'est pas intimidé pour autant. Son ambition est d'attirer les jeunes foodies de Québec, de concurrencer les meilleures tables de Montréal et de séduire une clientèle internationale. « Le Château n'est pas figé dans le temps : il est vivant, ses pierres respirent. » Parmi les nouveautés prévues pour la réouverture : un bar à vin doté d'une cave à fromages vitrée, présentant les quelque 300 fromages québécois. Pas de doute : Baptiste aura du pain sur la planche ! ■

Nuages sur l'audiovisuel

S'il est de plus en plus difficile de faire sa place dans le milieu du cinéma et de la télé, ce n'est pas impossible. A condition de respecter certaines règles, dont la première : se donner du temps pour se créer un réseau de professionnels.

Par **Nathalie Schneider**

C'est une « success story » comme on en rêve. Quand le jeune Français Daniel Bertolino débarque à Montréal, en 1967, il découvre un Québec en pleine transition. C'est l'année de l'Exposition universelle, un tournant dans son histoire. L'année de l'ouverture sur le monde et de l'affirmation de sa culture distincte à l'échelle internationale. Ça tombe bien, Daniel vient de faire le tour de la planète avec 100 \$ en poche et un contrat signé avec l'ORTF pour aller filmer en solo les peuplades reculées d'Afrique ou les prisonniers politiques à Cuba. Radio-Canada lui confie une émission hebdomadaire, *Jeunesse sans frontières*, qui connaît un succès foudroyant. Il crée quelque temps plus tard les Productions indépendantes Via le Monde avec son ami français François Floquet, un label toujours actif. « On n'était pas loin de 1968 et de l'effervescence des idées nouvelles ; comme aujourd'hui, les jeunes ne se reconnaissent pas dans cette société figée et étaient prêts à découvrir autre chose », explique le réalisateur, qui n'a plus quitté la Belle Province depuis cette époque. En 2013, il s'est vu décerner le très prestigieux Prix Guy Moffette pour couvrir ses quarante-cinq ans de carrière dans la réalisation et la production télé. Mais Daniel Bertolino le reconnaît lui-même : sa réussite au Québec est avant tout l'histoire d'un bon timing. Aujourd'hui, les choses ne sont plus aussi faciles. À l'instar du marché planétaire, le monde de l'audiovisuel est en pleine traversée du désert : licenciements massifs dans les réseaux télé et radio, pénurie de productions internes au profit d'acquisition de productions indépendantes, transition vers le Web. « Il y a vingt ans, Radio-Canada produisait vingt émissions par an. Aujourd'hui, c'est tout juste

deux », constate Daniel Bertolino. Avec une population de 8 millions d'habitants (dont plus d'un million d'anglophones), le Québec ne peut guère compter sur un gros marché d'auditeurs ni de diffuseurs. Alors, pour se démarquer dans ce milieu hautement concurrentiel, une chose importe : « Déborder d'énergie et de créativité », résume le réalisateur.

Multiplier les casquettes

Il faut aussi s'intégrer à la réalité locale du métier au Québec et accepter de jouer les hommes (ou les femmes) orchestre en multipliant les casquettes : caméra, réalisation et montage, par exemple. « J'étais habitué aux équipes de cinq professionnels à FR3 et, en arrivant à Montréal, j'ai découvert le principe de l'effectif réduit et de la polyvalence, à l'américaine », explique le producteur Jean Fugazza, qui débarque de Paris en 1988, alors jeune cameraman. Petit à petit, il comprend que l'audace, le travail et la confiance en soi peuvent lui faire gravir les échelons vers la réalisation et même la production – une chose presque impensable en France, où le métier de réalisateur jouit d'un prestige tel qu'il peut être difficile d'y prétendre quand on est « seulement » cameraman. En effet, au Québec comme dans toute l'Amérique du Nord, un réalisateur est un technicien tandis qu'en France, c'est un auteur... Grâce à ses origines, il se voit pourtant confier des projets de coproduction avec des sociétés françaises, notamment l'enregistrement de spectacles pour le festival Juste pour rire. « Mon biculturalisme a été un atout majeur pour savoir comment aborder un plateau de professionnels français au Québec, dit-il, notamment en ce qui a trait aux rapports hiérarchiques plus formels. Ma capacité



MIKE THEISS/NATIONAL GEOGRAPHIC SOCIETY/CORBIS

« Sur 120 CV reçus, 70 proviennent de Français ! » avoue un producteur

à être Français avec les Français et Québécois avec les Québécois s'avère en effet un gage de réussite en coproduction. » Même son de cloche pour Marie Vedrenne, journaliste de presse écrite à Paris, qui a intégré il y a quelques années le milieu du documentaire québécois grâce à son expérience de reporter à l'international. « C'est un autre atout des Français, confirme-t-elle, la culture générale d'une part et la connaissance de l'international d'autre part peuvent faire la différence. Mais attention, derrière la caméra seulement, car devant, l'accent français ne passe pas trop... Enfin, quand on a la double nationalité, il est plus facile de se faire engager en



TOURNAGE

En dépit des conditions difficiles, la production continue...

coproduction et de se faire rémunérer en partie par la boîte française, ce qui permet de répartir les charges. Un avantage à ne pas négliger... »

Réseautage et portfolio

Pour se démarquer, les professionnels français doivent s'armer de patience. Le réalisateur Frédéric Duuez en a fait les frais. Après avoir occupé le poste de directeur de production pendant dix ans à Paris, il débarque au Québec à 35 ans, avec un PVT (permis de travail d'un an, voir p.36). À peine arrivé, il décroche un petit contrat en coproduction. Mais il souffre d'un manque de contacts et d'une surqualification qui le mène à l'impasse. Car, au Québec, on décroche rarement un emploi en envoyant un CV. Le réseautage (à différencier du « piston » pur et simple) s'avère bien plus efficace et le portfolio, la meilleure des vitrines. « Avec un PVT, les employeurs

hésitent à te donner du boulot; ils ne sont pas sûrs que tu vas rester et ne veulent pas investir en toi », déplore Frédéric. Un an pour se faire un réseau et s'intégrer à une nouvelle culture, c'est peu. D'autant que les immigrants français sont de plus en plus nombreux à postuler dans ce milieu. « Sur 120 CV reçus, 70 proviennent de Français », lui avoue un producteur lors d'une entrevue. Dans ce marché saturé, Frédéric réalise que les opportunités sont plus intéressantes en post-production (montage, animation, 3D, par exemple), mais il n'est pas qualifié pour ça. Et le professionnel expérimenté qu'il est encaisse mal l'idée de postuler pour un emploi de « chercheur » (documentaliste). Faute de temps, Frédéric est donc rentré à Paris où il a repris sa carrière avec, dit-il, un petit pincement au cœur de n'avoir pu vivre l'expérience jusqu'au bout. « La persévérance est déterminante.

Ce métier est une course contre le temps », confirme Bozhidar Albani (alias « Boji »), un assistant réalisateur qui travaille autant pour la télé que pour le cinéma. Syrien d'origine bulgare, cet architecte de formation a étudié le cinéma à Paris pendant quatre ans. « J'ai vite réalisé que j'aurais plus de chances de percer au Québec, mais ce que j'ai acquis en France m'a apporté beaucoup pour ma transition vers l'Amérique du Nord », dit ce francophile convaincu. En attendant de vivre pleinement de son métier, Boji multiplie les petits boulots et finit par cumuler assez d'heures travaillées en réalisation pour intégrer le répertoire de l'Aqtis (Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son), l'organisme qui recense tous les projets en développement en télé et au cinéma. « Au Québec, on peut facilement contacter le 1^{er} assistant réalisateur d'un projet pour soumettre sa candidature; en France, ça marche beaucoup plus par copinage. » Pour tenir ces trois dernières années, Boji a pu compter aussi sur une procédure allégée lui donnant droit à des indemnités de chômage. Rien à voir cependant avec le régime français des intermittents du spectacle (unique au monde). Les indemnités chômage sont beaucoup moins généreuses qu'en France et sur des durées beaucoup plus courtes (moins d'un an en général). Alors, entre deux contrats comme assistant réalisateur, Boji est vendeur de vêtements pour hommes, boulanger ou réceptionniste. Mais il ne lâche pas son objectif. Et cela lui réussit : Bozhidar Albani a été 3^e assistant réalisateur sur *Incendie*, le film de Denis Villeneuve, plus gros succès du cinéma québécois d'auteur des dernières années. Parce que, malgré la réalité socio-économique, la passion du métier reste encore le meilleur des carburants. Et ça, ce n'est pas du cinéma ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec → www.arrq.qc.ca

Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son → www.aqtis.qc.ca

Association des producteurs de films et de télévision du Québec → www.apftq.qc.ca

Conseil québécois des arts médiatiques → www.cqam.org



MAISON DE COURTAGE EN VALEURS MOBILIÈRES

ENTREPRENEZ AU QUÉBEC

Le Québec est une terre d'opportunités pour acquérir une entreprise. Actuellement, 25 % des entrepreneurs québécois considèrent la relève ou le transfert de leur société comme la priorité. D'ici 2018, plus de 25 000 PME auront changé de propriétaires. **Le gouvernement du Québec a également confirmé, dans son budget déposé le 4 juin 2014, sa détermination à favoriser la création de nouvelles entreprises via l'accueil d'entrepreneurs étrangers.**

IMMIGRATION D'AFFAIRES

STUART est un intermédiaire financier autorisé par le gouvernement dans le cadre du Programme Immigrant Investisseur du Québec. Nous offrons à nos clients toute l'assistance nécessaire à l'obtention d'un visa de résidence permanente au Canada et le soutien à la relocalisation. Au cours des 30 dernières années, l'équipe STUART a permis à plus de 1200 immigrants investisseurs et entrepreneurs de venir, investir et réussir au Canada.

ACQUISITION D'ENTREPRISES

De l'identification de l'entreprise cible à son acquisition, STUART accompagne ses clients à toutes les étapes de la transaction comme l'étude de marché, l'évaluation de la valeur, la négociation de l'offre d'achat, l'audit d'acquisition, la définition des étapes de la transition, le plan d'affaires et le montage financier. STUART offre également un service complet au démarrage d'entreprise.

GESTION DE PATRIMOINE

La maîtrise des différents métiers de conseil, d'ingénierie patrimoniale et de courtage font de STUART un créateur de valeur. Notre expertise en matière de valeur mobilière et de fonds d'investissement nous permet d'offrir un service de gestion de fortune personnalisé. STUART conseille ses clients de façon impartiale sur une sélection de produits de placement et propose la solution optimale d'un point de vue financier, fiscal et patrimonial.

Générateur de rendement, STUART a votre réussite à cœur. Notre action est dictée par des valeurs d'intégrité et d'excellence. En tant que membre du **Fonds Canadien de Protection des Épargnants (FCPE)**, le capital de nos clients est protégé à hauteur de 1 million de \$ CAN. STUART est également membre de **L'Organisme Canadien de Règlementation du Commerce des Valeurs Mobilières (OCRCVM)**.

STUART INVESTMENT MANAGEMENT LTD

Tel : +1 514 903-5656 - info@stuartinvestment.com

www.stuartinvestment.com

PENSÉE NOVATRICE & CROISSANCE.



FCPE
Fonds canadiens de placement des épanouissants

OCRCVM
Organisme canadien de
réglementation du commerce
des valeurs mobilières



PME, le filon du nouveau monde

Les multinationales ne sont pas les seules à traverser l'Atlantique. De plus en plus d'entreprises sont attirées par la perspective du grand marché nord-américain, un territoire plein de promesses.

Par Emma Mbia

Eliot Jacquin est un entrepreneur précoce. À 25 ans, il a déjà créé deux entreprises ! En 2011, fraîchement nanti d'un master en communication, il fonde, à Bordeaux, avec son ami Julien Daubert, l'agence numérique 10h 11. Leur pari : miser sur la datavisualisation. La représentation visuelle des données sous forme de graphiques, infographies, animations, vidéos, 2D, 3D est en plein essor. Ils s'adressent particulièrement au secteur de la finance et aux instituts de sondage, très friands de ces services. Eliot est également un « entrepreneur nomade », comme il aime à se définir. À peine leur boîte créée en Aquitaine, les deux compères se lancent dans un tour du monde pendant un an, parcou-

rant l'Europe, l'Indonésie et l'Amérique du Nord. En novembre 2013, Eliot pose finalement sa valise dans la Belle Province et lance, avec la société québécoise Ixmédias, une filiale baptisée 04 h 11, un clin d'œil au décalage horaire entre Québec et Bordeaux. L'aventure d'Eliot n'est pas unique. « De plus en plus de petites entreprises françaises font aujourd'hui le pari de l'international en s'alliant avec un partenaire local, ce qui peut s'avérer une stratégie gagnante », souligne Line Lagacé, vice-présidente de Québec international, une agence de développement économique régional qui accompagne les investisseurs étrangers sur le sol québécois. Actuellement, une vingtaine de filiales de sociétés

françaises sont implantées dans la région de la ville de Québec. Au-delà de la capitale nationale, l'attraction du Québec ne se dément pas auprès des entrepreneurs français : 70 % des filiales hexagonales présentes au Canada le sont dans la seule province francophone. La France y est le deuxième investisseur étranger, loin cependant derrière les États-Unis. Mais les relations s'intensifient depuis quelques années et le futur accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (voir page 96) devrait logiquement accroître la coopération entre les deux pays. Depuis longtemps déjà, de grandes entreprises tricolores sont installées dans la Belle Province : Alstom, L'Oréal, Sanofi-

Aventis ou Vinci, pour ne citer que quelques-unes des plus importantes. Dans des domaines aussi divers que l'agroalimentaire, la pharmacie, l'aéronautique, la cosmétique, l'énergie et l'environnement.

Les groupes du CAC 40 ne sont pas les seuls à miser sur le Québec. La société familiale nordiste Bonduelle a par exemple mis la main sur Aliments Carrière, en 2007, pour intégrer le marché nord-américain. La province sait aussi

Pour certains secteurs, les crédits d'impôts couvrent 30% des coûts salariaux.

attirer les jeunes pousses prometteuses des nouvelles technologies. Témoin, le spécialiste du jeu vidéo, Ubisoft : il emploie désormais 3 000 personnes au Québec et vient d'annoncer une extension de ses installations accompagnée

d'un investissement de 373 millions de dollars. Dans la foulée, BUF, l'un des plus grands studios français d'effets visuels numériques pour le cinéma, a révélé son projet d'implantation à Montréal où il prévoit de créer 80 emplois dans les trois prochaines années. Dans le tourisme, Altiplano, spécialiste des loisirs de proximité originaire de la région lyonnaise, a consacré cinq millions de dollars canadiens à l'ouverture du premier parc acrobatique urbain à

Montréal, créant au passage une vingtaine d'emplois fixes et plus d'une centaine d'emplois saisonniers. La société planifie le lancement dans les cinq prochaines années de huit autres parcs de ce genre en Amérique du Nord, dont cinq au Canada. Et la liste est loin d'être exhaustive. Alors ministre de l'Économie, Pierre Moscovici avait exposé, lors de l'inauguration, à Montréal, en septembre

2013, d'une nouvelle usine d'Aerolia (fabrication de fuselage d'avions), les ambitions de la France dans le développement nordique de la province, le fameux « Plan Nord », visant à exploiter les immenses et très riches territoires au-delà du 49^e parallèle.

Ambitions internationales

« La grande majorité des entreprises hexagonales qui s'implantent aujourd'hui au Québec sont des PME, avec des ambitions internationales, explique Frédéric Kaplan, chef du service économique régional à l'ambassade de France à Ottawa. Auparavant, les PME se développaient en Europe mais, aujourd'hui, face à la croissance atone du vieux continent, elles regardent vers l'Amérique du Nord, le Canada et, plus particulièrement, le Québec. » Pour les Français, Montréal représente clairement l'une des capitales économiques du Canada, avec Toronto, Vancouver ou Calgary. ●●●

Économisez partout grâce à la Banque Scotia et l'Alliance GAB mondiale.

La Banque Scotia est fière d'être l'un des membres fondateurs de l'Alliance GAB mondiale de concert avec Bank of America, BNP Paribas, Barclays, Deutsche Bank et Westpac.

Vous pouvez maintenant éviter de payer des frais d'accès international¹ quand vous retirez de l'argent à un GAB² dans votre pays d'origine ou votre destination préférée.

Vous avez accès à plus de 3 500 GAB de la Banque Scotia au Canada – dont 2 400 offrant un service en espagnol – et à plus de 50 000 GAB à l'échelle mondiale.

Vous pouvez éviter de payer des frais d'accès international ou des frais supplémentaires dans les pays suivants :



Banque Scotia ★ Canada, Antilles³, Chili, Pérou et Mexique

Bank of America ★ États-Unis

BARCLAYS ★ Royaume-Uni, Gibraltar, Espagne, France, Antilles néerlandaises (Saint-Martin), Bahamas, Seychelles, Botswana, Gabon, Ghana, Kenya, Maurice, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe

Deutsche Bank ★ Allemagne, Pologne, Inde et Espagne

Westpac ★ Australie, Nouvelle-Zélande, Fidji, Vanuatu, Tonga, Îles Cook, Samoa, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon

BNP PARIBAS ★ France, Ukraine (UkrSibbank) et Italie (BNL Italy)

1. Votre compte-chèques sera le compte de dépôt présélectionné lorsque vous n'avez pas la possibilité de sélectionner un compte. Si vous n'avez pas de compte-chèques, votre compte d'épargne sera alors présélectionné. 2. La Banque Scotia accorde une exonération des frais d'accès international par GAB et les membres de l'Alliance GAB mondiale accordent une exonération des frais d'utilisation de terminal pour les retraits effectués à un guichet de l'Alliance GAB mondiale au moyen d'une Carte Scotia ou d'une carte VISA de la Banque Scotia. L'exonération des frais ne s'applique pas pour les opérations effectuées aux guichets automatiques de la Banque Scotia au Costa Rica, au Salvador, au Panama ou en Haïti. Dans le cas des retraits en espèces en devises effectués dans un GAB à l'extérieur du Canada, VISA International établit pour notre compte le taux de change à la date de conversion. Depuis le 5 avril 2004, le taux de change comprend un montant égal à 2,5 % du montant converti. Tous les autres frais d'opérations habituels continuent de s'appliquer. 3. Les pays faisant partie des Antilles sont les suivants : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Îles Vierges britanniques, Îles Caïmans, Dominique, République dominicaine, Grenade, Guyane, Jamaïque, Antilles néerlandaises (Saint-Martin), Porto Rico, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago, Îles Turks et Caïcos, Îles Vierges américaines.

●●● « La province de Québec déploie une politique très attractive des investissements étrangers, ajoute Kaplan, notamment pour certains secteurs, comme le jeu vidéo, où les crédits d'impôts permettent de couvrir 30 % des coûts salariaux. Ce qui ne se pratique ni en France ni en Europe. »

Formalités simplifiées

A cela, s'ajoutent une fiscalité avantageuse (26,9 % de taux d'imposition en 2014, l'un des plus concurrentiels d'Amérique du nord), des crédits d'impôts en recherche et développement, un secteur bancaire bien réglementé, un chômage limité (aux alentours de 7 %), un foncier et un coût de construction abordables, une énergie bon marché, une main-d'œuvre qualifiée, souvent bilingue et, bien sûr, la proximité du marché américain et mexicain, facilitée depuis 1994 par l'Aléna l'accord de libre-échange nord-américain. Sans oublier un taux de change en faveur de l'euro très concurrentiel par rapport au dollar canadien. Cerise sur le gâteau, les formalités de création d'une société sont rapides et peu chères (selon la forme juridique, les coûts d'enregistrement varient de 34 \$ à 320 \$ CAN, soit environ 20 à 200 euros).

La société Linkbynet, qui propose des solutions d'hébergement pour le e-commerce, a été sensible aux sirènes québécoises. En 2011, elle a créé à Montréal une filiale destinée à accompagner ses clients déjà présents en Amérique du Nord, comme Michelin ou LVMH. Bien lui en a pris puisque, depuis son installation, l'entreprise est passée de 2 à 50 employés et vient d'ouvrir un bureau à Toronto, dans l'Ontario voisin. « Nous envisageons aussi de nous implanter prochainement aux Etats-Unis, explique Julien Trassard, directeur de la filiale québécoise. En 2013, notre chiffre d'affaires était de 1,4 million \$ CAN, et nous espérons le doubler en 2014. Les secrets de cette belle réussite sont en partie dus aux faibles charges patronales sur les salaires : un salarié coûte de 15 à



LANCLEMENT La filiale québécoise de l'agence bordelaise 10h11 a pris son envol, le 30 août 2013, sous les auspices d'Alain Juppé.

20 % moins cher qu'en France. » Dans le secteur informatique, d'autres entreprises ont fait le même pari. Ainsi Linagora, qui a bénéficié de la politique du précédent gouvernement en faveur du logiciel libre, ou encore OVH, qui a ouvert voilà un an, au sud de Montréal, le plus grand centre de données du monde (360 000 serveurs à terme), dans une ancienne usine d'aluminium.

La proximité d'un barrage hydroélectrique a joué à plein dans le choix du lieu, pour profiter d'une énergie verte et bon marché.

Cependant, malgré la langue commune et la qualité de vie, s'implanter au Québec ne se fait pas toujours sans difficulté. La culture d'affaire y est très nettement

nord-américaine — habitude du consensus, rapidité des décisions, hiérarchie plus souple — et exige de renoncer à certains tics, comme la réunionite aiguë ou la critique négative systématique... « L'international, c'est une superbe expérience qui nous oblige à écouter davantage et à parler moins, mais mieux ! », résume Eliot Jacquin, de 04 h 11. Lui, a manifestement su

s'adapter. Il vient en effet de signer son premier gros contrat avec Industrielle Alliance, société proposant des services à quatre millions de Canadiens, également présente aux Etats-Unis, un marché dans la mire de 04 h 11. Le filon n'est pas près de s'épuiser... ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Investissement Québec (soutient les filiales internationales au Québec en leur proposant du financement, des incitatifs fiscaux, de l'information stratégique...).

↳ www.iqfiliales.com/fr/accueil.asp

Programme Ubifrance-Québec (entente franco-québécoise de coopération industrielle visant à favoriser les partenariats entre PME françaises et québécoises).

↳ www.ubifrance.fr/canada

Montréal International et Québec International (organisations accompagnant les entreprises étrangères à s'implanter dans la région du Grand Montréal et celle de Québec).

↳ www.montrealinternational.com

↳ www.quebecinternational.ca

Chambre de commerce française au Canada ↳ www.cfcmtl.ca

A LIRE

Guide des affaires, Canada, éditions Ubifrance
Guide Immigraffaires du SAJE, organisme québécois accompagnateur d'entrepreneurs, en ligne : www.sajeaffaires.org/immigraffaires.php



© M. BEL - Crédit photo: Bruno Pejarin.

**AVEC LA CFE,
VOUS QUITTEZ
LA FRANCE
SANS QUITTER
LA SÉCURITÉ
SOCIALE.**

La Caisse des Français de l'Étranger (CFE) est une caisse de Sécurité sociale qui a été spécialement créée pour répondre aux besoins des Français expatriés. Elle est le seul organisme à leur proposer une protection sociale « à la française ». Avec la CFE, vous vous expatriez sans rompre le lien avec la France !
www.cfe.fr

Caisse des Français de l'Étranger
La Sécurité sociale des expatriés

Boîte à outils

Répertoire des principaux sites d'emploi et d'informations concernant le marché du travail.

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion (MIDI)

Rencontres individuelles et séances d'information gratuites en groupe (notamment sur les techniques de recherche d'emploi). A télécharger : le guide « Apprendre le Québec », avec une foule de renseignements utiles pour réussir son intégration.

→ www.immigration-quebec.gouv.qc.ca

Emploi Québec

Les résidents du Québec peuvent y publier leurs candidatures en ligne et créer des alertes-emploi. Également : informations détaillées sur le marché du travail et guide pratique de recherche d'emploi.

→ www.emploi-quebec.net

Répertoire par secteur d'activité :

→ www.comites-sectoriels.qc.ca/index.php

Centres locaux d'emploi (CLE)

Emploi Québec a développé un réseau de 150 CLE dans les 17 régions du Québec, avec rencontres personnalisées et salles multiservices. A retrouver sur

→ www.emploi-quebec.net

Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)

L'organisme public français a des bureaux à Montréal et à Québec. Ateliers d'information, entretiens et suivi individuel gratuit ; ateliers de recherche d'emploi en anglais (payant).

→ www.oficanada.ca

Consulat général de France à Montréal

Offre un service emploi et publie en ligne une revue sur l'emploi et les affaires. Tél. : 1 (514) 878-4385.

→ www.consulfrance-montreal.org

Consulat général de France à Québec
Tél. : 1 (418) 266-2500.

→ www.consulfrance-quebec.org

ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Plus de 150 organismes communautaires (sans but lucratif) québécois sont partenaires du MIDI et offrent divers services gratuits aux immigrants :

→ www.immigration-quebec.gouv.qc.ca

Réseau des Carrefours Jeunesse Emploi du Québec

→ www.cjereseau.org

Association des centres de Recherche d'Emploi du Québec

→ www.cre.qc.ca

Clé pour l'intégration au travail des immigrants (CITIM)

Financée par le consulat de France à Montréal, le MIDI et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec, la CITIM offre une aide efficace à la recherche d'emploi → www.citim.org

Travail immigrants.com

Répertoire de ressources et d'initiatives à Montréal, simulations d'entretien d'embauche en vidéo (SIEL).

→ www.travailimmigrants.com

Service d'orientation et d'intégration des immigrants au Travail (SOIT) à Québec

→ www.soit.qc.ca

SITES SPÉCIALISÉS

→ twww.toile.com/guides/emploi

→ www.jobboom.com

→ http://francais.monster.ca

→ www.working.com/francais

→ www.monemploi.com

→ www.travailler.ca

POUR CRÉER SON ENTREPRISE

Services Québec

Informations sur les statuts (dont celui de travailleur autonome), les formalités, les aides financières...

→ www2.gouv.qc.ca

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Exportation

→ www.economie.gouv.qc.ca

Portail du gouvernement du Canada

→ www.entreprisescanada.ca

Centres locaux de développement du Québec

→ www.acidq.qc.ca

Chambre de commerce française au Canada (à Montréal)

→ www.ccfcmntl.ca

Missions économiques-Ubifrance

Accompagnent les entreprises françaises dans leurs démarches à l'export

→ www.ubifrance.fr

Saje

Conseil et coaching pour les jeunes entrepreneurs immigrants

→ www.immigraffaires.org

JOBS EN LIGNE

Pôle Emploi International (PEI) offre des annonces d'emplois directement affichées par des employeurs de la Belle Province. De l'autre côté de l'Atlantique, Emploi-Québec propose un service de Placement en ligne international (PELI), destiné aux candidats à l'immigration qui ont déjà obtenu leur Certificat de sélection du Québec.

→ www.pole-emploi-international.fr

→ www.emploi-quebec.net

SALONS DE L'EMPLOI

Vous cherchez un job, songez à créer votre boîte, cherchez à partir en région ou à vous réorienter professionnellement ? Le 9 octobre à Laval et les 21 et 22 octobre à Montréal, se tiendra un salon Carrières et développement professionnel sur tous ces sujets → www.ecarrieres.com

LES JOURNÉES QUÉBEC

Le Bureau d'immigration du Québec organise deux fois par an, en juin et octobre, à Paris et dans différents pays d'Europe, des journées de recrutement. Pour l'édition du printemps 2014, 33 employeurs étaient venus spécialement de la Belle Province. Artisans, informaticiens, professionnels de la santé ou artistes 3D... Les secteurs couverts sont nombreux et variés. Il s'agit de la 10^e édition de l'événement qui a débuté en 2008. Depuis, plus de 1500 personnes ont été embauchées !

→ www.facebook.com/JourneesQuebec

EXPERTS SANS FRONTIÈRES

Parce que s'implanter au Canada nécessite une bonne connaissance du marché, mieux vaut s'entourer de spécialistes de la mobilité internationale. La Québécoise Marlène Garceau, possède des bureaux des deux côtés de l'Atlantique ; Xavier Chambon avec sa société de consulting M&R se consacre aux enseignes de franchise ; David Kassari, ex-immigrant à Montréal, propose son expertise aux entreprises du sud-ouest ; Laurent Satre, fondateur de Rézoway, a déjà conseillé près de 500 sociétés.

→ www.kennedygarceau.com

→ www.mrconsulting-group.com

→ www.kassarinternational.com

→ www.rezoway.com



Au Canada^{CA} venez étudier en français



NOS MISSIONS

- > Étude du dossier scolaire ou universitaire de l'étudiant
- > Proposition de choix de programmes d'études
- > Choix du ou des établissements francophones ou anglophones
- > Prise en charge des dossiers de demandes d'admission
- > Conseils avisés sur les démarches préalables d'immigration
- > Recherche et réservation du logement
- > Accueil personnalisé à l'aéroport et guidage les premiers jours
- > Aide personnalisée lors de la rentrée scolaire ou universitaire



**Nous soutenons
la réalisation
de vos rêves**



contact@erable-canada.com
w.erable-canada.com

Des cursus hors du commun

Ils sont Français et ont choisi pour leur formation une école professionnelle, dans le public ou le privé, pour apprendre un métier pas comme les autres. **Par Nathalie Schneider**



Mathieu Tual, 26 ans Agent de la faune

Avec mon BTS en gestion et protection de la faune, je n'ai jamais trouvé d'emploi en France, constate cet amoureux de la nature, originaire de la région de Bordeaux. Ici, les chances me paraissent bien meilleures. » Surtout s'il reste en Abitibi, où il suit sa formation d'un an en protection et exploitation des territoires fauniques au Centre Harricana d'Amos. Son quotidien ? « Beaucoup de terrain, explique-t-il, bien plus qu'en France : piégeage, chasse et pêche, survie en forêt, tir à l'arc, tronçonneuse et même des cours de manipulation du propane ! » Mais qu'on ne s'y trompe pas, le cursus s'adresse à tous ; sur 14 étudiants, 5 sont des filles.

Le plus difficile, pour Mathieu, a été d'obtenir son permis d'étude et son Certificat d'acceptation du Québec, deux documents indispensables pour être admis dans une école de la province. Autre exigence : prouver qu'on possède le budget nécessaire pour un an de vie. Mais le point fort d'une école située en région éloignée comme l'Abitibi est d'offrir la résidence gratuite aux étudiants qui viennent d'ailleurs. Pour Mathieu, l'objectif est clair : rester au Québec et devenir canadien. « J'avais entendu parler des hivers rudes d'Abitibi, dit-il, mais je m'habitue et, surtout, je profite des grands espaces et de la richesse exceptionnelle de la faune. »

Centre de formation Harricana

Formation : un an dont trois mois de stage. Critères d'admission : posséder un diplôme d'études secondaires (baccalauréat pas nécessaire pour les étudiants français, mais être âgé de 16 ans ou plus).

Frais de scolarité : de 300 \$ à 800 \$ selon le programme choisi.

↳ www.cfh.csharricana.qc.ca

Guillaume Mesmin, 26 ans Trapéziste

J'ai eu beaucoup de chance aux auditions, dit modestement Guillaume Mesmin, un trapéziste qui travaille en duo avec une voltigeuse québécoise. Et, aujourd'hui, j'ai vraiment trouvé ma place. » Comme cet ancien gymnaste aixois et animateur au Club Med, ils sont chaque année 150 étudiants triés sur le volet, originaires de 17 pays, à intégrer l'École nationale de cirque depuis sa fondation en 2004. Logée dans un édifice de six étages comprenant quatre studios équipés comme de vrais chapiteaux, l'école est un lieu unique au monde. Dotée de subventions publiques, elle accueille des étudiants du niveau secondaire (programme cirque-études), mais aussi du niveau collégial (pré-universitaire) et universitaire, et dispense des cours théoriques (français, anglais et philosophie) en plus des disciplines pratiques (trapèze, danse, jonglerie, jeu d'acteur, unicycle, trampoline, éclairage, maquillage, mélodrame, etc.). « Au début, ma bête noire, c'était le cours de mouvement, explique Guillaume. On te place devant toute la classe et on te dit : bouge ! Très utile pour moi qui suis timide et introverti. Aujourd'hui, c'est mon cours préféré ! » Le clou de la formation reste « l'épreuve synthèse » qui clôt trois années d'études. A cette occasion, chaque étudiant présente un numéro devant un public d'enseignants et de producteurs de spectacles de cirque. « C'est là que tu te fais remarquer, ou pas, résume Guillaume. Si je suis pris un jour par une compagnie québécoise, j'aimerais rester ici. Mais travailler dans le cirque, c'est accepter d'être mobile... »

École nationale du cirque

Formation : 3 ans, couronnés par un diplôme d'études collégiales (DEC), pré-universitaire. Critères d'admission : sélection en audition au Québec, mais aussi à Toronto, Vancouver et Paris. On peut s'inscrire au niveau secondaire ou post-secondaire. Résidences étudiantes pour les mineurs. Frais de scolarité : 4 500 \$ par année.

↳ www.ecolenationaledecirque.ca





Cécile Décaudin, 31 ans Conceptrice de jeux vidéo

A Paris, j'avais tout : un appart, des amis, et un emploi de juriste en droit du travail. » Seulement voilà : Cécile portait aussi en elle un vieux rêve d'enfant, celui de travailler dans les arts graphiques. « En France, la limite d'âge pour entrer dans ce genre d'école est de 27 ans et, en réalité, ça tourne plutôt autour de 20 ! J'ai donc décidé de regarder ailleurs et comme Montréal est la 4^e ville pour la production de jeux vidéo, mon choix a été vite fait », dit-elle. En effet, l'implantation du jeu vidéo et de la 3D y est solide avec Softimage et les nombreux autres concepteurs de logiciels d'animation et de capture de mouvements. Si Ubisoft est à l'origine de la création du Campus Arts et Divertissements numériques (ADN), celui-ci s'en est affranchi depuis et relève désormais de deux établissements d'enseignement pré-universitaires, les Cégep du Vieux-Montréal et de Matane, en Gaspésie. On y apprend l'animation, la modélisation et le design de niveau pour les jeux vidéo ou les applications mobiles. En France, les frais de scolarité pour ce genre d'études peuvent coûter jusqu'à 7 000 € par an, explique Cécile ; ici, c'est gratuit car le Campus ADN relève de l'éducation publique. Un argument non négligeable surtout dans le cas d'une réorientation de carrière ! « Si l'âge d'or du recrutement a pris fin en 2010, le taux de placement de l'école est encore bon, explique Isabelle Marazzani, coordonnatrice du Campus ADN. Et les Français se placent bien, car ils sont habitués à la compétition et sont généralement un peu plus âgés et donc plus mûrs. »

Campus ADN

Formation : Onze mois avec la conception et fabrication d'un jeu 3D en guise de projet de fin d'études (téléchargeable gratuitement sur soulrises.lecampusadn.com). **Critères d'admission :** diplôme d'études secondaires (baccalauréat pour les étudiants français) sur dossier. **Inscription :** jusqu'au 15 février de chaque année. **Frais de scolarité :** 100 \$ par session (pour les étudiants canadiens et français, en vertu d'une entente conclue entre la France et le Québec).
↳ www.lecampusadn.com.

Roman Frayssinet, 19 ans Humoriste

En France, l'humour est un peu le parent pauvre de la comédie ; au Québec, c'est un art ! » résume Roman Frayssinet, un Parisien de 19 ans, inscrit en première année de l'École nationale de l'humour, une institution au Québec. Fondée en 1988, cette école privée très sélective (30 étudiants répartis en 1^{re} et 2^e année) vise à faire de jeunes talents des humoristes ou auteurs spécialisés en humour, grâce à des cours hyperadaptés : écriture, histoire de l'humour, improvisation, nouveaux médias, production vidéo, et même des cours de sciences politiques pour donner aux futurs artistes de scène la possibilité de commenter l'actualité.

Un défi d'autant plus grand pour ces étudiants français qui ont tout à apprendre de la culture nord-américaine dans laquelle ils sont immergés. « Nous sommes des éponges, dit Roman, en perpétuel apprentissage de la réalité qui nous entoure et que nous devons réinterpréter. » Chaque semaine, les étudiants doivent présenter un sketch de dix minutes devant la classe, une épreuve pas toujours simple. « L'important pour nous est de faire éclore le talent personnel, dit sa directrice fondatrice, Louise Richer, et de leur donner les clés pour le faire. » Mais l'humour, est-ce que ça s'apprend ? « Non, répond-elle, chaque étudiant sélectionné en audition possède déjà un talent personnel, mais nous les aidons ici à trouver et cultiver leur personnage comique intime. »

Pour Roman, l'inspiration vient surtout des stand-up comiques américains qu'il connaît bien. Les grands noms de l'humour québécois sont tous passés par cette école. Alors, retenez bien celui de ce jeune Français : vous pourriez le retrouver prochainement sur une affiche !

L'École nationale de l'humour

Formation : un an pour les auteurs ; deux ans pour les auteurs-interprètes. **Stage en fin d'année avec une tournée de 40 spectacles à travers le Québec.** **Critères d'admission :** diplôme d'études secondaires (baccalauréat pour les étudiants français). **Inscriptions :** de février à avril. **Frais de scolarité :** 12 500 \$ pour les étudiants étrangers (10 000 \$ pour les Canadiens). ↳ www.enh.qc.ca.



Et pourquoi pas un MBA ?

Suivre un Master in Business administration dans une université québécoise est une bonne occasion de se frotter, à un coût intéressant, au management nord-américain.

Par **Marc Héneau**

Souvent considéré comme un accélérateur de carrière, le Master in Business Administration (MBA) permet à de jeunes ingénieurs, avocats, juristes, médecins ou chercheurs de s'enrichir d'une compétence en gestion pour mieux évoluer. Disposer d'un premier parcours professionnel (deux ans est souvent le minimum requis) est recommandé : le programme repose sur le partage d'expériences professionnelles et le brassage des profils. À HEC Montréal par exemple, les promotions comptent 39 % d'ingénieurs, 36 % de diplômés en commerce ou administration, 13 % en sciences humaines et 13 % en santé ou sciences pures. L'expérience professionnelle est de sept ans pour 31 ans de moyenne d'âge. Outre l'intérêt de l'ouverture nord-américaine, en terme d'expérience culturelle et de réseau professionnel, suivre un MBA québécois comporte un gros avantage financier. « Les Français paient les mêmes frais que les résidents québécois et non les frais internationaux, soit 7 700 \$ au lieu de 32 000 \$ », insiste Yvette Cogne qui dirige le bureau Europe d'HEC Montréal. On compte une dizaine de MBA délivrés par des universités québécoises, qui proposent souvent des aides financières : bourses d'excellence, frais de scolarité réduits, etc.

Nous en avons sélectionné cinq.

HEC Montréal le choix de la langue

Accrédité par l'AMBA (Association of MBAs), le programme à temps plein (58 semaines) d'HEC Montréal peut se dérouler, au choix, en français ou en anglais, avec la possibilité de passer de l'une à l'autre langue en cours de programme. Basé sur les fondamentaux de la gestion (gestion, leadership,

finances...), il comprend des sessions de trois semaines à l'étranger (cette année Australie, Colombie ou Russie).
Coût : 7 700 \$ CAN (4 952 €)

↳ www.hec.ca/mba

Mc Gill le plus international

Classé 84^e sur 100 en 2014 par le *Financial Times*, le MBA de la faculté de management Desautels dure deux ans et comporte une forte orientation internationale : 55 % des étudiants et plus de 75 % des enseignants sont étrangers. L'approche pédagogique est intégrée : elle prend en compte les problématiques de gestion et management de façon globale.

Coût : 75 500 \$ CAN (48 224 €) (2 ans)

↳ www.mcgill.ca/desautels/programs/mba

Concordia pour les études de cas

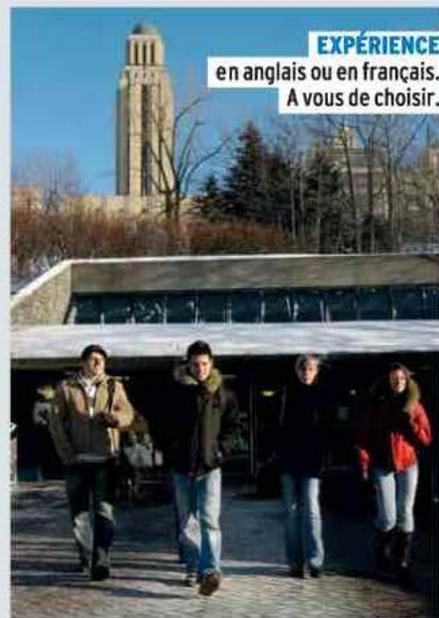
Le MBA de la John Molson School of business de l'université anglophone Concordia à Montréal figure parmi les MBA canadiens régulièrement classés par les médias. Le programme accueille une grande variété de profils et l'établissement organise une compétition internationale d'études de cas, dans laquelle les étudiants du MBA sont partie prenante.

Coût : 7 000 \$ CAN (4 501 €)

↳ <http://johnmolson.concordia.ca/fr/graduate-programs/mba-program>

Laval des programmes spécialisés

La faculté de sciences de l'administration de l'université Laval à Québec propose, outre le MBA classique, une quinzaine de MBA spécialisés, notamment en affaires électroniques (qui



peut être suivi à distance), gestion urbaine et immobilière, global business, responsabilité sociale et environnementale des organisations, gestion de la santé et sécurité du travail. Les cours sont en anglais et en espagnol.

Coût : 4 219,74 \$ CAN (2 741 €)

↳ www4.fsa.ulaval.ca

UQAM en partenariat avec Dauphine

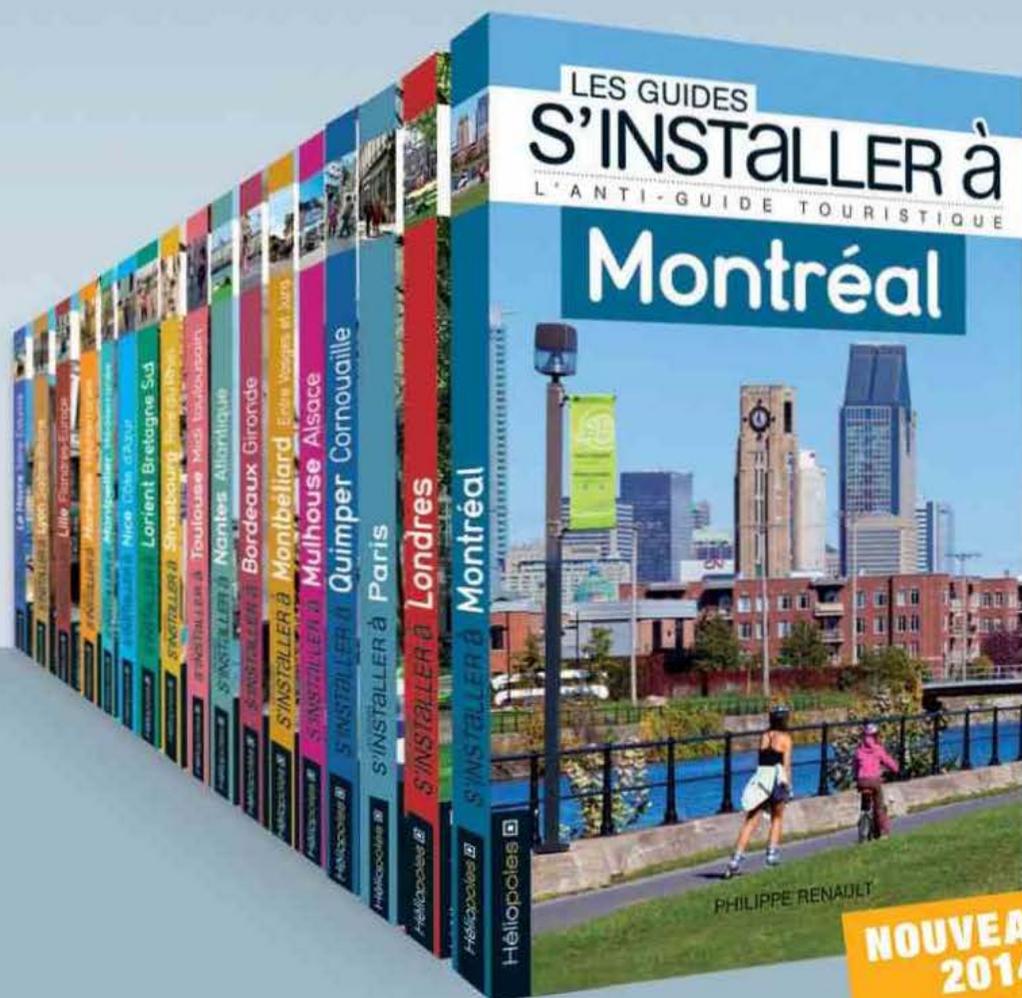
L'école des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) propose différentes formules de MBA pour les cadres confirmés et notamment l'Executive MBA (EMBA) à l'international, offert dans une douzaine de pays. En France, c'est l'université Paris Dauphine qui est partenaire. Pour les Français, les cours se déroulent trois jours par mois à Dauphine (sur 22 mois) et comprennent une semaine à l'UQAM.

Coût de la formation : 31 500 €

↳ <http://mba.esg.uqam.ca/>

Votre nouvelle ville

est dans « Les guides s'installer à »



MONTRÉAL • LONDRES • PARIS • BORDEAUX • LE HAVRE
LILLE • LORIENT • LYON • MARSEILLE • MONTBÉLIARD
MONTPELLIER • MULHOUSE • NANTES • NICE • QUIMPER
STRASBOURG • TOULOUSE

Panorama des universités

Tour d'horizon des principaux établissements de la Belle Province. **Par Laurence Pivot**



Concordia, 44 000 étudiants en centre-ville.



Université de Montréal, 400 programmes en 2^e et 3^e cycle, dont HEC et Polytechnique.

LES "ANGLO"

MC GILL UNIVERSITY

L'université anglophone Mc Gill est considérée comme l'un des établissements les plus prestigieux du Canada. Ses deux campus – dont le principal s'étend au centre-ville de Montréal – accueillent 39 000 étudiants, dont 22,5 % sont étrangers, représentant plus de 160 pays. Ses 11 facultés (Arts, Médecine dentaire, Agriculture et sciences de l'environnement, Sciences de l'éducation, Génie, Droit, Gestion, Médecine, Musique, Etudes religieuses et Sciences) regroupent 1 600 professeurs. Parmi les 300 programmes proposés, ceux de médecine et de droit sont particulièrement réputés. L'université compte aussi quatre hôpitaux d'enseignement d'où sortent chaque année plus de 1 000 professionnels de la santé.

↳ www.mcgill.ca

CONCORDIA UNIVERSITY

C'est la deuxième grande université anglophone de Montréal. L'établissement accueille près de 44 000 étudiants chaque année, dont plus de 6 300 étudiants étrangers. Ses deux campus sont situés en centre-ville et dans le quartier résidentiel Notre-Dame-de-Grâce (NDG). À la pointe notamment dans le domaine du développement durable, Concordia offre plus de 500 programmes du 1^{er} au 3^e cycle, dans quatre facultés différentes : Arts et sciences, Génie et informatique, Beaux-arts, Ecole de gestion John-Molson.

↳ www.concordia.ca

BISHOP UNIVERSITY

Située à Sherbrooke, à 140 km à l'est de Montréal, cette université propose des formations de 1^{er} cycle qui accueille chaque année 2 800 étudiants, dont 15 % d'étrangers, par petits groupes de 25 personnes. Une centaine de disciplines offertes sont enseignées dans cinq départements : les affaires (William School of Business), les sciences humaines et sociales, les sciences de la nature, de l'éducation et les mathématiques. Bishop est aussi réputée pour son splendide campus qui comprend deux bibliothèques, deux théâtres, une salle de concert, une garderie, dix cours de tennis, une piscine et un terrain de golf !

↳ www.ubishops.ca

LES “FRANCO”

UNIVERSITÉ LAVAL

Dans ses 38 pavillons, l'établissement de la ville de Québec accueille 48 000 étudiants, dont 6 100 étrangers de 110 pays. Une véritable métropole étudiante! On y retrouve plus de 400 programmes d'études, dont une multitude de formations sur mesure, continue et à distance. Au 7^e rang des grandes universités de recherche au Canada, elle est le chef de file en matière de recherche en agriculture- alimentation et océanographie nordique. L'université est aussi la seule à former les futurs ingénieurs forestiers et ingénieurs du bois jusqu'au doctorat.

↳ www.ulaval.ca

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Plus grande université francophone d'Amérique du Nord, elle accueille, chaque année, plus de 7 800 étudiants étrangers, dont 4 000 Français. Près de 300 programmes sont offerts en premier cycle et 400 autres pour les deuxième et troisième cycle. HEC Montréal est un établissement affilié. Première école de gestion au Canada, elle attire chaque année plus de 500 Français sur les presque 13 000 étudiants inscrits et mise sur des programmes à dominante internationale comme son BAA trilingue. Polytechnique Montréal, également affilié, reçoit 1 600 étudiants étrangers par an. « Poly » est l'une des trois plus grandes facultés d'ingénierie et de génie civil au Canada. ↳ www.umontreal.ca

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Principal établissement du réseau de l'université du Québec, l'UQAM est installé dans le « quartier latin » de Montréal. Neuf autres établissements sont répartis dans la province. Axée sur les préoccupations sociales et l'innovation, l'université est réputée pour ses enseignements dans le domaine des arts et de la communication, en sciences politique et droit ou en sciences humaines. Sur les quelque 43 000 étudiants de l'UQAM, l'université accueille chaque année 3 000 étudiants étrangers. ↳ www.uqam.ca

JEAN-FRANÇOIS HAMELIN

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC



*Votre voie rapide
vers une carrière
internationale
en management
hôtelier!*

» ithq.qc.ca/heghi

Hautes Études en gestion hôtelière internationale/ *Advanced Studies in International Hotel Management*

- Formation intensive de 24 mois dans un environnement bilingue (français-anglais), incluant 2 stages de 6 mois chacun
- Programme de sciences appliquées intégrant les concepts de management aux tâches du gestionnaire
- Contenu élaboré selon les normes de l'hôtellerie internationale
- Méthodes d'enseignement nord-américaines axées sur les communications interpersonnelles et le leadership

Partenaires



SOFITEL
LUXURY HOTELS

HÔTELS
Fairmont

Membre



Institut de tourisme
et d'hôtellerie

Québec



C'EST CHAUD POUR LES FRAIS !

Le gouvernement libéral, installé aux manettes de la province du Québec depuis avril 2014, voudrait offrir aux étudiants étrangers francophones les mêmes droits de scolarité qu'aux étudiants canadiens venus des autres provinces. Ces derniers, en effet, payent 6 235 \$ par année tandis que les étudiants québécois, eux, ne doivent s'acquitter que de 2 224 \$. Si la nouvelle est bonne pour les jeunes du Maghreb ou d'Afrique noire, par exemple, elle l'est moins pour les ressortissants français. En effet, en vertu d'une entente entre la France et le Québec signée en 1978, les étudiants français bénéficient des mêmes tarifs que les Québécois et ne sont donc pas considérés comme des étrangers, dont les droits de scolarité se montent à 15 000 \$. Il faut dire que les Français sont de plus en plus nombreux à venir étudier au Québec (+ 39 % entre 2006 et 2012) et que leur choix de parfois étudier en anglais et non en français, agace de nombreux Québécois. Sur les 30 000 étudiants étrangers au Québec, 52 % sont issus de la francophonie, France incluse. Le malheur des uns fera peut-être le bonheur des autres...

BON À SAVOIR

Il n'est plus nécessaire d'obtenir un permis de travail pour travailler hors campus. Les étudiants, dûment munis de leur permis d'étude bien sûr, peuvent travailler, dès leur arrivée, 20 heures par semaine en période scolaire et à plein-temps pendant les vacances. D'autre part, depuis le 1^{er} juin 2014, les institutions d'éducation devront être accréditées pour accueillir des étudiants étrangers. Voir la liste des établissements d'enseignement désignés sur le site du CIC. [→ www.cic.gc.ca](http://www.cic.gc.ca) Aucun problème pour les établissements reconnus. Cela touche essentiellement de petites écoles privées qui proposent des cursus de moins de six mois, comme des écoles de langues qui offrent des cours pendant 5 mois et 3 semaines. Si vous choisissez un établissement « non désigné », vous n'aurez pas le droit de travailler, sauf si vous obtenez un permis de travail à des conditions particulières.

Rentrée

Faites le point

1. La formule

● L'échange universitaire

Si votre établissement a signé une convention avec le Crepuq, vous pouvez bénéficier d'un accord d'échange. Cela signifie que vous partez dans votre université d'accueil pendant un ou deux semestres durant lesquels vous cumulez des crédits, comptant pour votre diplôme français.

[→ www.crepuq.qc.ca](http://www.crepuq.qc.ca)

● L'inscription individuelle

Vous pouvez vous inscrire de manière individuelle dans un établissement de votre choix et décrocher un diplôme québécois. Pour cela, il faut remplir une demande d'admission auprès de l'université choisie. Les établissements anglophones vous demanderont un test de niveau d'anglais (TOEFL).

[→ www.universitesquebecoises.ca](http://www.universitesquebecoises.ca)

2. Les démarches

Vous allez effectuer une démarche d'immigration temporaire.

● Le certificat d'acceptation au Québec (CAQ)

Il donne droit à une couverture sociale. Pour bénéficier du régime d'assurance maladie et hospitalisation ainsi que du régime d'assurance médicaments du Québec, vous devrez vous inscrire auprès de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), le plus tôt possible après votre arrivée.

Frais de dossier : 108 \$ CAN

[→ www.immigration.quebec.fr](http://www.immigration.quebec.fr)

● Le permis d'étude

Délivré par l'ambassade du Canada, il complète votre CAQ

Frais de dossier : 150 \$ CAN

[→ www.amb-Canada.fr](http://www.amb-Canada.fr)

3. Le budget

Les étudiants français paient des droits d'inscription équivalents à ceux de leurs camarades québécois, soit actuellement une moyenne de 1 800 à 2 000 \$ CAN par an. Cela ne s'applique pas aux étudiants en échange, qui versent les droits d'inscription à leur université d'origine française. A cela, il faut ajouter les frais de subsistance (logement, matériel scolaire, nourriture, etc.) que le ministère de l'immigration évalue à un minimum de 10 500 \$ CAN (environ 9 000 € par an). Mais les choses risquent de changer prochainement (voir encadré p.67).

4. Les bourses

Avant votre départ, renseignez-vous auprès du ministère de l'Éducation nationale en France et de votre conseil régional. Le Québec octroie également des bourses, notamment pour les étudiants en troisième cycle. Pour les doctorants, il existe aussi des bourses d'excellence.

[→ http://www.frqnt.gouv.qc.ca/bourses](http://http://www.frqnt.gouv.qc.ca/bourses)

[→ www.bourses.qc.ca](http://www.bourses.qc.ca)

POUR EN SAVOIR PLUS

[→ www.gouv.qc.ca/portail/quebec/international/france/etudes/](http://www.gouv.qc.ca/portail/quebec/international/france/etudes/)

[→ www.etudierauquebec.fr](http://www.etudierauquebec.fr)

[→ www.universitesquebecoises.ca](http://www.universitesquebecoises.ca)



Étudier au cœur de Montréal

L'UQAM offre plus de 300 programmes aux trois cycles d'études, dont plusieurs sont uniques à Montréal, au Québec ou en Amérique du Nord.

DOMAINES D'ÉTUDES

- Arts
- Communication
- Développement durable
- Éducation
- Gestion
- Langues
- Santé
- Science politique et droit
- Sciences
- Sciences humaines



Les quartiers bon marché de Montréal

Ils portent des noms poétiques ou évocateurs du climat et on n'y croise pas des Français à tous les coins de rue ! Les secteurs pas chers de la métropole gagnent à être connus. Les éditions Héliopoles livrent leurs bons plans, à l'occasion de la sortie du guide « S'installer à Montréal ».

Texte et photos **Philippe Renault**

Côte-des-Neiges

Situé à l'ouest du mont Royal, c'est un des arrondissements les plus populaires de la ville. Depuis longtemps déjà, il attire de nombreux nouveaux immigrants, ce qui en fait l'un des quartiers les plus cosmopolites de Montréal. Pas moins de 80 communautés ethniques y sont représentées et on y trouve une importante population étudiante du fait de la proximité de l'Université de Montréal, mais aussi de ses loyers abordables.

Bien desservi par les transports en commun, il compte notamment huit stations de métro, presque un record. Les logements à louer, constitués essentiellement d'appartements, de duplex et de maisons, sont nombreux, mais parfois difficiles à obtenir du fait d'une forte demande. La partie sud, proche du mont Royal et de l'université, est plutôt fréquentée par la classe moyenne ou moyenne supérieure qui aime se rapprocher du quartier huppé et calme d'Outremont sans en subir les prix prohibitifs. Dans le secteur plus au nord et à l'ouest du chemin de la Côte-Sainte-Catherine, les logements sont souvent plus anciens et surtout de moins bonne qualité. De belles demeures cossues côtoient des appartements pas toujours salubres. Cette réputation de quartier défavorisé lui colle à la peau. Côte-des-Neiges bouillonne toutefois de vie. Les commerces sont variés et certains restent ouverts 24 heures sur 24. Il en va de même pour les restaurants très

« cuisine du monde » : vietnamiens, libanais, indiens, italiens, portugais... pour la plupart abordables et authentiques. À Côte-des-Neiges, on peut faire le tour de la planète en un jour.

Hochelaga-Maisonneuve

Voici un des secteurs de Montréal qui a mauvaise réputation. Prostitution, trafic de stupéfiants en pleine rue, homicides et interventions policières à Hochelaga-Maisonneuve occupent souvent la une des journaux. La réalité est cependant plus contrastée. Certes, le quartier a subi la fermeture de nombreuses entreprises et a dû faire face à une hausse du chômage et de la pauvreté dans les années 1980, mais le renouveau est en marche depuis une dizaine d'années.

Les anciennes usines y sont transformées en lofts ou en coopératives d'habitation, les rues commerçantes raajeunissent, l'offre culturelle se développe... bref, Hochelaga-Maisonneuve change. Le quartier reste néanmoins l'un des plus accessibles de la métropole, avec un loyer moyen, tous types de logements confondus, de 652 \$ CAN. Pour combien de temps encore ? Les chantiers de construction qui poussent dans ses rues augurent d'un prochain embourgeoisement, comme c'est déjà le cas avec la place Valois et ses commerces raffinés.

En dehors de quelques zones dites difficiles, Hochelaga-Maisonneuve, un des quartiers les plus étendus de





TYPIQUE
Les escaliers extérieurs, une (pénible) particularité des logements montréalais.

la ville, comporte de nombreux flots résidentiels très agréables. C'est le cas par exemple des abords du Stade olympique et du parc Maisonneuve ou des alentours de la station de métro Joliette. Les zones qui posent encore problème se situent au sud de la rue Ontario et à l'ouest du boulevard Pie-IX. On est loin toutefois de l'époque où les Québécois qualifiaient le coin de coupe-gorge.

Villeray-Parc-Extension

Ce périmètre, qui s'étend de part et d'autre du grand parc Jarry, a conservé sa réputation de secteur ouvrier et populaire. Comme Côte-des-Neiges, c'est aujourd'hui l'un des plus multiculturels. Villeray compte environ 25 % de nouveaux venus récents et Parc-Extension, près de 60 %. Les immigrés grecs de Parc-Extension ont petit à petit été remplacés par des Indiens et des Pakistanais tandis qu'à Villeray, Italiens et Portugais ont cédé la place aux Vietnamiens et aux Maghrébins. Le secteur est réputé pour son grand nombre de locations et ses prix abordables. On y trouve aussi de grands appartements. Les logements sont majoritairement composés de duplex et d'immeubles anciens. Cependant, l'apparition de nouveaux immeubles ou de bâtiments industriels transformés en condominiums vient modifier petit à petit la physionomie de Villeray-Parc-Extension.

Le Sud-Ouest

Cet arrondissement, longtemps parmi les plus défavorisés de Montréal, est constitué de plusieurs quartiers au caractère distinct, mais tous de nature essentiellement populaire. Griffintown, Petite-Bourgogne, Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri... autant de faubourgs qui ont longtemps pâti d'une mauvaise réputation. Qu'on se rassure, pauvreté, criminalité et logements délabrés appartiendront bientôt au passé, car le Sud-Ouest est en pleine mutation. C'est le secteur qui monte. La revitalisation de Griffintown, transformé en un vaste ensemble immobilier assez luxueux, est un bon exemple

de l'embourgeoisement en cours. Le Sud-Ouest, c'est avant tout une proximité avec le centre-ville à pied ou à bicyclette, via les pistes cyclables. Ces dernières longent le canal Lachine, dont les rives autrefois encombrées d'immeubles industriels ont été transformées en trouées vertes invitant à la promenade. On y compte aussi plusieurs stations de métro. On trouve dans ce quartier de belles résidences victorienne, d'anciennes usines ou entrepôts reconvertis en lofts ainsi que de simples logements ouvriers. Certains flots tels que celui de la rue Sébastopol, près du parc des Cheminots, à Pointe-Saint-Charles, comportent de charmantes demeures avec jardin... on se croirait presque en banlieue.

Pour le moment, les loyers y sont abordables, et on peut y dénicher de belles maisons individuelles ou des duplex avec jardin pour moins de 450 000 \$. Bien sûr, quelques zones encore en chantier peuvent rebuter et le manque de commerces se fait aussi parfois sentir. Quant au passé de violence, il s'est considérablement estompé, mais n'a pas totalement disparu. Il est donc prudent de bien se renseigner avant de s'installer.

Incontestablement, un vent de renouveau souffle sur le Sud-Ouest, qui devient une des aires les plus courues de la métropole. De plus en plus d'artistes s'y installent, comme la chanteuse Isabelle Boulay. On peut parier que d'ici à une dizaine d'années, le quartier aura totalement changé.

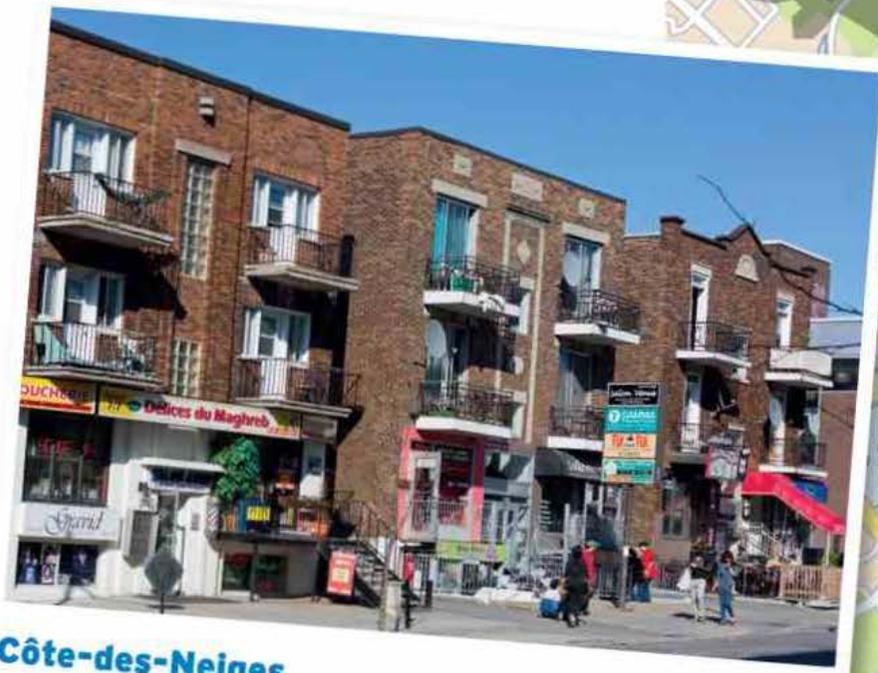
Les autres quartiers pas chers

Saint-Michel, Montréal-Nord, Anjou, Pointe-aux-Trembles, Rivière-des-Prairies, Verdun ■

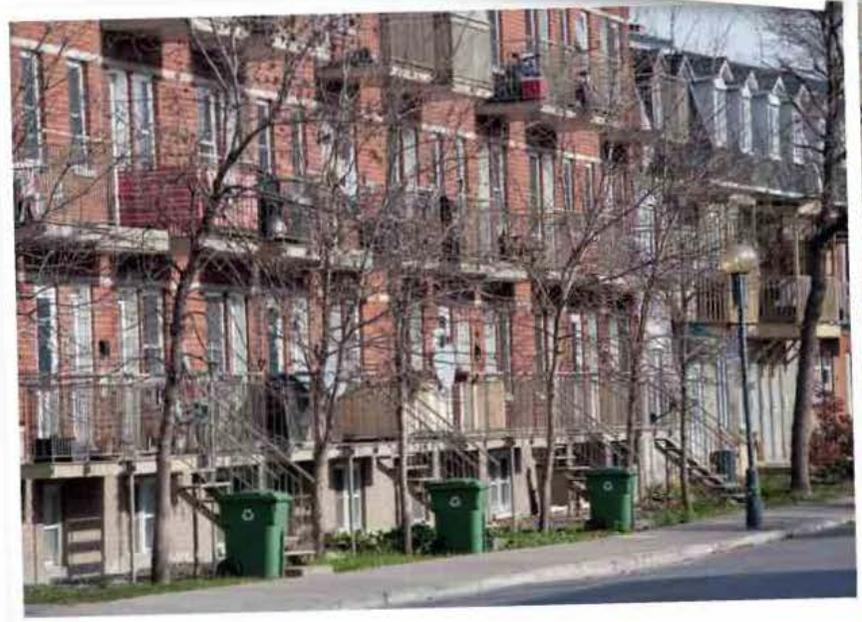
À LIRE

Extrait du guide **S'installer à Montréal**, de Philippe Renault, Editions HélioPoles, 2014.
www.heliopoles.fr

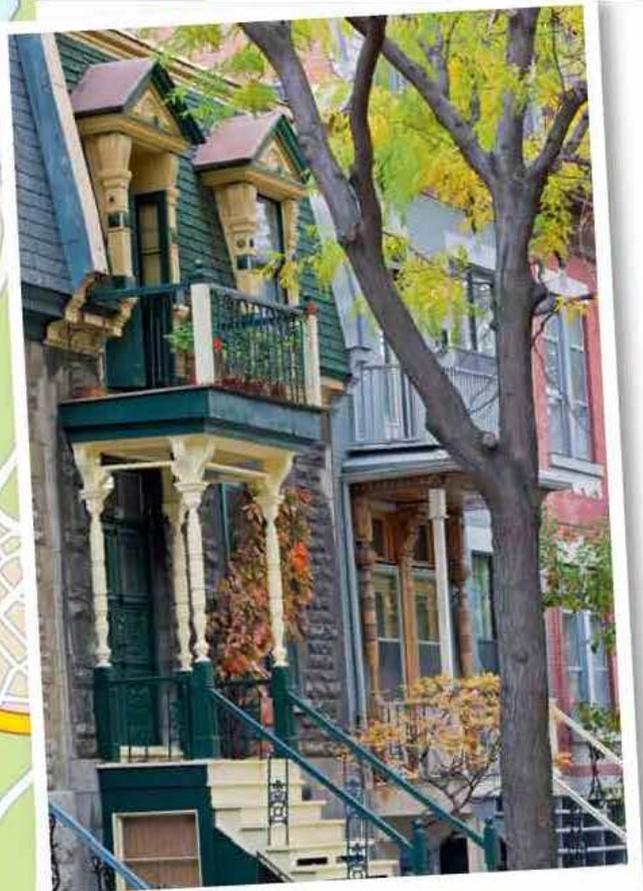




Côte-des-Neiges



Hochelaga-Maisonneuve



Sud-Ouest



Villeray

Déménagement mode d'emploi

Décrypter les annonces

Condominium. Appartement situé dans un immeuble en copropriété. Il est le plus souvent habité par son propriétaire.

Appartement. C'est généralement un logement à louer dans un immeuble appartenant à un seul et même propriétaire.

Duplex ou triplex. Maison de deux ou trois étages, chaque étage étant habité par des personnes différentes. 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2. C'est le nombre de pièces du logement (la salle de bains comptant pour une demi-pièce). Ainsi, un 3 1/2 correspond la plupart du temps à une chambre ; un 4 1/2, à deux chambres, etc.

Semi-meublé. L'équipement électroménager de base (cuisinière, réfrigérateur, parfois machine à laver et sèche-linge) est fourni et inclus dans le loyer.

Chauffé ou non chauffé. Selon que le coût du chauffage est intégré ou pas dans le loyer.

Eclairé. L'électricité est incluse, mais pas le chauffage.

Eau chaude. Le coût de l'eau chaude est compris dans le loyer. À noter que l'eau froide est gratuite à Montréal.

Pl. B.F. (Plancher de bois franc). Un parquet.

Poêle. Une cuisinière.

Prix moyen à la location d'un appartement de 2 chambres*

Montréal : 719 \$ CAN (de 600 à 1300 \$ selon le quartier)

Toronto : 1202 \$ CAN

Vancouver : 1 255 \$ CAN

Canada : 911 \$ CAN

*En avril 2013

Prix moyen à l'achat des logements**

Montréal : 323 000 \$ CAN

Toronto : 534 000 \$ CAN

Vancouver : 786 500 \$ CAN

Canada : 386 000 \$ CAN

**En septembre 2013



1^{er} juillet tout le monde déménage (ou presque)

Le Québec est probablement le seul endroit au monde où l'on déménage à une date fixe. Ici, environ 300 000 personnes quittent leur logement chaque 1^{er} juillet, et près d'un habitant sur cinq à Montréal. En effet, 70 % des baux du Québec entrent en vigueur le 1^{er} juillet. C'est un peu comme si des milliers de personnes se mettaient à jouer le même jour au jeu des chaises musicales. Chaque locataire cède sa place, immédiatement prise par un autre, tout en espérant que son prédécesseur aura déjà sorti ses meubles... Tout est affaire de logistique et cela exige beaucoup de civisme et de compréhension de la part des sortants comme des entrants. Organisation et efficacité sont les maîtres mots et le temps est le grand ordonnateur de cette journée pas comme les autres. Néanmoins, cette tradition du 1^{er} juillet s'effrite au fil des années avec des déménagements étalés de mai à septembre. Cependant, si vous voulez changer de domicile à une autre période, ne vous inquiétez pas : de nombreux baux débutent en septembre et tout au long de l'année. Bon à savoir pour ceux qui peuvent emménager en hiver : le prix des déménageurs professionnels peut être moitié moins élevé.

Infos pratiques

Sites Internet de location

↳ www.lespac.com

↳ www.montreal.kijiji.ca

↳ www.montreal.fr.craigslist.ca

↳ www.toutmontreal.com

↳ www.cherchetrouve.ca

↳ www.hostels.com/fr/montreal/canada (pour trouver une auberge de jeunesse)

Journaux qui diffusent des annonces

↳ Le Journal de Montréal

↳ La Presse

↳ Les gratuits : Voir, Métro, 24 heures

Annonces de colocation

↳ montreal.kijiji.ca

↳ montreal.fr.craigslist.ca

Ces deux sites proposent gracieusement des annonces de colocation. Attention aux sites payants qui sont souvent des coquilles vides voire des arnaques. Les « babillards » (panneaux d'affichage) des universités constituent un bon moyen de trouver une colocation.

Energie

Hydroquébec ↳ 514 385 72 52

Gaz métropolitain ↳ 514 598 32 22

Vos droits et obligations

Régie du logement ↳ www.rdl.gouv.qc.ca

Guide du consommateur canadien

↳ www.guideduconsommateur.ca

Acheter un logement

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) fournit sur son site un guide très complet, étape par étape, destiné à ceux qui souhaitent acquérir un logement, avec notamment divers calculateurs en ligne : budget, capacité d'emprunt, remboursements, prime d'assurance hypothécaire, etc.

↳ www.cmhc-schl.gc.ca

Extraits du guide S'installer à Montréal, éd. Hélopoies

Destination Montréal • Québec • St-John • Toronto • Calgary • Vancouver

Prêt pour le grand saut ?

Séjourner Immigrer
Se loger S'assurer
Investir Étudier
Travailler
S'installer



CAP Projets : des professionnels qui vous accompagnent !

Des spécialistes à votre service :
Assurance, immobilier, mobilité professionnelle,
immigration (temporaire ou permanente), fiscalité,
financement, investissement, franchise, ...
On vous accompagne de A à Z !

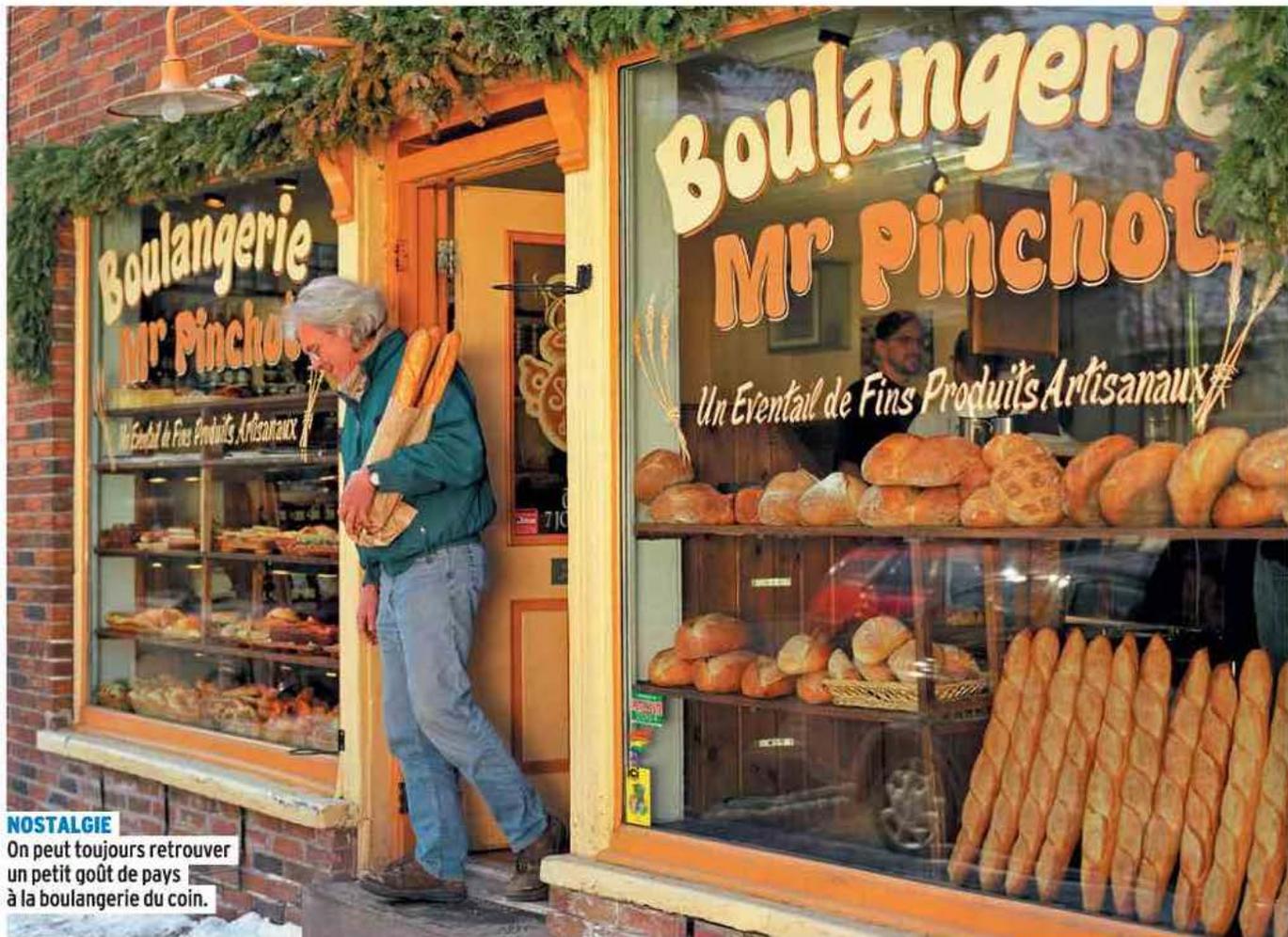
Contactez-nous :
Tél. (1) 514 933 68 95
Fax (1) 514 278 08 55
Email : projets.qc.ca@gmail.com
www.capcanada.info



La France sur un Plateau

Le quartier du Plateau Mont-Royal, « La Petite France » pour les intimes, est-il en train de susciter une vague de ressentiment anti-Français ?

Par **Nathalie Schneider**



NOSTALGIE

On peut toujours retrouver un petit goût de pays à la boulangerie du coin.

L'avenue du Mont-Royal, l'une des plus célèbres artères de Montréal, qui grimpe doucement vers la Montagne (le mont Royal) a bien changé en quelques décennies. Fini les menus du midi à 5,99 \$ (fèves au lard et french fries, ketchup et relish inclus) et les boutiques de linge « à rabais ». Même l'Aubainerie, le populaire « magasin à rayons », a rafraîchi ses stocks et modernisé ses espaces clients. Ce faisant, elle a aussi

monté ses prix. Aujourd'hui, pour se vêtir élégamment sur l'avenue, on achète des créations locales ou importées (surtout européennes) en grignotant des macarons. Même la poutine, la spécialité gastronomique du Québec, qu'on ne présente qu'à ceux qui n'ont jamais mis le pied dans la Belle Province, a l'air de lever le nez sur son passé grasseyé (frites baignant dans une sauce brune et parsemées de « crottes » de fromage). Désormais, on

vous la sert garnie au foie gras et nappée de Pied de vent (fromage québécois artisanal). L'avenue Mont-Royal se trouve au cœur du Plateau, magistralement dépeint par le célèbre auteur québécois Michel Tremblay dans ses romans et ses pièces de théâtre. Ce quartier, autrefois habité par des ouvriers francophones, loin des demeures cossues des patrons anglophones situées plus à l'ouest, est passé d'une ambiance populaire et familiale à celle

d'un ghetto à bobos. Les urbanistes parlent de « gentrification » d'un quartier. Il y a de cela, mais pas seulement.

Le Français est bien équipé!

Arpentez l'avenue à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, vous y croiserez inmanquablement des grappes de jeunes en doudoune Canada Goose et en bottes Sorel, sac à dos Quetchua négligemment porté sur l'épaule. Et si vous demandez l'heure à l'un d'eux, vous savez déjà qu'il vous la donnera avec l'accent de Neuilly-sur-Seine ou de Toulouse, en écrasant sa clope sur la chaussée (car les Français fument encore beaucoup par rapport aux Québécois). Bref, l'avenue du Mont-Royal est devenue LE repaire des Français installés au Québec. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : la communauté hexagonale du Québec s'est accrue de 72 % en dix ans. Et sur les 100 000 expatriés vivant à Montréal, environ 28 % choisissent le Plateau pour sa qualité de vie indéniable, qui répond à leurs habitudes de vie – surtout alimentaires. Boulangeries, boucheries et petits cafés ont en effet détrôné les grands supermarchés d'alimentation. Un phénomène auquel ils ne cessent, d'ailleurs, de participer ; ce sont précisément les immigrants français qui sont à l'origine de tous ces petits commerces.

Le débat houleux sur la Charte identitaire québécoise (voir page 82) qui a divisé la province à l'automne dernier a eu, entre autres effets, celui de faire émerger dans les médias la question de la francisation du Plateau (et de Montréal plus largement). « L'occupation massive d'un quartier par une communauté culturelle, quelle qu'elle soit, a toujours le même effet pervers : cela crée un ghetto, analyse Luc Larrivée, un Québécois de 48 ans qui a toujours vécu sur le Plateau, par ailleurs très francophile et ouvert sur les différentes communautés culturelles. Et malheureusement, cette concentration peut provoquer un rejet fâcheux de la part des Québécois purs et durs ! » Normal, diront les anthropologues, pour un peuple minoritaire qui a dû (et doit encore) se battre farouchement pour défendre sa langue et sa culture dans un pays majoritairement anglophone. Le spectre de l'assimilation culturelle sommeille toujours dans l'inconscient collectif des Canadiens français.

« Sur le Plateau, dans certains *party* du vendredi ou du samedi soir, il n'y a que des Français », s'étonne Naïs Hémon, une étudiante québécoise d'origine française. C'est comme s'ils recréaient une microsociété entre eux, sans vraiment s'intéresser à la culture du pays où ils vivent. Même si ceux-ci sont sur-

tout des PVTistes (voir page 36). » En colocation avec d'autres compatriotes, ils décrochent facilement une jobine dans une boutique ou un café du coin. Du coup, clients comme employés sont parfois tous Français ! De quoi redonner une nouvelle jeunesse à l'expression bien connue de « maudits Français ». Yann Rocq, lui, en a fait le titre de son blog remarqué (100 visites quotidiennes) en ligne depuis dix ans. Ce Français de 39 ans, qui est passé par l'École nationale de l'humour, à Montréal, y jette son regard décalé sur le Québec avec des observations souvent originales et toujours spirituelles. « Ce qui m'agace, ce sont les Français qui ont fui la France et qui la renient. Ceux-là n'ont pas choisi le Québec pour ce qu'il est. » Quant à savoir s'ils sont trop nombreux, Yann rejette la question en bloc : « Pourquoi y en aurait-il trop ? Le fantasme de la pureté culturelle québécoise fait les choux gras d'une certaine presse qui pointe des microphénomènes et ignore les autres. Les Autochtones du Québec ont plus de soucis à se faire sur leur assimilation culturelle que les Québécois "pure laine", comme on dit ici ! » Dans son blog, il commente notamment un article paru en décembre dernier dans le quotidien gratuit *Métro*, intitulé *Guide pour éviter d'être un maudit français*. La ●●●

Aux beaux jours,
Montréal possède une
véritable vie de quartier :
les enfants investissent les auelles,
les écureuils font les poubelles,
les ventes de garage
s'organisent au coin
des rues...

« Et les escaliers extérieurs deviennent un point de rendez-vous
pour un café entre voisins. »



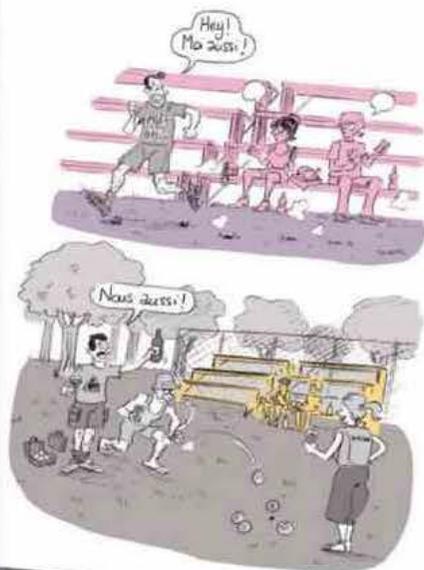
« C'est la période idéale pour chercher son appartement... »



« et le trouver ! »



Une fois l'appartement trouvé, il ne reste plus qu'à s'occuper...



●●● journaliste y détaille l'attitude que tout Français doit adopter sous peine de recevoir l'injure en pleine face : ne pas se plaindre de l'hiver, ne pas draguer au travail, éviter de se comparer aux Québécois et... vivre ailleurs que sur le Plateau!

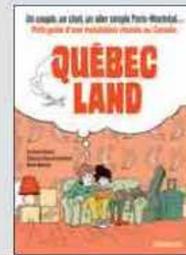
Le Français est snob

Alors, est-ce qu'il « Y'a trop de Français sul'Plateau » ? C'est en tout cas le tube du moment. La « toune » s'est propagée à toute allure sur YouTube. Plus de 100 000 visionnements en moins d'un mois ! Son auteur, Fred Fresh, un jeune concepteur publicitaire et musicien français, y chantonne, sur un ton badin et volontairement provocateur, tous les clichés véhiculés sur les Français vivant à Montréal – et sur le Plateau en particulier. Sur la vidéo, il sautille, une baguette de pain à la main, dans différents lieux bien connus du quartier : « Mon quartier a des airs de territoire occupé par une bande de snobinards qui travaillent dans la com... » « Cette "toune", c'est l'histoire des Français qui se moquent des Français qui habitent sur le Plateau, résume Fred Fresh. Une tendance qu'on observe surtout chez les immigrants des anciennes générations qui s'approprient l'idée originale d'être venus vivre au Québec et la refusent aux immigrants récents. Ce phé-

nomène d'auto-exclusion culturelle est typiquement français. Les immigrants d'autres pays démontrent souvent plus de solidarité et d'empathie à se retrouver en terre étrangère et se tiennent les coudes. » Quoi qu'il en soit, si vous trouvez qu'il y a trop de compatriotes sur le Plateau, il existe une solution : changez de quartier !

A Montréal, ou ailleurs au Québec, ce n'est pas l'espace qui manque... ■

À LIRE



Québec Land, Petit guide d'une installation réussie au Canada. Pauline Bardin, Edouard Bourré-Guilbert et Aude Massot, Paris, Sarbacane, 2014.



CLICHÉ

Le pastiche de Fred Fresh a été vu plus 100 000 fois sur YouTube.

BANQUE NATIONALE DU CANADA, UNE BANQUE DE CHOIX!

Banque Nationale du Canada propose des services financiers depuis plus de 150 ans à une clientèle de particuliers, de PME et de grandes entreprises.

- Plus de 450 succursales et 937 guichets automatiques au Canada.
- L'accès au réseau Maestro^{MD, 1}, vous permettant d'utiliser votre carte de débit dans près de 13 millions de commerces et dans plus de 100 pays.
- L'accès à vos comptes bancaires en tout temps, grâce aux Solutions bancaires par Internet et aux Solutions bancaires mobiles².

bnc.ca/immigrer



¹ Des frais de conversion de devises s'appliquent. Pour tous les détails concernant les opérations effectuées en devises étrangères, référez-vous à la *Convention d'utilisation des Services automatisés et des Solutions bancaires électroniques*, disponible au bnc.ca. Une opération effectuée dans une devise étrangère autre que le dollar américain sera d'abord convertie en dollars américains et par la suite en dollars canadiens.

² Certaines versions de fureteurs sont requises afin d'accéder aux Solutions bancaires par Internet et aux Solutions bancaires mobiles de la Banque Nationale. À cet effet, visitez le bnc.ca/fureteurs.

^{MD} Maestro est une marque déposée de MasterCard International inc.

© 2014 Banque Nationale du Canada. Tous droits réservés. Toute reproduction totale ou partielle est strictement interdite sans l'autorisation préalable écrite de la Banque Nationale du Canada.



SHAUN BEST/REUTERS

Cris et chuchotements autour du voile

Dans une province où la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'a jamais été édictée comme en France, l'afflux récent d'immigrés de confession musulmane suscite bien des débats. Enquête au pays des « accommodements raisonnables ».

Par Isabelle Grégoire

Pendant des mois, un projet de loi a mis le Québec en ébullition et attisé un débat qui existe depuis longtemps en France et dans bien d'autres pays européens mais qui n'avait jamais été aussi vif dans la Province. Le Parti québécois (PQ), au pouvoir jusqu'au 7 avril dernier, a voulu imposer une charte affirmant « les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement » et dont l'élément le plus discuté était l'interdiction des « signes religieux ostentatoires » (hijab, kippa, turban) aux membres du personnel des organismes publics et parapublics. Car, contrairement à la France, « notre législation souffre d'un déficit en cette matière puisque la laïcité de l'État n'est affirmée nulle part, tandis que la liberté individuelle de religion est constitutionnalisées » rappelle un col-

lectif d'intellectuels pour la laïcité. Dans une province historiquement marquée par le catholicisme mais dont les habitants ont déserté les églises depuis les années 1970, la laïcité n'avait jamais vraiment été un sujet de débat. Jusqu'à ce que des revendications de minorités, juifs hassidiques, Sikhs et, beaucoup plus récemment, quelques musulmans nouvellement arrivés troublent le consensus qui prévalait jusque-là. Si l'élection de Philippe Couillard (Parti libéral) au poste de premier ministre du Québec, a porté un coup d'arrêt à ce projet, les tensions qu'il a engendrées n'ont pas été effacées pour autant. Pour nombre de Québécois « de souche » et d'immigrants, il est grand temps de réaffirmer la neutralité de l'État et d'encadrer les demandes d'accommodements religieux. Afin que tout le monde puisse vivre en harmonie dans un Québec de plus en plus diversifié. Un projet de loi

sur la laïcité – moins contraignant que celui du PQ – a d'ores et déjà été annoncé par le nouveau gouvernement. Il ne serait plus question, notamment, de bannir les signes religieux, mais obligatoire de donner et de recevoir les services publics à visage découvert.

Cachez ce corps...

Les discussions sur le sujet ne datent pas d'hier. En 2006-2007, le Québec a traversé une crise des « accommodements raisonnables » (issue du monde du travail, cette notion juridique canadienne consiste à aménager une norme pour éviter qu'une personne ne soit discriminée par son application stricte) après la médiatisation de différents cas ayant semé l'émoi dans la population. Parmi les plus célèbres : celui d'un centre sportif montréalais qui avait accepté, à la demande de la communauté juive hassidique, d'opacifier ses fenêtres afin d'éviter que les élèves de la synagogue voisine ne voient les femmes s'entraîner en justaucorps.

Cette crise a entraîné un débat national sur l'immigration et la mise sur pied d'une « Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles ». En 2008, celle-ci a émis une trentaine de recommandations destinées à mieux intégrer les immigrants et à les protéger contre la discrimination, tout en sensibilisant les Québécois au pluralisme et à la diversité culturelle.

Ces recommandations sont toutefois restées pour la plupart lettre morte, à l'exception de l'instauration du cours d'Éthique et culture religieuse, désormais obligatoire dans les écoles primaires et secondaires du Québec. Ce programme laïque, qui vise à former des citoyens respectueux des différences en les initiant aux grandes religions, a lui aussi soulevé la polémique. Certains Québécois y ont vu un « endoctrinement » au multiculturalisme canadien, redoutant que le patrimoine religieux québécois catholique n'y soit dilué et, du même coup, l'identité québécoise dans son ensemble.

C'est justement cette fibre identitaire – et le nationalisme québécois – qu'a voulu réveiller le gouvernement minoritaire de Pauline Marois avec son projet de charte de la laïcité annoncé à la fin de l'été 2013. Les sondages lui ont d'ail-

leurs donné raison : plus de la moitié des Québécois — et près de 70 % des francophones — appuyaient l'interdiction des signes religieux ostentatoires.

Le débat sur la charte a fini par scinder la population québécoise en deux camps distincts qui semblaient irréconciliables. « Ça a pourri le climat social et créé une immense peur des musulmans », déplore Kenza Bennis, responsable de la rubrique société au magazine *Elle Québec*, venue du Maroc pour s'établir à Montréal voici quinze ans. « Tout ça en amplifiant de fausses croyances selon lesquelles les immigrants musulmans ne veulent pas s'intégrer et ne partagent pas les valeurs des Québécois comme la laïcité et l'égalité hommes femmes. » De fait, alors que le projet de charte de la laïcité du Parti québécois visait toutes les religions, c'est essentiellement sur l'islam — et sur le port du voile — que s'est focalisé le débat. Cherchant à attirer des immigrants francophones, le Québec accueille de nombreux Maghrébins (en-

tre 8000 et 10000 par an; ils étaient près de 110000 en 2011 dans la Belle Province). Parmi eux, de nombreuses femmes travaillant dans les garderies, dans le milieu scolaire ou celui de la santé — tous ciblés par la charte — qui auraient risqué de perdre leur emploi en refusant d'ôter leur voile durant leurs heures de travail.

« Sous prétexte de défendre l'égalité hommes femmes, on aurait ainsi discriminé les femmes », dit Samira Laouni, originaire du Maroc, présidente de l'organisme Communication pour l'ouverture et le rapprochement interculturel (COR), qui a combattu la charte du PQ. « On n'aurait pas mesuré la barbe d'un homme pour déterminer si elle était ostentatoire ! »

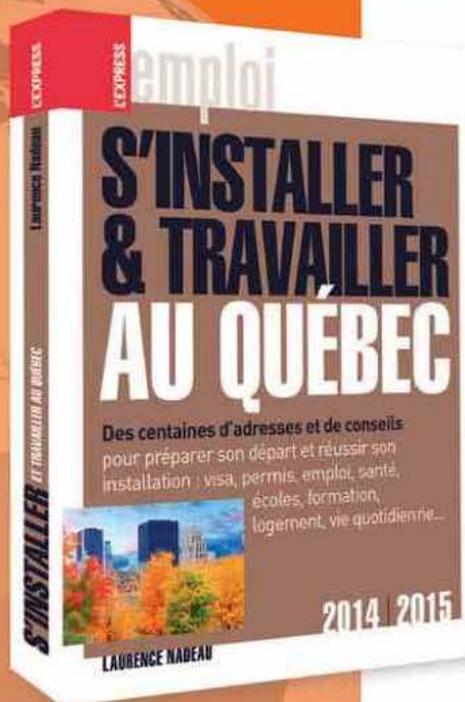
Le thème du hijab a enflammé les réseaux sociaux et les médias traditionnels, entraînant quelques dérapages. Des

femmes voilées ont ainsi été prises à parti dans le métro de Montréal et dans un centre commercial à Québec, d'autres se sont fait insulter dans la rue et même arracher leur voile — sans parler des

50% des Québécois ont une opinion négative des musulmans et craignent la menace intégriste

propos racistes déversés sur le Web. Élément positif malgré tout, aux yeux de Lamine Foura, la non-radicalisation de la communauté musulmane. « Restée calme durant toute la crise, elle a réagi de façon citoyenne avec un taux de participation record au scrutin provincial », se réjouit cet Algérien d'origine installé au Québec depuis 1999, cofondateur du Congrès maghrébin au Québec et animateur de radio, qui a milité contre la charte. Des centaines d'immigrants bénévoles se sont en effet mobilisés ●●●

Le Québec recrute plus de 12 000 Français chaque année ! Pourquoi pas vous ?



Avec ce guide de référence, vous découvrirez :

- ✓ Comment **obtenir un visa** pour travailler ou étudier ?
- ✓ Toutes les astuces pour **obtenir votre PVT** et **trouver un emploi** sur place
- ✓ Quels sont **les profils recherchés** et les **secteurs qui recrutent** ?
- ✓ Comment **chercher du travail**, **trouver un logement** ?
- ✓ Comment y **créer son entreprise** ?
- ✓ **Quelles démarches** faut-il accomplir dès son arrivée ?

Commandez la version papier
ou téléchargez la version numérique
sur www.lexpress.fr/librairie

EN LIBRAIRIE
le 3 juillet
à jour des nouveaux
dispositifs d'immigration

●●● pour « faire sortir le vote » et empêcher la réélection du PQ.

N'empêche que, selon divers sondages réalisés en 2013-2014, 50 % des Québécois ont une opinion négative des musulmans et plus de la moitié estiment qu'il existe une menace intégriste musulmane au Québec. « Un immense malentendu », estime Kenza Bennis. « La plupart des Maghrébins du Québec

« À quoi sert d'émigrer si c'est pour reproduire le schéma de nos sociétés d'origine ? »

ont fui l'intégrisme et sont très peu pratiquants, dit-elle. Je suis moi-même férocement laïque et féministe. »

Se présentant elle aussi comme féministe et laïque, l'essayiste et militante Djemila Benhabib, auteure de *Ma vie à contre Coran* et *Les soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident*, croit au contraire que des organismes islamistes sont à l'œuvre au Québec. « Durant la campagne électorale, ils ont pesé de tout leur poids pour intimider les immigrants en faveur de la charte », affirme cette candidate défaite du Parti québécois, qui a grandi en Algérie et est arrivée au Canada en 1997. « Je reçois moi-même fréquemment des menaces pour faire taire ma voix. »

Alors que les communautés musulmanes sont souvent présentées comme homogènes, Djemila Benhabib observe qu'on retrouve au Québec la même pluralité de positions idéologiques que dans les pays d'origine. « Or, les moyens sont asymétriques : autant il est difficile pour les laïcs de s'exprimer, autant il est facile pour les communautaristes de le faire : ils ont le soutien des réseaux islamistes, des mosquées et de pays étrangers qui les aident financièrement. »

En s'installant au Québec avec sa famille en 2007, l'Algérienne Hassiba Idir, coordonnatrice d'un organisme d'intégration des immigrants, recherchait la liberté, la laïcité et la démocratie. Elle a aussitôt appuyé la charte. « Dommage que certains immigrants l'aient interprétée comme une ingérence dans leur religion, dit-elle. Alors qu'il était seulement question de ranger les signes religieux durant les heures de travail. »

Pour donner une voix aux Québécois originaires du Maghreb ne se reconnais-

sant pas dans le discours des associations religieuses, Akli Ourdja, Algérien d'origine, a cofondé l'Association québécoise des Nord-Africains pour la laïcité (Aqnal) en 2013. « A quoi sert d'émigrer si c'est pour reproduire le schéma de nos sociétés d'origine ? demande-t-il. Dans nos pays, nous avons vécu l'émergence du mouvement islamique et la répression des valeurs de laïcité et de démocratie. Et nous ne voulons pas revivre ça. »

Y aurait-il une montée de l'intégrisme au Québec comme le redoute une partie de la population ? « Non, répond

Frédéric Castel, chercheur à la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). L'intégrisme est relativement réduit au Québec et cette frange plafonne, voire s'affaiblit, avec les années. » Notamment, explique-t-il, parce que les musulmans qui immigreront au Québec sont hautement scolarisés. « Ils viennent pour trouver des emplois et ne forment pas de ghettos : il n'y a donc pas de terreau permettant à l'islam intégriste de croître. » Selon les statistiques fédérales, à peine 15 % des musulmans du Québec se rendent à la mosquée de façon assidue et 60 % n'y vont jamais. « Ce sont les chiffres de fréquentation les plus bas du Canada. »

Le soir de son arrivée au pouvoir, le nouveau Premier ministre de la province, Philippe Couillard, a plaidé pour la ré-

conciliation. « Le temps des blessures est derrière nous », a-t-il déclaré, en s'adressant notamment aux immigrants. Tandis que le ministère de l'Immigration était rebaptisé Immigration, Diversité et Inclusion.

Pour Djemila Benhabib comme pour Akli Ourdja, le nouveau gouvernement fait ainsi fi de tous ceux qui étaient en faveur de la charte. « Résumer le débat sociétal à des blessures, c'est ne pas comprendre sa profondeur et sa pertinence, dit Djemila Benhabib, qui estime que le temps donnera raison au Parti québécois (celui-ci conserve d'ailleurs son projet de charte dans son programme, incluant l'interdiction des signes religieux). C'est reprendre le discours des organisations politico-religieuses, pour la plupart musulmanes, qui disent en avoir été offensées. »

La réconciliation est-elle possible ? « Tout dépendra des politiques publiques, répond le Tunisien Français Haroun Bouazzi, au Québec depuis quatorze ans », coprésident de l'Association des musulmans et des Arabes pour la laïcité au Québec (AMAL). « Il faut clore ce débat et aller de l'avant avec une charte consensuelle. » Selon Bouazzi, des campagnes de sensibilisation contre la discrimination, le racisme et l'islamophobie seront nécessaires. Puis, il faudra s'attaquer aux « vrais problèmes » : la reconnaissance de diplômes et le taux de chômage des Maghrébins — en moyenne trois fois supérieur à celui de la moyenne québécoise ■

POLICIÈRES EN HIJAB

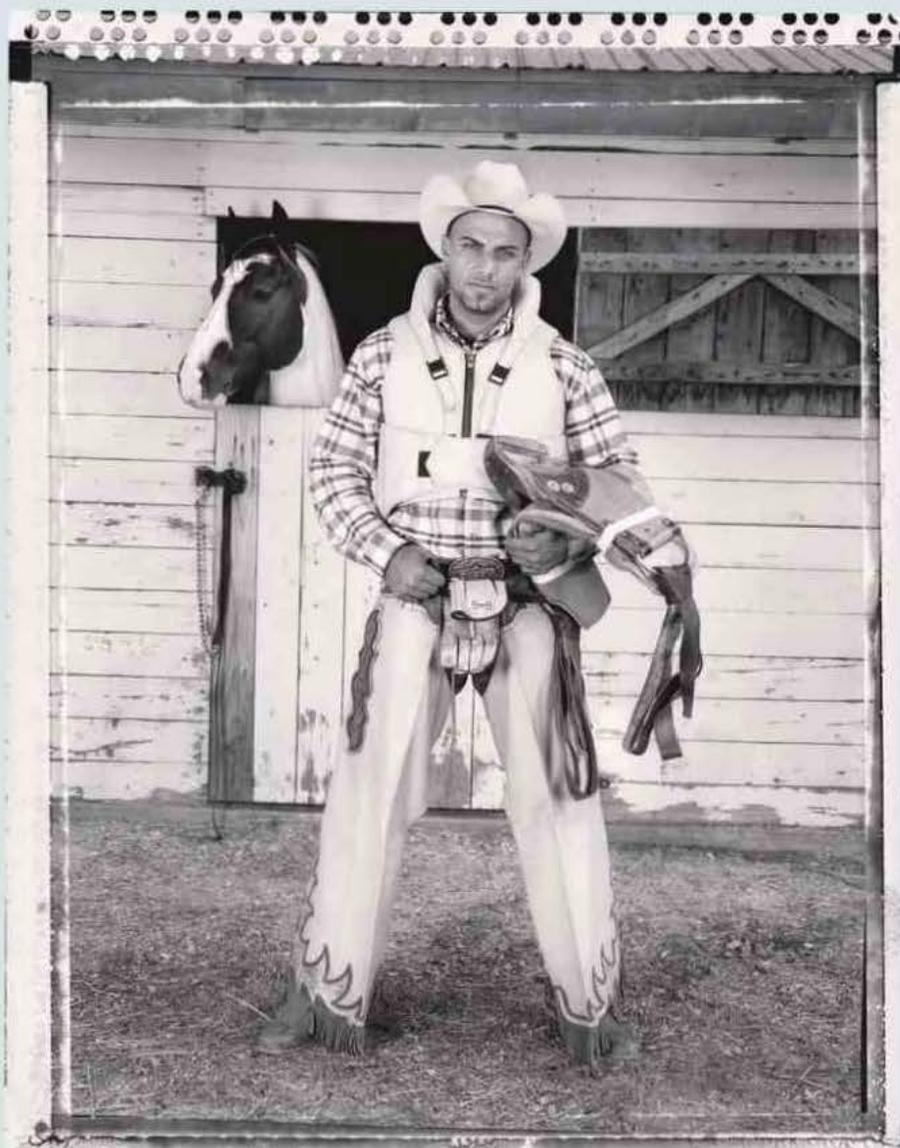
« Nous ne nous soucions pas de ce que vous avez sur la tête. Mais de ce qu'il y a à l'intérieur. » Sur la publicité de l'hôpital Lakeshore Health d'Oshawa (Ontario), une jeune médecin souriante arbore un hijab orange et rose fluo. Diffusée en septembre dernier dans le journal étudiant de l'université anglophone McGill, à Montréal, cette annonce visait clairement à recruter les futurs professionnels de la santé refroidis par le projet de loi québécois visant à abolir les signes religieux ostentatoires dans le secteur public. Conformément à la politique canadienne sur le multiculturalisme, enchâssée dans la Charte des droits et libertés, le port des signes religieux est admis dans diverses institutions du pays. La police d'Edmonton (Alberta) a même créé un uniforme incluant un hijab en décembre dernier. Objectif : refléter la diversité culturelle grandissante de la ville et attirer plus de femmes. La police de Toronto autorise quant à elle le port du hijab depuis 2011. Quant aux Sikhs membres de la Gendarmerie royale du Canada, ils peuvent coiffer leur turban depuis 1990.

Une contrée très country

Le plus grand rodéo de la côte est nord-américaine se tient à St-Tite, près de Montréal. Une façon de rappeler que les cow-boys du nouveau monde parlent aussi le français...

Par **Laurence Pivot**
Photos : **Roland Lorente**

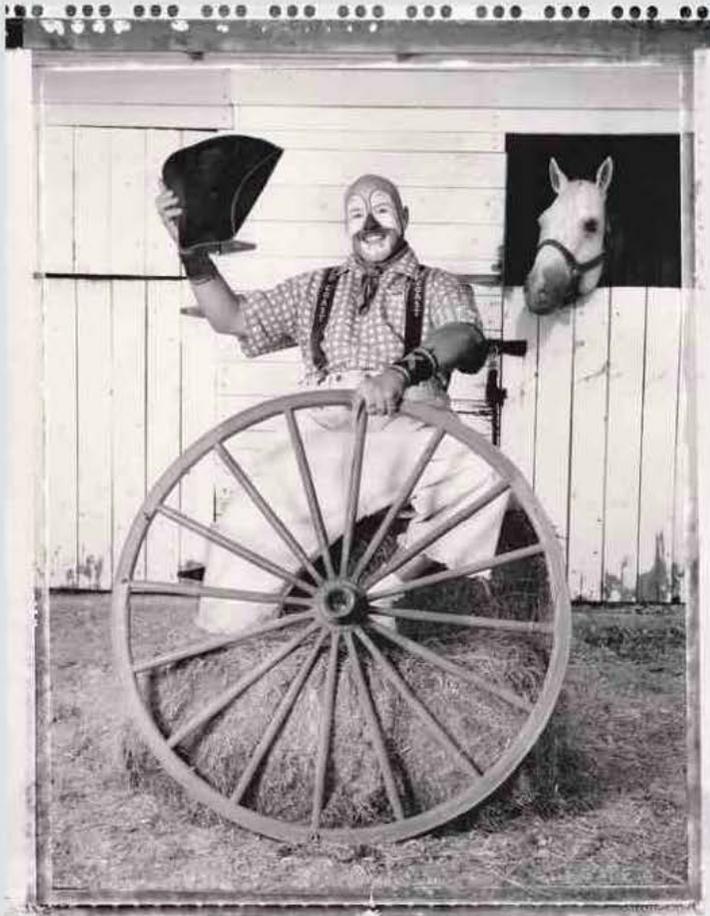
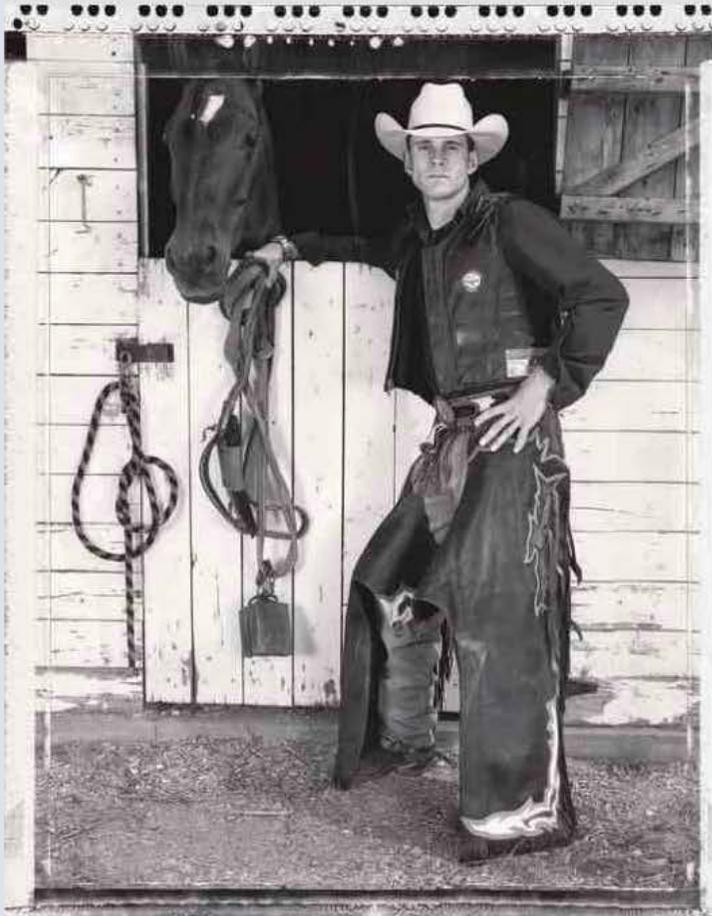
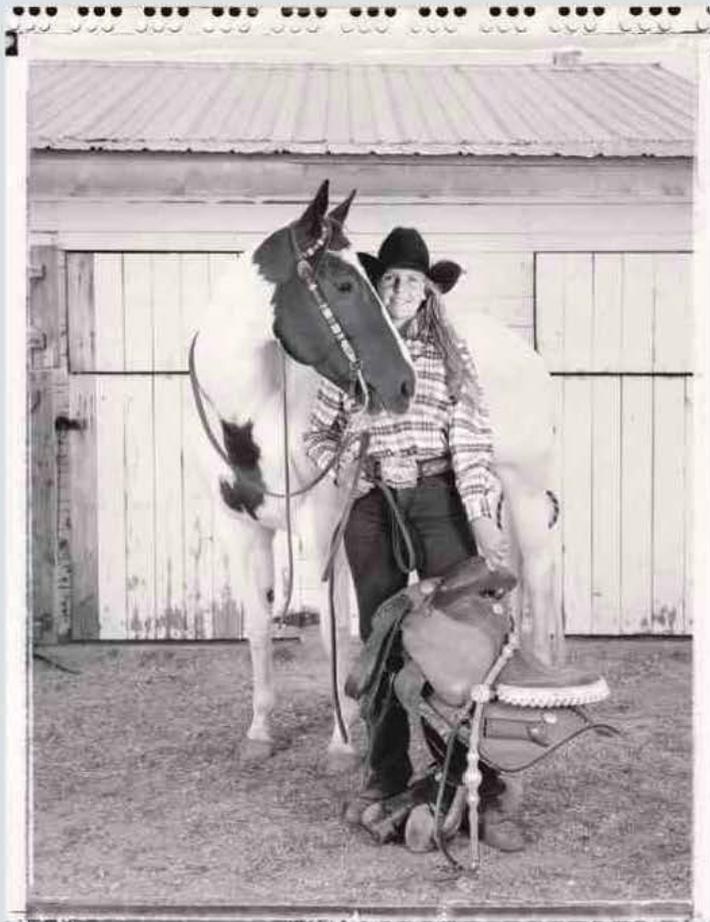
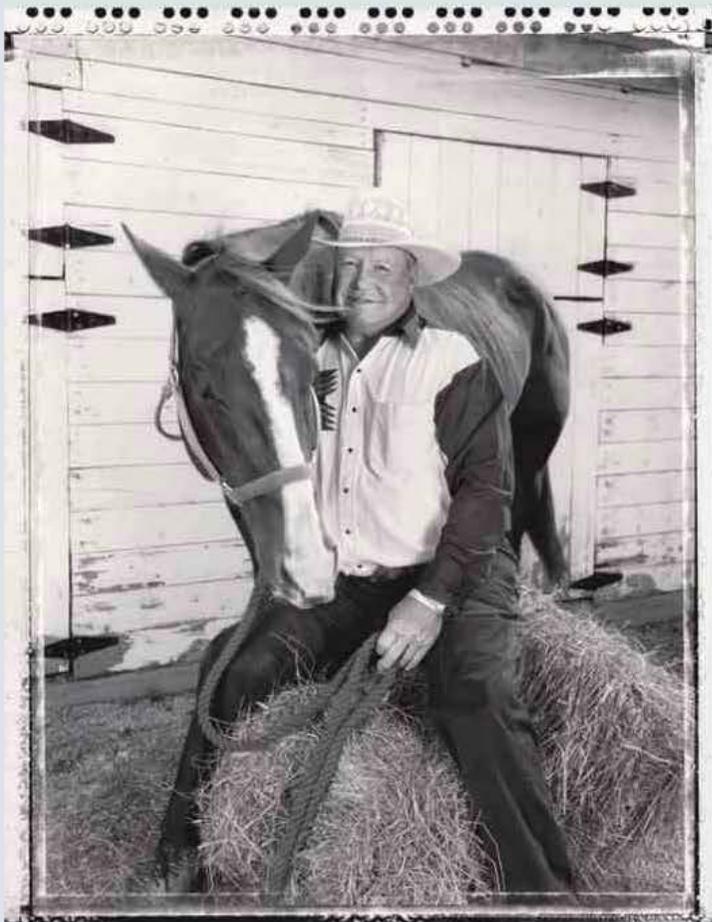
Je pense que c'est dans les gènes des Québécois d'être cow-boys, dit un célèbre chroniqueur télé du Québec, Christopher Hall. Il fallait bien avoir l'esprit d'aventure pour quitter Saint-Malo et fonder la Nouvelle-France, non ? » Oui, sans aucun doute ! Pour les Français cependant, les cow-boys se trouvent habituellement plus à l'ouest du continent. Au Québec pourtant, on trouve les grands espaces, les chevaux, les pionniers et les violoneux, bref, tout le folklore de la culture « country », y compris les rodéos. Il suffit de se rendre à la mi-septembre à Saint-Tite, à deux heures de Montréal. La charmante bourgade de 4 000 habitants se transforme chaque année en une gigantesque ville western accueillant pendant dix jours plus de 600 000 visiteurs ! Veste à franges, chapeau de cow-boys et Santiag obligatoires. De l'aube aux petites heures de la nuit, vrais et faux cow-boys boivent de la bière, dansent en ligne sous de grands chapiteaux et engloutissent des tonnes de hamburgers. Créé en 1968, le festival de St-Tite est considéré aujourd'hui comme la meilleure attraction western de l'Est du Canada et l'un des grands rodéos extérieurs d'Amérique du Nord. Ce qui rend très fiers les cow-boys québécois, toujours heureux de damner le pion aux Étatsuniens et aux Canadiens anglophones. D'autant qu'ils sont de plus en plus nombreux à venir se frotter aux « French ». St-Tite est devenu une étape importante dans le circuit des rodéos professionnels et l'élite du continent s'y retrouve dorénavant. Aux accents de la Belle Province se mêlent donc ceux de l'Oklahoma, du Missouri ou de l'Alberta, tous aussi difficilement compréhensibles car un vrai cow-boy parle et chique du tabac en même temps ! Contrairement aux clichés, les cow-boys ne sont pas tous solitaires et machos. Le rodéo est en fait souvent une affaire de famille. Et les filles, même très jeunes, ne font pas que regarder... St-Tite, c'est un peu l'apogée de la culture country du Québec.



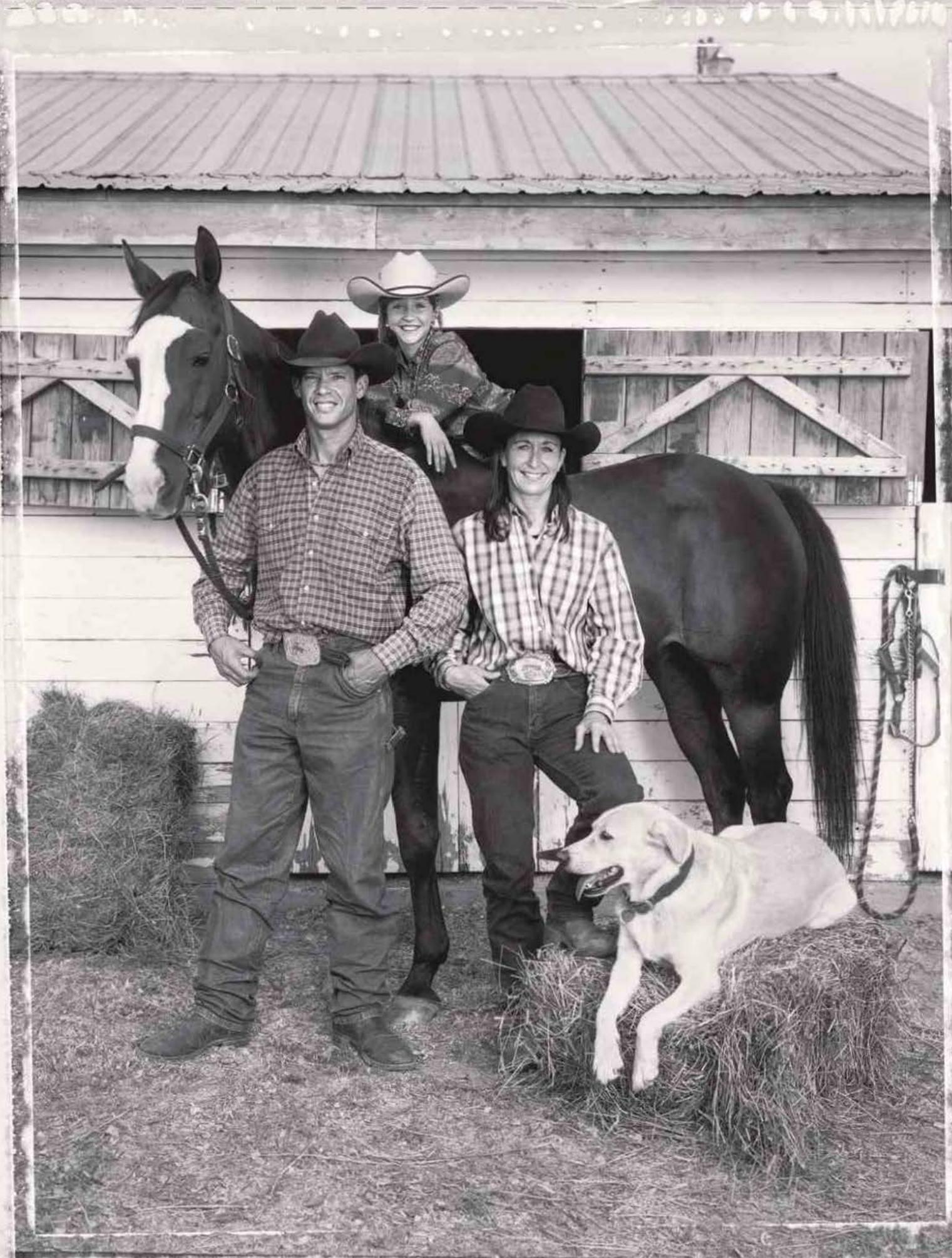
Dans le civil, ce beau cow-boy est technicien en informatique. Mais son truc à lui, c'est la monte des étalons sauvages. Une poussée d'adrénaline qui ne dure guère plus d'une dizaine de secondes.

Au son, bien sûr, de la musique folk, dont se revendiquent de nombreux artistes québécois, de Léonard Cohen à Robert Charlebois. « Même si on ne le veut pas, explique le chanteur Paul Daraïche, on est nord-américains, nous autres aussi, et le country, c'est l'Amérique. C'est dans notre sang, dans nos veines. » L'anthropologue Serge Bouchard le confirme dans son ouvrage *Cow-boy dans l'âme* coécrit avec Bernard Arcand en 2002. Il évoque une conquête déjà très « western », longtemps avant celle du XIX^e siècle magnifiée par Hollywood. « Français, Anglais et Hollandais allaient se disputer les richesses de la

fouffure. En cherchant de l'or, des diamants, des routes nouvelles pour atteindre la Chine, ils furent pris au piège des fortunes du castor, des fourrures de luxe et des peaux. Il y eut donc une autre époque très western en 1600 et 1700, elle se passa autour des Grands Lacs et du Mississippi. [...] Pierre-Esprit Radisson (né à Paris, explorateur et commerçant de fourrure en Nouvelle-France, mort en 1710, NDLR) disait s'être abouché avec les Sioux. Il fut l'ancêtre de tous les cow-boys modernes. » Parmi les compétiteurs de St-Tite, quelques-uns d'entre eux ont pris la pose pour nous. ■



Le rodéo et ses différentes disciplines rassemblent des pratiquants assidus, quels que soient l'âge, le sexe ou même le handicap. Art (en haut à gauche) a perdu ses deux jambes dans un accident de voiture. Qu'importe, il a monté pendant des années attaché à son cheval ! Chargés d'attirer le taureau pour qu'il ne piétine pas le cavalier à terre, les clowns comme Ryan sont de vraies stars dans le milieu. Un job dangereux mais fort rémunérateur.



Décembre, janvier, février, mars...

Le déneigement

Après une tempête de neige, une armée d'engins mécaniques, du plus petit au plus gros, s'affaire jour et nuit à déneiger rues et trottoirs, perturbant beaucoup le stationnement et le sommeil des riverains (un conseil : suivez scrupuleusement les panneaux d'interdiction de stationner qui fleurissent dans les rues qui vont être déneigées et armez-vous de patience pour trouver une place pour votre voiture). Mais pour dégager leur entrée ou leur véhicule avant de partir au travail, les simples citoyens doivent, eux, se contenter de la bonne vieille pelle large. Il est bon d'en prévoir au moins deux : l'une dans son entrée et l'autre dans le coffre de sa voiture. Attention, le déneigement nécessite une bonne technique, sous peine d'entorse lombaire ou de tendinite à l'épaule...



Avril

La cabane à sucre

On célèbre dans les érablières, de la mi-mars à la mi-avril, le « temps des sucres ». Alors qu'à l'extérieur coule des arbres l'eau d'érable que l'on va transformer en sirop, l'ambiance à l'intérieur des « cabanes à sucre » est gourmande et plutôt festive. Sur fond de musique traditionnelle, soupe aux pois, fèves

au lard et oreilles de crisse (chips de lard salé) figurent au menu, suivies des desserts au sirop d'érable, pour bien se sucrer le bec. Adeptes des régimes s'abstenir !

Juin

La Saint-Jean-Baptiste

Hautement symbolique par ses origines à la fois nationalistes et religieuses, la Saint-Jean-Baptiste est, depuis 1977, la Fête nationale des Québécois. Le 24 juin, vêtus des couleurs de la province, drapeau à la main ou fleurs de lys peintes sur le visage, ils descendent dans les rues par dizaines de milliers affirmer leur attachement aux traditions et à leur identité. Défilés, feux de la Saint-Jean, fêtes de quartier et grands spectacles musicaux à Québec et Montréal ponctuent la journée, la plus longue de l'année, qui ne s'achève jamais avant le petit matin.



Juillet

Le Barbecue

Dès l'arrivée du printemps (pas avant mai...), c'est la folle du BBQ ! A la campagne comme à la ville, dans un coin du jardin ou sur une terrasse d'appartement, l'engin, souvent imposant et de plus en plus sophistiqué, n'est jamais bien loin et annonce toujours de joyeuses retrouvailles entre amis ou en famille. Si, pendant l'hiver, les dîners entre amis sont moins habituels qu'en France, l'été est l'occasion de se rattraper. Mais à la bonne franquette : on est généralement priés d'apporter ses saucisses et sa bière.

**Août**

L'épluchette de blé d'Inde

Héritage des Amérindiens qui l'organisaient en l'honneur de la récolte de maïs (appelé plus tard blé d'Inde par les explorateurs européens qui pensaient débarquer en Inde...), cette tradition a été adoptée par les habitants de la Nouvelle-France où, à la période des moissons, tout le monde se rassemblait pour éplucher et égrener les épis. Aujourd'hui, c'est toujours une grande fête amicale pendant laquelle on fait griller le maïs sur le barbecue avant de le déguster légèrement enduit de beurre et de sel. Un délice.

**Octobre**

Halloween

Contraction de « All Hallow Eve » qui signifie « veille de la Toussaint », Halloween est une fête d'origine celtique qui permettait aux vivants de rencontrer les morts du Royaume de l'au-delà. Très populaire au Québec depuis les années soixante, l'Halloween, comme on dit dans la province, est devenue pour les enfants une fête presque plus importante que Noël. Le 31 octobre, pour signifier que les petits monstres peuvent sonner à la porte, il faut allumer une citrouille, décorer la façade de sa maison et préparer une provision de bonbons...



L'autre Canada

Travailler

- Les conseils d'un patron français à Calgary **92**
- La carte des emplois, province par province **98**
- Yellowknife, l'eldorado du Grand Nord **100**
- Le boom de la Saskatchewan **106**

Etudier

- Le lycée français de Toronto **110**
- Tour d'horizon des universités **112**

Vivre

- Les quartiers qui montent à Toronto **114**
- Élever des chèvres au Nouveau-Brunswick **120**
- La fierté des Premières nations **124**

Nommé en décembre 2012 à la tête de la filiale canadienne de Total, André Goffart a quitté Moscou, où il travaillait déjà pour le groupe pétrolier, pour s'installer à Calgary. Hormis le climat - froid - et la place - prépondérante - de l'énergie, il a découvert un pays aux antipodes de la Russie. Et aussi de la France. Florilège de ses impressions.

Propos recueillis par **Valérie Lion**

ANDRÉ GOFFART

« Savoir essayer, échouer et repartir »

Un esprit « frontières »

⇒ Ce qui frappe à Calgary, c'est le dynamisme des affaires. Il y a un décalage énorme avec l'Europe. La croissance est continue et élevée, + 7 % par an, le taux de chômage reste faible à 6 %. Moins de 10 % des surfaces de bureaux sont inoccupées. Et la population ne cesse de croître. La tendance devrait se poursuivre jusqu'en 2020. Même si des fluctuations sont possibles et si un certain ralentissement est actuellement observé, les gens restent optimistes. Les projets sont lancés, rien ne pourra les arrêter. Le seul risque porte sur les pipelines : s'ils ne sont pas construits, cela posera, à terme, un problème. Ce dynamisme ne concerne pas seulement les majors du pétrole. Il se traduit aussi dans la création d'entreprise. Les entrepreneurs parviennent à trouver facilement des financements et peuvent développer très vite des sociétés. Beaucoup travaillent en lien direct avec l'industrie pétrolière, qui représente pour elles un tremplin. On voit également de nombreux investissements dans l'environnement pour répondre aux exigences de la réglementation, qui est très stricte. Ces sociétés très innovantes peuvent ensuite vendre leurs services dans d'autres secteurs. Calgary compte aujourd'hui parmi les rares endroits dans le monde où on peut créer en quelques

années une entreprise qui vaudra plusieurs milliards de dollars. A l'instar d'Athabasca Oil Corp., fondée en 2006 par un Norvégien, ancien de Total, avec une mise de fonds de 100 millions de dollars. Son entreprise pèse aujourd'hui 3,2 milliards de dollars sur le marché ! Calgary reste le lieu où tout est possible. Il y souffle un esprit « frontières ».

Une culture de l'action

⇒ En France, nous aimons analyser en détail, peser les risques, s'appuyer sur des études objectives avant de prendre des décisions. Cela paraît très lourd aux Canadiens. Eux préfèrent agir vite et rectifier ensuite. C'est le principe du *try and error* : il faut savoir essayer, échouer, repartir de l'avant. Les sociétés locales sont très agiles, elles décident très vite. La décision se fonde sur la vision du management, et pas forcément sur des analyses très fouillées, contrairement à ce que nous avons l'habitude de pratiquer en France. L'avantage, c'est la réactivité. Le risque, c'est de passer parfois à côté du sujet et de manquer de vision stratégique. Ainsi, de nombreuses sociétés ont longtemps ignoré la question des pipelines : personne ne s'inquiétait de la capa-

cité des tuyaux pour transporter le pétrole. Elles ont commencé à y réfléchir quand les prix ont chuté.

Le souci du consensus

⇒ Il faut apprendre à consulter toutes les parties prenantes, à prendre en compte tous les avis. Les relations au travail ne sont pas très différentes de ce que l'on peut connaître en Grande-Bretagne ou en Norvège. Les gens sont très sensibles au respect qu'on peut leur marquer, parfois même pour des détails insignifiants. Si quelque chose ne va pas, il faut y mettre les formes : ne pas critiquer d'emblée, d'abord parler de ce qui est bien, etc. Les managers arrivant de France doivent être prévenus, voire formés, sinon ils peuvent être très mal perçus. L'efficacité globale est plutôt bonne car les gens sont plus sobres dans leurs relations. Dans les réunions, par exemple, il y a davantage de discipline, on tient l'agenda. En même temps, les salariés respectent beaucoup plus leur « job ticket ». Il faut donc être très explicite sur l'organisa-

« Conséquence de la bataille des talents, les entreprises font beaucoup d'efforts pour attirer et retenir les salariés »



TOUT-TERRAIN

Le patron de Total E&P Canada a travaillé dans dix pays différents avant d'arriver à Calgary.

EWAN NICHOLSON

tion et les objectifs. L'implication dans le travail ne se mesure pas au temps passé au bureau. Les Canadiens ont une échelle de valeurs différente : beaucoup de salariés mettent ouvertement la priorité sur la famille, avant leur job. Ils sont très attentifs à l'équilibre vie privée-vie professionnelle.

Une forte diversité culturelle

→ Chez Total E & P, nous comptons une trentaine de nationalités parmi nos 330 salariés. Une grande majorité d'entre eux sont des immigrés de première génération. Cela donne une diversité d'expériences qui n'est pas inintéressante. Le Canada est d'ailleurs l'un des rares pays où on voit des expatriés devenir résidents et prendre un contrat local. Et c'est une société très respectueuse des minorités. La difficulté, ensuite, c'est de créer une culture commune. Cela suppose une certaine flexibilité. La nécessité de s'ajuster en permanence à l'autre peut d'ailleurs être source de stress. Mais cela est compensé par des conditions de travail très confortables : à Calgary, la surface par salarié est deux fois plus élevée qu'à Paris. Il existe des programmes pour aider les employés à mener une vie plus saine, pour les inciter à

faire du sport. Les entreprises font beaucoup d'efforts pour attirer et retenir les salariés, c'est lié à la fois à la culture canadienne et à la bataille des talents. Cela ne veut pas dire que les personnels recrutés resteront fidèles à leur employeur : ils peuvent partir du jour au lendemain. A Calgary, toutes les tours des entre-

prises pétrolières sont regroupées dans le centre-ville, reliées par un système de passerelles. C'est normal de passer de l'une à l'autre, de travailler un jour ici, demain en face. Cela ne signifie pas d'ailleurs qu'on ne reviendra pas.

Saisir les opportunités

→ Pour l'instant, chez Total, on ne recrute pas. Le projet Joslyn est décalé et pourrait encore être reporté, nous prendrons une décision en 2016. Nous avons une forte activité ingénierie de projet jusqu'en 2018 avec Surmont. Côté production, nous avons pris la décision, en octobre 2013, avec nos partenaires, de démarrer l'exploitation de Fort Hills, dont nous détenons 39 %. Mille cinq cents personnes y travaillent déjà, elles seront 3 000 à la fin de l'année. Pour les ingénieurs confirmés, il existe toujours des opportunités sur le marché. Pour les personnels moins qualifiés et les débutants, c'est un peu plus difficile. Sur les sites comme Surmont et Fort Hills, les conditions sont particulières car il n'est pas possible de rentrer à Fort McMurray chaque soir ; les équipes effectuent des rotations par période d'une semaine ou d'un mois. Une grande partie de la main-d'œuvre vient de l'est du Canada, notamment des provinces maritimes où il y a une expérience pétrolière. La langue de travail est bien sûr l'anglais, même si 200 000 francophones vivent en Alberta ■

Le boom du pétrole

L'Alberta est la province la plus riche du Canada. Elle possède en effet la troisième réserve mondiale de pétrole brut (derrière l'Arabie saoudite et le Venezuela). Un pétrole emprisonné dans les sables bitumineux, dont l'extraction coûte cher, mais reste valable tant que le prix du baril est élevé. Le pays est ainsi devenu le premier fournisseur des Etats-Unis ces dernières années. Une véritable manne, qui s'acquiert cependant au prix fort pour l'environnement car l'exploitation de ces fameux sables bitumineux se révèle extrêmement polluante. Le boom pétrolier a attiré des milliers de personnes, venues occuper des emplois souvent très bien payés. Calgary voit sa population augmenter de 15 000 habitants par an et a désormais dépassé le million. Mais de nombreux jobs se trouvent à Fort Mc Murray, à plus de 800 kilomètres au nord de Calgary, voire sur des sites miniers encore plus éloignés. Frileux (au sens propre et figuré) s'abstenir.



MARK BLINCH / REUTERS



OPPORTUNITÉ
Les salaires peuvent tripler.

KEITH DOUGLAS/ALL CANADA PHOTOS/CORBIS

Des soudeurs qui valent de l'or

Il n'y a pas que les cadres qui s'exportent. La main-d'œuvre spécialisée est très recherchée et les francophones ont une véritable carte à jouer.

Par **Laurence Pivot**

Soudeurs, ébénistes, carreleurs, mécaniciens d'équipements lourds, chauffeurs routiers... le Canada vous attend! « Le pays a d'énormes besoins en matière de main-d'œuvre spécialisée, explique

Louise Van Winkle, de l'ambassade du Canada en France, mais c'est justement le recrutement le plus difficile, car cette population n'a pas toujours le réflexe de l'international. » En effet, si les jeunes diplômés en commerce,

par exemple, ont presque l'obligation d'envisager une expérience à l'étranger, les ouvriers et artisans spécialisés ne pensent pas toujours à tenter leur chance hors de leurs frontières. Et pourtant... « Nous sommes obligés d'aller chercher des ébénistes partout dans le monde, tellement c'est la pénurie, ici ! » confie Glynis Dorey, présidente de Meridian Wood Technologies, une entreprise d'ébénisterie architecturale basée à Edmonton, en Alberta, qui emploie quelque 35 personnes.

Processus accéléré

En novembre 2013, elle s'est rendue à Paris, au salon de l'emploi Destination Canada (voir page 109), pour recruter cinq « maîtres ébénistes ». Elle en a trouvé quatre et les attend prochainement. Avec plus de 80 % de ses employés d'origine étrangère, Glynis Dorey n'en est pas à son coup d'essai mais, jusqu'à maintenant, elle recrutait plutôt en Allemagne (« les meilleurs ébénistes du monde »), en Europe de l'Est et du Sud. « En France, c'est la première fois, car nous profitons du nouveau programme "Avantage francophone" (voir encadré ci-contre) qui permet d'accélérer le processus d'immigration. Ce qui essentiel, explique-t-elle, car nous avons beaucoup de chantiers et pas de temps à perdre... » Même son de cloche du côté de l'Île-du-Prince-Édouard, la plus petite des provinces du Canada. Dans ce bastion acadien, la Coopérative d'intégration francophone fait beaucoup d'efforts pour recruter des travailleurs d'expression française. L'organisme était, lui aussi, présent au dernier salon Destination Canada et en a profité pour embaucher des camionneurs, une denrée rare dans l'île. Hors Québec, les communautés francophones représentent environ un million de personnes. Pour accroître leur influence économique et culturelle et combler leur déficit démographique, elles se sont lancées, depuis plusieurs années, dans des opérations « séduction », par le biais notamment de missions de recrutement à l'étranger, qui commencent à porter leurs fruits. L'instauration du programme fédéral « Avantage francophone » poursuit les mêmes objectifs. Et vient de faire la joie de Fré-

AVANTAGE TRÈS SPÉCIAL

« Avantage significatif francophone » est le nom d'un programme spécial qui permet aux candidats francophones de bénéficier d'une exemption d'Avis relatif au marché du travail (équivalent à l'opposabilité du marché du travail en France) pour un poste de gestion, professionnel, technique ou métier spécialisé, dans une province ou territoire autre que le Québec. Les candidats à l'expatriation qui envoient des candidatures spontanées ou qui répondent à des offres affichées peuvent faire valoir qu'ils sont éligibles à ce programme spécial pour rendre leur candidature plus intéressante. Contrairement à celui de l'Expérience Internationale Canada, il n'y a pas de critère d'âge, de nationalité ou pays de résidence et pas non plus de quota. Voir les détails du programme sur le site de Citoyenneté et Immigration Canada.

→ www.cic.gc.ca/francais/embaucher/francophone.asp

déric Ferin, 27 ans, soudeur belge. « J'étais venu par curiosité à Destination Canada, qui se tenait à Bruxelles, après Paris. A ce moment-là, je pensais plutôt au Québec, dit-il. Mais, au salon, je suis allée voir le stand de la Saskatchewan. Ils représentaient plusieurs entreprises, dont un fabricant de semi-remorques, dans la région de Yorktown, qui recherchait des soudeurs. En Belgique, on n'y arrivait plus vraiment, alors que je faisais partie des soudeurs – dans les tuyauteries – les mieux payés. Mais j'avais les ailes coupées, trop de stress, la crise, etc. »

Trouver un avenir

« Ma femme m'a un peu poussé, poursuit Frédéric, et on a décidé de se lancer. On est venus au Canada pour se trouver un avenir et faire des enfants ! » Débarqué en mars 2014, le couple a déjà acheté, pour l'équivalent d'un petit appartement à Bruxelles une ancienne ferme, sur dix hectares de terrain, rien de moins ! Ils devraient emménager prochainement. Et là, plus d'obstacle pour le bébé. Côté boulot, Frédéric reconnaît travailler dur – « mais on n'est pas ici pour glander ! » – environ dix heures par jour quatre jours par semaine. « C'est l'exact contraire de la Belgique où on vous stresse à mort. Ici, c'est super cool, on a même l'impression qu'il n'y a pas de patron. Mais si vous ne travaillez pas, on ne vous fait pas de cadeau... » Sa femme, qui a pu obtenir un permis de travail ouvert de deux ans, comme lui, est devenue serveuse au petit restaurant local. « Elle se débrouille bien en anglais, ce qui n'était pas mon cas, ajoute Frédéric, le plus dur pour moi, dans toute cette aventure, c'est d'apprendre cette langue, que je ne maî-

trisais pas du tout. Je le fais tout seul, le soir, mais ce n'est pas évident après une grosse journée. En plus, au travail, on ne parle pas beaucoup entre nous. Les soudeurs, c'est pas des bavards... » Dans les Prairies comme à l'ouest, en Ontario ou dans les territoires du Grand Nord, des soudeurs comme Frédéric sont aussi précieux que l'or ou le pétrole. Et les salaires peuvent être très avantageux. « Si j'étais allé à Fort McMurray (voir encadré ci-dessous), c'est sûr que j'aurais triplé mon salaire, dit le jeune homme. Je gagne en fait un peu moins qu'en Belgique, mais le coût de la vie est beaucoup moins élevé. Donc, je m'y retrouve. » « Le salaire de base auquel nous embauchons les étrangers est imposé par les autorités fédérales, explique Glynis Dorey. Nous pouvons les rémunérer plus, bien sûr, mais jamais moins.

Cependant, la paye est plutôt bonne en Alberta. Ce n'est pas un problème... » Pas un problème non plus de gérer tous ces artisans venus du monde entier. Glynis en fait son affaire : « L'important, c'est que chacun se respecte », affirme-t-elle. Dans son entreprise, ni sexisme ni racisme. « Quand j'ai racheté l'atelier, il y a quelques années, la première chose que j'ai faite a été d'enlever les calendriers de pin-up sexy. Ensuite, j'ai mis une femme contremaître... » Bien sûr, entre la rigidité des Allemands et la « coolitude » des Jamaïcains, par exemple, il existe parfois des petites tensions mais rien de bien grave. « Vous savez, tout le monde travaille fort pour que ça marche. Moi, j'investis beaucoup de temps et d'énergie afin que mes employés s'intègrent au mieux et surtout, qu'ils restent. » Frédéric tient à rappeler, de son côté, qu'il n'est pas si facile d'immigrer : « Il faut dire aux gens que le Canada n'est pas un eldorado et que c'est difficile au début. » Mais lui ne regrette rien. « Dans mon boulot, il n'y a que des étrangers et cela se passe bien. Ma femme, qui est métis, craignait le racisme mais, vraiment, il n'y en a pas du tout ! Ici, les gens sont incroyablement gentils. Tout cela n'a pas de prix... » Le couple, manifestement heureux, a plein d'étoiles et de projets en tête, comme ouvrir un jour un restaurant, par exemple. Et bien sûr, faire des bébés ■

Fort McMurray, paradis ou enfer ?



A la lisière du cercle polaire, aux confins de l'Alberta, la petite ville de Fort McMurray a vu sa population tripler en dix ans. Car c'est là que se trouvent les grandes réserves de pétrole du Canada. Une véritable ruée vers l'or noir a transformé l'endroit, surnommé aujourd'hui Fort McMurray, clin d'œil aux revenus très élevés des nouveaux habitants. Un journaliste français

installé au Canada, David Dufresne, est allé enquêter sur le phénomène. Il en a rapporté un concept novateur, aussi ludique qu'informatif : un jeu documentaire, entre le jeu vidéo et le reportage.

→ Fort McMurray, à découvrir sur www.arte.tv et www.fortmcmurray.com

Places à prendre !

Des centaines de milliers de postes sont à pourvoir dans l'ensemble du pays du fait d'une courbe démographique descendante. Avis aux intéressés...

Par **Florence Reinson**



PÉNURIE
Ce sont les métiers techniques qui vont le plus recruter.

DAVID STOBBE/REUTERS

Le Canada est l'un des pays au monde qui a les meilleures perspectives de croissance, selon l'OCDE. Le ministre de l'Emploi, Jason Kenney, a de son côté confirmé la bonne santé de l'économie canadienne, prévoyant même un retour à l'équilibre budgétaire l'an prochain, ce qui ferait du Canada le premier membre du G7 à atteindre cet équilibre. « On mise sur une accélération de la croissance du PIB à 2,3 % en 2014 et à 2,5 % en 2015 », assure Sonny Scarfone, analyste économique à la Banque TD. Il faut s'attendre à une croissance de l'emploi de 0,9 % cette année et de 1,4 % l'an prochain, poursuit-il, ce qui fera baisser le taux de chômage à 6,9 % en 2014 et 6,6 % en 2015.

Certaines provinces se démarqueront en matière d'emploi, selon Manpower : celles de l'Ouest ainsi que l'Ontario et les Maritimes. Les métiers les plus recherchés seront « les soudeurs, les électriciens et les mécaniciens, ainsi que

les professions liées au service à la clientèle et à la vente. Et, de manière générale, tous les métiers spécialisés, quel que soit le domaine », constate Martine Lachance, directrice d'une succursale de Manpower. Même situation dans les secteurs de l'énergie, des mines et de la foresterie, dont les besoins se chiffrent à 300 000 travailleurs au total. Ailleurs, dans les TIC, par exemple, c'est d'ici 2016 qu'il faudra recruter 106 000 personnes.

De bonnes nouvelles qui s'accompagnent toutefois de défis. Le secteur de la construction prévoit l'embauche de 300 000 travailleurs manuels d'ici à 2020. Quant à la chaîne d'approvisionnement, il manquera 357 000 travailleurs d'ici à la fin de la décennie.

Victimes de leur succès

Selon le Conference Board du Canada, la province de l'Ontario à elle seule perd 24 milliards de dollars en activités économiques faute de main-d'œuvre

compétente. L'Alberta et la Saskatchewan également sont victimes de leur succès, et le manque de bras et de cerveaux se fait déjà cruellement sentir. Car la bombe à retardement démographique a explosé. Pour la première fois de l'histoire du Canada, ceux qui quittent le marché du travail seront plus nombreux que ceux qui y entrent. Si, pour Sonny Scarfone, le vieillissement de la population constitue un problème généralisé dans les pays développés, il estime qu'au Canada, les barrières interprovinciales sont encore plus problématiques. Certaines compétences ne sont en effet pas reconnues d'une province à l'autre, ce qui met un frein à la migration des travailleurs et entrave considérablement le marché de l'emploi. Bien sûr, l'immigration reste une des principales solutions pour pallier la pénurie de main-d'œuvre. D'ailleurs, le Canada se targue de maintenir le taux d'immigration par habitant le plus élevé des pays développés. Toutefois, le gouvernement fédéral est conscient des lacunes de son système d'immigration, qu'il qualifie de lent et rigide, et a entrepris une réforme, davantage fondée sur la demande, impliquant les provinces et les entreprises (voir page 30). Il vient notamment de mettre sur pied un volet d'immigration pour les métiers spécialisés, offrant aux personnes qui ont des compétences techniques et pratiques, plutôt qu'aux seuls détenteurs d'un diplôme d'études post-secondaires, la possibilité de venir travailler au Canada ■

Vers un libre-échange UE-Canada

Un accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne est en cours de finalisation depuis la signature d'un accord politique, le 18 octobre 2013. Selon la Commission, une fois les ultimes négociations terminées et l'accord mis en place, les échanges bilatéraux de biens et services devraient s'accroître de 22,9%. Le traité doit éliminer les droits de douane sur les produits agricoles (sauf exceptions) et industriels, lever les barrières non tarifaires (liens accrus entre organismes de normalisation...), ouvrir les marchés publics et fournir un cadre en vue d'une future reconnaissance mutuelle des qualifications dans certaines professions. J.-M. D.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Vivez en français partout au Canada



cic.gc.ca/francophone

L'emploi par

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Économie : Secteurs manufacturier, forestier et transports profiteront de la reprise économique aux États-Unis et de la baisse du dollar canadien. Le Conference Board du Canada prévoit une hausse des mises en chantier de 3,2 % en 2014. Finance, assurances, immobilier et location profitent de la reprise du marché de l'immobilier. Hausse prévue du PIB de 3 %, le double de 2013. Au 2^e rang de la croissance économique.

Marché du travail : Extraction minière : manque de 13 000 à 20 000 travailleurs d'ici à 2022. Industrie pétrolière et gazière : de 3 000 à 4 000 postes bien rémunérés à pourvoir d'ici à 2022. 47 projets d'un total de 500 millions de dollars en cours de planification ; créeront un million d'emplois d'ici à 2020.

Population : 4,6 millions d'habitants

Immigration : 27,6 %

Francophones : 1,6 %

Chômage : 5,8 %

TERRITOIRES DU NORD - YUKON, TERRITOIRES DU NORD-OUEST (TNO), NUNAVUT

Économie : Yukon : Bonne santé des secteurs de la production de biens et des services. Projets de construction de mines : Victoria Gold et Carmacks Copper. Hausse prévue du PIB de 5,1 %. Nunavut : Bonnes perspectives économiques. Croissance du PIB de 3,7 % en 2014 et de 9,5 % en 2015. TNO : Grand potentiel de minéraux et de métaux précieux : or, diamant, tungstène, terres rares. Un des plus importants producteurs de diamants au monde : 16 % du PIB en 2012.

Marché du travail : TNO : Sept projets de prospection, dont la mine de diamant de Gahcho Kue, la mine d'or Courageous Lake et la mine de terres rares de Nechalacho. Projet d'autoroute d'Inuvik à Tuktoyaktuk et de câble souterrain de fibre optique. Créeront plus de 1 000 emplois.

Nunavut : Une douzaine de projets prometteurs de prospection minière. Construction des mines Mary River et Meliadine, installation navale à Nanisivik, et agrandissement de l'aéroport international d'Iqaluit.

Yukon : Croissance vigoureuse de l'emploi dans l'industrie de la construction et des services. Remplacement de l'école F.H. Collins, lotissement de Whistle Bend.

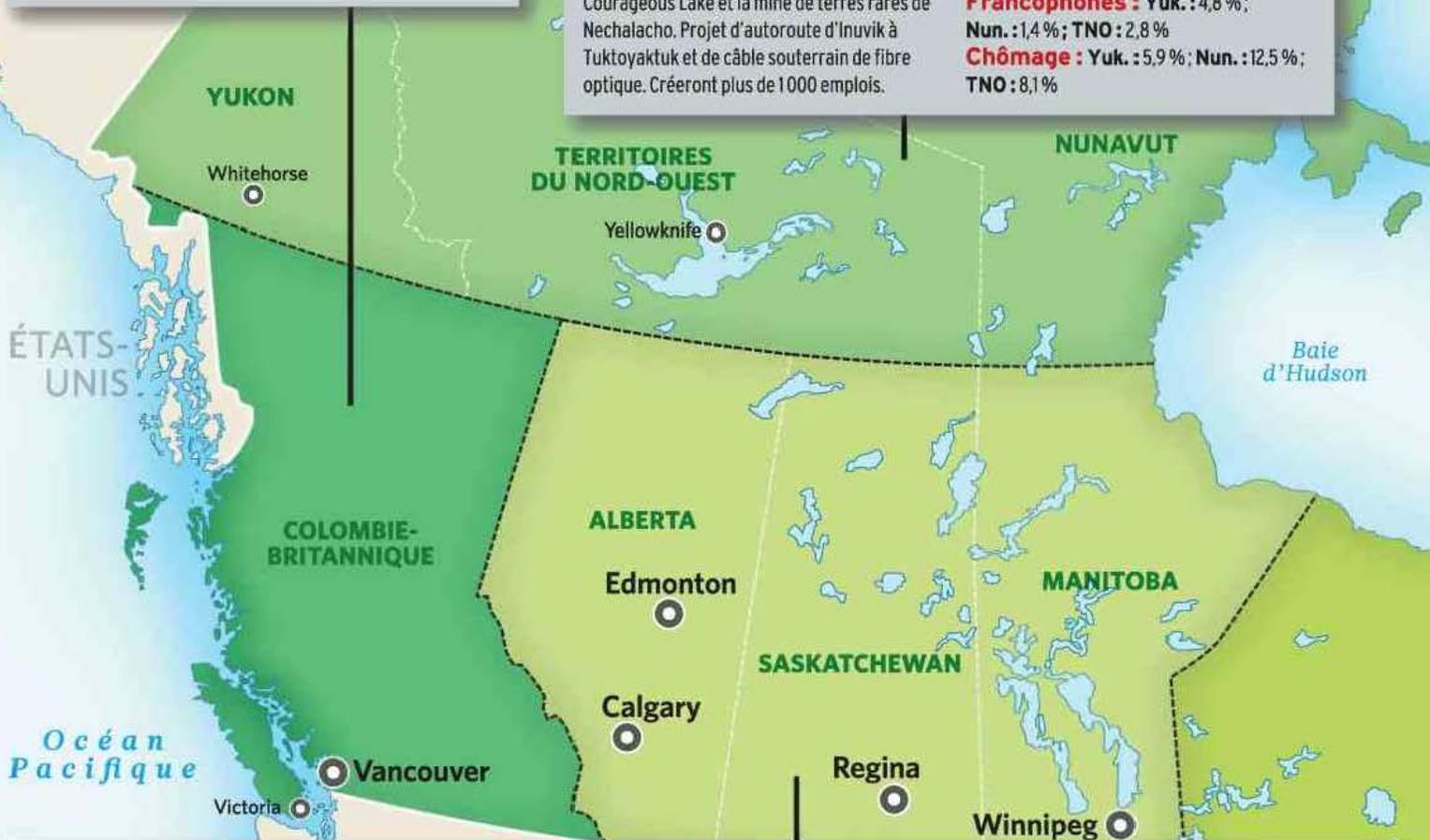
Population : Yuk. : 36 700 ; Nun. : 35 600 ; TNO : 43 500

Immigration : Yuk. : 11,3 % ; Nun. : 1,9 % ; TNO : 7,1 %

Francophones : Yuk. : 4,8 % ;

Nun. : 1,4 % ; TNO : 2,8 %

Chômage : Yuk. : 5,9 % ; Nun. : 12,5 % ; TNO : 8,1 %



LES PRAIRIES - ALBERTA, SASKATCHEWAN, MANITOBA

Économie : Alb. : Robustesse du secteur de l'énergie (30 % de son économie) qui a attiré en 2013 plus de 123 000 résidents. Plusieurs projets pétroliers en cours. Continuera d'afficher la meilleure croissance du PIB. Sask. : La vigueur de l'industrie agricole, de l'exploitation pétrolière et gazière et du secteur de la construction a une incidence positive sur le marché du travail. Man. : Commerce et santé, les deux plus gros secteurs, se portent bien. L'entente pour exporter plus d'électricité vers le Wisconsin augmente la probabilité de construire la centrale électrique de Conawapa.

Marché du travail : Alb. : Construction d'usines d'exploitation des sables bitumineux : mine de Fort Hills de Suncor et deux pipelines d'Encana. Le projet de pipeline Northern Gateway d'Enbridge, pour transporter 198 000 barils par jour de condensat de Colombie-Britannique jusqu'en Alberta, créera de l'emploi, s'il voit le

jour. Sask. : Taux de chômage au plus bas de son histoire en 2013 (4 %). Tendence qui devrait continuer cette année, selon le Conference Board du Canada. Travaux continus sur de nouveaux projets miniers, tels que la mine Legacy de K + S et la mine Jansen de BHP Billiton. Man. : 63 % des possibilités d'emploi d'ici à cinq ans seront hautement spécialisées. Secteurs des ventes et services en tête de la demande avec près de 25 % des offres d'emploi prévues, suivis de la finance et des métiers.

Population : Alb. : 4,02 millions ; Sask. : 1,1 million ; Man. : 1,27 million.

Immigration : Alb. : 18,1 % ; Sask. : 6,8 % ; Man. : 15,7 %.

Francophones : Alb. : 2,2 % ; Sask. : 1,9 % ; Man. : 4 %.

Chômage : Alb. : 4,9 % ; Sask. : 4,5 % ; Man. : 5,7 %

province

Par Florence Reinson

Sources : Conférence Board du Canada, Statistique Canada, Banque TD, Manpower, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Citoyenneté et Immigration Canada.

250 km



PROVINCES DE L'ATLANTIQUE NOUVEAU-BRUNSWICK (NB), NOUVELLE-ÉCOSSE (NE), ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (IPE), TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (TNL)

Economie : NB : Un seul grand projet : celui de l'entreprise TransCanada Pipelines, pour convertir un pipeline destiné au transport du gaz naturel en pipeline pour le transport de pétrole brut de l'ouest du Canada vers l'est du pays. Retombées positives à l'échelle du pays, mais surtout pour le NB.

TNL : L'industrie minière (8,6 % du PIB total en 2012) contribue de manière importante à l'économie. Pénurie de travailleurs compétents. Enregistrera la plus faible croissance du pays.

NE : Hausse des exportations de 7 %, mais le projet de gaz naturel Deep Panuke pourra influencer sur cette estimation, tout comme la performance des États-Unis. Croissance modeste attendue dans le secteur agroalimentaire, des produits forestiers, de la fabrication de pneus, de machines et d'équipement.

IPE : Commerce, transport et entreposage, culture et loisirs, hébergement et restauration devraient connaître une certaine croissance.

Marché du travail : NB : La phase de démarrage du projet de TransCanada Pipelines est prévue jusqu'en 2015. La construction, de 2016 à 2018, engendrera 2 660 emplois directs et indirects, tandis que l'exploitation devrait en générer jusqu'en 2059.

NE : 81 % des emplois proviennent des services. Le projet de modernisation du chantier naval de Halifax créera 500 emplois dans la construction.

IPE : L'industrie touristique devrait recruter à l'occasion des célébrations du 150^e anniversaire de la Conférence de Charlottetown.

TNL : Secteurs miniers et pétroliers alimentent toujours la croissance de l'emploi. En 2010, un employé du secteur minier gagnait près du double du salaire annuel moyen toutes industries confondues (78 811 \$ CAN contre 37 985 \$ CAN).

Population : NB : 756 100 ; NE : 940 800 ; IPE : 145 200 ; TNL : 526 700

Immigration : NB : 3,9 % ; NE : 5,3 % ; IPE : 5,2 % ; TNL : 1,8 %

Francophones : NB : 32,5 % ; NE : 3,8 % ; IPE : 4,1 % ; TNL : 0,6 %

Chômage : NB : 9,7 % ; NE : 9,3 % ; IPE : 11,8 % ; TNL : 11,6 %

ONTARIO

Economie : Exportations et secteur manufacturier bénéficieront du renforcement de l'économie américaine. Relance des mines Errington et Vermilion, près de Sudbury, par la société Xstrata Zinc Canada. La croissance économique se place au troisième rang.

Marché du travail : Construction : amélioration d'une section de l'autoroute Transcanadienne dans le Nord, construction d'une usine de gaz naturel liquéfié près de Sarnia, parc d'éoliennes à Haldimand County (1200 emplois). Fabrication : General Dynamics Land Systems Canada a décroché un contrat à l'étranger pour construire des véhicules de défense blindés ; créera 1000 emplois dans le sud de la province. Vente au détail : ouverture de 5 magasins Target qui emploieront 150 travailleurs chacun. Nouveau centre commercial à Niagara-on-the-Lake : 1500 postes créés. Acier : ArcelorMittal Dofasco investit dans ses usines d'Hamilton et embauchera plus de 1000 travailleurs d'ici à 5 ans.

Aéronautique : Bombardier construira 65 wagons à deux niveaux pour le provincial et créera 250 emplois.

Population : 13,5 millions d'habitants **Immigration :** 28,5 %

Francophones : 4,4 % **Chômage :** 7,3 %

DOWNTOWN

Yellowknife en plein hiver. Une ville de jeunes où règne un véritable esprit pionnier.



L'eldorado du Grand Nord

Sept mois d'hiver, des températures qui plongent à -40°C durant des semaines et des routes de glace à perte de vue : l'enfer blanc ? Bien au contraire, Yellowknife, c'est le paradis pour des milliers d'immigrants attirés par des opportunités de travail aussi exceptionnelles que le sont les conditions climatiques.

Par **Marie Cousin** Photos **Fran Hurcomb** pour **l'Express hors-série**



A l'heure du brunch, la spécialité du Dancing Moose, ce sont les « œufs Bénédicte ». Un classique de la gastronomie canadienne... revisité localement. Ici, ce n'est pas le bacon qui nage dans la sauce hollandaise mais du poisson fumé de l'Arctique. Sur les dossiers des

chaises, les clients ont empilé, en pyramides branlantes, plusieurs couches de vêtements : parka, pull, bonnet, gants, cache-col. On les comprend. Lorsqu'ils sortiront le ventre plein, ils perdront quelque 60 degrés ! Aujourd'hui, il fait -40°C à Yellowknife, et la petite brise glacerait n'importe

qui d'effroi. A titre de comparaison, les -18° du congélateur du restaurant rappellent la douceur du printemps. Rien d'exceptionnel pourtant dans la capitale des Territoires du Nord-Ouest (TNO), située à 500 kilomètres au sud du Cercle arctique. Derrière la grande baie habillée de « triple vitrage », des

petits bimoteurs décollent à la chaîne, utilisant le Grand Lac aux Esclaves gelé comme piste d'envol, grâce à une paire de skis géants. Ici, il y a plus d'avions de brousse que d'autobus. Ce sont eux qui ont ouvert le Nord et emmené les premiers pionniers.

Fièvre du diamant

Aujourd'hui encore, Yellowknife, c'est toujours le bout de la route, la dernière frontière et des promesses de richesses qui font briller les yeux des nouveaux venus. Au milieu des années 1990, la fièvre du diamant a succédé à la ruée vers l'or des années 1930. Le Canada se hisse actuellement au troisième rang (en valeur) des pays producteurs de ce minéral, derrière le Botswana et la Russie. Six nouvelles mines devraient voir le jour dans les prochaines années, soit un potentiel de 25 000 emplois, d'après le Conseil de développement des TNO (CDTNO). Sans compter l'effet d'entraînement sur les autres secteurs comme les transports ou l'immobilier, par exemple. La capitale des TNO est

le Far North du XXI^e siècle, version western glacé. Ici, les cow-boys, engoncés dans leurs frusques d'hiver, ressemblent plus à un Playmobil qu'à Lucky Luke. Et les maisons mobiles ont remplacé (presque) toutes les cabanes en bois... Mais l'esprit pionnier est identique. Travailleurs, aventuriers, artistes anti-conformistes : la faune est éclectique et jeune ! « Les mines sont le premier employeur de la région, mais nous recrutons dans tous les secteurs, confirme Anne-Christine Boudreau, directrice du CDTNO. De plus, depuis le 1^{er} avril 2014, le transfert de nouvelles responsabilités aux territoires dans le domaine des ressources naturelles s'est traduit par l'ouverture de 250 postes. » Avec un taux de chômage de 4 % (janvier 2014, Statistique Canada) et des salaires parmi les plus élevés du pays, Yellowknife fait rêver (si, si) les gens du « Sud », comme disent les locaux. Etant entendu que le méridional définit ici toute personne vivant en dessous du 60^e parallèle, ça fait du monde. Presque le monde entier, en fait.

Né à Minsk, élevé à Casablanca, Younès Oudghough, 25 ans, a fait ses études à Montréal. Il est à lui seul un sacré bon représentant du « Mé-

Avec un taux de chômage de 4 % et des salaires élevés, la ville fait rêver les gens du Sud



STATIONNEMENT

Ici, les pervenches ressemblent à des ninjas.



PROMESSE

Younès, 25 ans, a trouvé un emploi en cinq jours.

ridional ». Il décroche un diplôme en informatique de gestion. Mais il n'y a pas de boulot au Québec.

Younès décide donc d'élargir son horizon et de mettre le cap sur la capitale des Territoires du Nord Ouest. « J'étais déjà à 10 000 kilomètres de mon pays. Alors, 5 000 de plus... », sourit-il, installé à une table du Javaroma Café. « Beaucoup de jeunes diplômés canadiens viennent faire de l'argent ici, explique-t-il. Je connaissais les opportunités de travail et les rémunérations élevées. Et puis, par la force des choses, Yellowknife a la réputation d'être très ouverte aux étrangers. »

Il s'y installe en 2010 et la ville tient ses promesses. Il trouve un premier emploi en cinq jours. Puis un deuxième. Younès n'a pas le choix. Il est soutien de famille et envoie régulièrement une bonne part de son salaire à ses parents et à sa sœur qui entame des études supérieures en France. « Ma famille s'est sacrifiée en me permettant de venir au Canada : ce n'est qu'un juste retour des choses. »

Younès gravit les échelons rapidement. D'abord conseiller en clientèle, il se retrouve en moins de dix mois nommé responsable du département des ventes dans un grand magasin de fournitures de bureau. Deux ans plus tard, il décroche un emploi dans son secteur, l'informatique de gestion, et touche deux fois plus d'argent qu'à Montréal. « Ici, l'avancement de carrière est rapide, confirme Anne-Christine Boudreau. Comme dans le reste du Canada, l'expérience et les compétences sont essentielles. Mais, plus que n'importe où ailleurs, les employeurs sont prêts à offrir une chance lorsqu'ils repèrent la bonne personne. Dans une petite

«... ville comme la nôtre, la réputation compte beaucoup.» Une chance pour Océane, 27 ans, qui est arrivée à Yellowknife en 2011, pour travailler comme animatrice à la garderie. «J'ai envoyé mon CV, la personne m'a appelé le lendemain et j'ai décroché le poste», dit la Française, arrivée au Québec à l'âge de 11 ans. Elle reçoit dans sa superbe maison-bateau, enkystée dans la glace du lac. La belle demeure tient plus du loft que de la cabane en bois. A condition d'oublier les toilettes sèches et les grands bacs d'eaux usées qu'il faut régulièrement évacuer à la main... Océane, qui n'a pourtant pas de diplôme en petite enfance, fait ses preuves sur le terrain. Forte de son expérience, de sa bonne réputation et de son nouveau réseau, elle décide alors de proposer ses services comme enseignante remplaçante, dans les écoles francophones. «C'est plus rémunérateur et cela me permet de faire d'autres activités», explique-t-elle. Il y a effectivement des tas de choses à faire, ici.

L'esprit du Nord

La région étant l'une des mieux dotées en terme de subventions, les infrastructures, notamment sportives, sont nombreuses pour une ville de cette taille. Younès s'est ainsi pris de passion pour le curling, au point d'envisager sérieusement la création d'une équipe nationale marocaine. Est-ce vraiment fou d'imaginer des Marocains habitués au

Yellowknife, ville extrême

D'après les statistiques d'Environnement Canada, la ville remporte la palme météo des extrêmes.

L'hiver, Yellowknife affiche :

- les températures les plus froides du pays, avec une moyenne de **- 28,9 °C**
- le record de la température la plus basse, en tenant compte du vent : **- 63,99 °C**
- la couverture neigeuse la plus longue, en nombre de jours.
- le record du nombre de jours en dessous des **- 30 °C**

Mais, plus surprenant, on y trouve aussi les printemps et les étés parmi les plus ensoleillés du pays !



soleil méditerranéen s'échiner à faire avancer une pierre sur la glace à l'aide d'un balai ? Peut-être... Il faut effectivement être un peu dingue pour venir s'installer dans cette région. Mais surtout, cette idée est l'un des principaux symptômes du syndrome local : le « Tout est possible ! ». C'est ça, l'esprit du Nord. Même Nina Larson, 28 ans, a fini par se laisser séduire...

La jeune femme est arrivée en 2008, à reculons. « Je ne voulais pas venir car je suis une vraie citadine, sourit la pétillante Nina, qui vivait et travaillait à

Lyon. J'ai mis un an à m'adapter. » Sans avoir jamais mis les pieds à Yellowknife, elle n'était pourtant pas en territoire inconnu puisque sa mère y est née avant d'émigrer en France. C'est donc une sorte de retour aux sources pour Nina, comme pour ses deux sœurs et son père qui l'ont précédée de quelques années. Nina avait besoin d'un peu plus de temps. Mais une fois la décision prise, elle fonce. Elle retire ses talons hauts – peu pratiques sur les trottoirs gelés – et enchaîne les petits boulots de serveuse, puis vendeuse. Une fois acclimatée et ses premières expériences professionnelles au Canada en poche, elle se lance comme consultante en énergie renouvelable dans la structure montée par son père, lui-même serial entrepreneur. Depuis quelques mois, elle a décroché le poste d'assistante du président de l'assemblée nationale des TNO. La jeune femme a aussi créé, avec des amis, la fondation Dene Nahjo destinée à accompagner les Autochtones – qui représentent plus de la moitié de la population des TNO – sur des projets culturels. « Ce sont des opportunités et des expériences que je n'aurais jamais eues en France », reconnaît-elle aujourd'hui.

Même constat pour Carole Musialek, 37 ans. Après plus de huit ans à Toronto, la Bordelaise d'origine a envie de grand air, de Grand Nord. Surtout pas ques-



PAUSE

Carole Musialek, la Bordelaise, joue au hockey à l'heure du déjeuner.



VIRÉE
Les chiens de traîneaux sont encore utilisés par quelques locaux pour partir en camping l'hiver. Ici, sur le Grand Lac aux esclaves.

En cas d'activité intense des aurores boréales dans le ciel, direction la route de glace

tion de s'encroûter. Elle hésite entre Whitehorse et Yellowknife. Ses lectures et la série télé *Ice Pilots* finissent par la convaincre : ce sera la capitale des TNO. Elle négocie avec son employeur et garde son emploi de traductrice à mi-temps en télétravail.

Elle arrive à Yellowknife le jour du solstice d'été, en 2012. Tout de suite, elle décroche un second mi-temps, derrière les fourneaux du Dancing Moose. « Le chef m'a formée en quelques jours, puis m'a laissé sa cuisine, raconte-t-elle. Ça ne peut arriver nulle part ailleurs ! » Surtout, Carole vit pleinement son expérience du Grand Nord. Passionnée de photos et de grands espaces autant que de cuisine, la jeune femme est comme un poisson dans l'eau. Elle passe ses pause-déjeuner à taquiner le palet de hockey sur le lac gelé derrière le bureau et répond à l'appel de la forêt presque chaque week-end, skis

de fond au pied. Les soirs d'hiver, lorsque les rapports d'alerte annoncent une activité intense dans le ciel de Yellowknife, elle prend sa

voiture où les autocollants de Bordeaux voisinent avec la plaque d'immatriculation, en forme d'ours polaire. Direction, la route de glace qui traverse le grand Lac aux esclaves. À l'abri des lumières de la ville, Carole dégage son appareil et mitraille les aurores boréales. Paysages blancs, pêcheurs en bombardier, spectacles dans l'éphémère château de glace : rien n'échappe à l'œil de Carole. La jeune femme a raflé plusieurs prix pour ses photos, dont un superbe diamant. Mieux qu'un panier gourmand ! Pour continuer à profiter des lieux, Carole a décidé de lâcher les casseroles et ses deux boulots pour un plein-temps de traductrice au gouvernement, en septembre 2012.

« Je n'aurai plus jamais un tel salaire, même en fin de carrière, explique la jeune femme qui est passée de 54 000 \$ CAN par an à Toronto à 83 000 \$ CAN à Yellowknife. La vie est chère, mais

pas beaucoup plus qu'à Toronto et nous sommes bien moins taxés. C'est aussi pour cela que beaucoup n'arrivent plus à partir... » Carole est déjà restée une année de plus que ce qu'elle avait prévu. Mais la Bordelaise a la bougeotte. Elle réfléchit déjà à un nouveau départ vers Vancouver sur la côte ouest. Surtout, elle pense beaucoup à ses prochaines aventures exotiques sur l'île de Baffin, dans l'archipel... arctique canadien ! Quand le Grand Nord vous tient, il ne vous lâche plus ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Pour toutes les infos utiles - vivre, travailler, s'amuser - dans les Territoires du Nord-Ouest

→ www.comemakeyourmark.ca

Le site de la ville

→ www.yellowknife.ca

Blog d'informations pratiques et de témoignages sur la ville, les activités, les personnages, l'histoire

→ <http://ykonline.ca>

Association franco-culturelle de Yellowknife → <http://afcy.info>



Famille Brombach
Patrick, Sandrine et Gabriel

Ils ont choisi le Manitoba

Le World Trade Centre Winnipeg les a aidés à réaliser leur rêve

Un nouveau départ

C'est qu'au mois d'août 2012 que Patrick Brombach, Sandrine Lasserre et leur fils Gabriel, ont découvert le Manitoba. Une province au cœur du Canada, souvent peu connue des francophones du monde entier. Pourtant, un an et demi après leur arrivée, le charme de Winnipeg a opéré et la famille se révèle comblée grâce à l'accompagnement du WTC Winnipeg.

« L'accueil initial que nous avons eu avec le WTC Winnipeg et Brigitte Léger a été super, raconte Patrick Brombach. Et plus généralement, c'est la communauté francophone toute entière qui nous a ouvert ses portes en grand. »

La ville a su répondre aux nombreux défis de cette famille attirée par les grands espaces et la culture nord-américaine.

Sur le plan professionnel, personnel et culturel, la province présente des atouts réels que le forum Destination Canada qu'appuie le WTC Winnipeg avait déjà su mettre en valeur en 2010. Et leur arrivée dans ce territoire inconnu n'a fait que confirmer les rumeurs.

« Ce voyage a changé notre vie, explique Patrick Brombach. Lorsque mes amis me demandent si je regrette d'avoir quitté la France, je leur réponds systématiquement la même chose, « pas une seconde. » »

« Pour ma femme comme pour moi, Winnipeg a su répondre à nos attentes d'un point de vue professionnel », souligne Patrick Brombach. Et pour cause, trois mois à peine après son arrivée, Sandrine Lasserre décrochait un contrat à durée indéterminé au sein de la Fédération des parents du Manitoba.

« C'est assez remarquable d'avoir trouvé cet emploi si rapidement, note Patrick Brombach. Sandrine est bien mieux payée qu'en France tout en travaillant à un rythme beaucoup plus agréable. »

Quant à Patrick Brombach, c'est une carrière tout à fait différente qui s'est offerte à lui : l'auto-entrepreneuriat. Associé à l'américain Laurence Steffan, il a ainsi lancé en 2013 la branche winnipegoise TrialPrep LLC, une entreprise destinée à créer des programmes informatiques pour les avocats.

« En France, on est plutôt craintif à l'idée de monter sa propre entreprise, alors qu'ici c'est facile, on nous y encourage même, explique-t-il. D'une certaine façon si tu apportes de bonnes idées, tu trouveras toujours des gens pour te suivre. »

De l'Algérie au Manitoba, le parfum de l'aventure

Tout droit venue d'Algérie, Chabha Bettoum n'a pas froid aux yeux. Désireuse de découvrir de nouveaux paysages et de nouveaux visages elle n'a ainsi pas hésité à venir affronter l'hiver manitobain en décembre 2012 afin de s'installer à Winnipeg.

« Comme beaucoup, j'avais plusieurs hésitations au début, confie la jeune femme. Le froid, la distance, le travail que j'occupais depuis sept ans, tout ça me freinait. Et puis je me suis dit « je suis jeune, c'est maintenant ou jamais ». Je me suis lancée et depuis, je n'ai aucun regret. »

C'est même avec une facilité déconcertante que la jeune femme a su s'intégrer à l'univers canadien. En contact avec la coordonnatrice au programme d'immigration du WTC Winnipeg, Brigitte Léger et avec sa cousine, résidente à Winnipeg, Chabha Bettoum a ainsi eu la chance de s'entourer d'appuis précieux.

« Je n'ai pas du tout connu de choc en arrivant à Winnipeg, raconte-t-elle. J'ai passé une première année sans ressentir la moindre nostalgie et je me suis très vite intégrée. Le fait d'avoir de bons contacts, notamment au WTC Winnipeg, m'a permis de rencontrer tout de suite la communauté francophone. »

Bénévole à la Ligue d'improvisation du Manitoba (LIM) puis au Festival du Voyageur en février 2013, la jeune femme s'est ainsi immédiatement immergée dans la culture propre au Manitoba. Une culture faite de ceintures fléchées, de caribou, de folk et de théâtre.

« Je suis quelqu'un de passionné et le Canada s'est justement révélé être une belle surprise, souligne Chabha Bettoum. J'aime les gens d'ici, leur simplicité et leur chaleur. Il n'y a pas de notion de hiérarchie et l'atmosphère est très encourageante. D'une certaine façon on te donne la chance, on t'ouvre des portes et cela devient facile d'avancer. »

Une philosophie de vie particulièrement visible au niveau professionnel. Titulaire d'un diplôme en *marketing*, la jeune femme travaillait depuis sept ans dans le domaine des études de marché avant de quitter l'Algérie.

À son arrivée au Manitoba, il ne faudra pas plus de quelques mois à la jeune femme pour décrocher une opportunité de travail dans son domaine de compétences. En mai 2013, c'est en effet un poste en tant que gestionnaire des ventes et du *marketing* au sein de l'entreprise d'imprimerie et de reproduction, Pollard Banknote qui s'ouvre à elle.

« Je n'en revenais pas au début d'avoir décroché si rapidement cet emploi, confie Chabha Bettoum. L'environnement est rapide, comme je l'aime, sans être aussi stressant qu'en Algérie. Et surtout il me permet de voyager. En à peine six mois, je m'étais déjà rendue plusieurs fois en Europe et dans d'autres provinces que le Manitoba au Canada! C'est une façon de garder un pied près de chez moi tout en profitant de la vie au Manitoba. »

**Vous souhaitez immigrer
au Manitoba?**

**PASSEZ À L'ACTION
AVEC LE WORLD TRADE
CENTRE WINNIPEG**

Nos services :

Aider les francophones avec
leurs démarches d'immigration
au travers du programme
« Candidats du Manitoba »

**Le World Trade Centre Winnipeg,
toujours à vos côtés :**

- ◆ Premiers contacts et informations générales
- ◆ Visite exploratoire
- ◆ Accompagnement de la demande d'immigration



**WORLD TRADE CENTRE
WINNIPEG**

Brigitte Léger, coordonnatrice au programme d'immigration
T 1 204 289 4082

@bleger@wtcwinnipeg.com

www.wtcwinnipeg.com



**PROSPÉRITÉ**

Plus grande que la France, la province est riche de céréales, de potasse et de pétrole.

Le Saskaboom

La Saskatchewan jouit d'une conjoncture économique favorable mais est menacée par une pénurie de main-d'œuvre. Une aubaine pour les candidats à l'immigration.

Par **Jean-Michel Demetz**

La première fois qu'ils ont entendu ce nom, ils ont tous eu la même réaction : la Saskatchewan, késako ? Et de se jeter sur l'atlas le plus proche. Certains situaient vaguement ce lieu mystérieux quelque part au milieu des steppes d'Asie centrale. C'est ainsi : cette province de la région des Prairies, grande comme la France, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse réunies, bordée au sud

par les États américains du Montana et du Dakota du Nord, avec ses plaines sans relief déroulées à l'infini sous un ciel sans obstacle, qui paraît s'unir à la terre, reste une frontière à découvrir. A peine plus d'un million d'habitants y vivent. Mais, et c'est pour cette raison que de plus en plus de francophones, encouragés par les autorités locales, sont tentés d'y émigrer, cette province caracolée à la seconde place du palmarès

de la croissance de l'économie canadienne depuis une décennie. Elle a atteint les 3,3 % l'an dernier ; elle devrait être autour de 2,6 % en 2014.

Originaire de l'Afrique des Grands Lacs, Christ-Mathieu Rugerinyange, qui venait de finir ses études en développement international à Ottawa, a ainsi été convaincu par un coup de téléphone de sa tante, installée à Regina, la capitale de la Saskatchewan : « Viens, m'a-t-



elle dit. Ici, ça grandit vite et les opportunités sont nombreuses." Moi, je pensais plutôt aller en Alberta pour profiter du boom mais elle m'a rétorqué : "La Saskatchewan, c'est l'Alberta d'il y a quelques années. Tout est à faire." » Le jeune homme se décide en septembre dernier. Après un mois de petits boulots

de la main-d'œuvre en provenance de l'extérieur. A ceux qui pourraient être intéressés, nous disons que la Saskatchewan est un endroit où l'on peut bâtir sa vie avec un emploi de qualité. » Il y a urgence. Dans certains secteurs, comme le bâtiment ou les services sociaux, l'effet conjugué des départs à la

dollars par mois. L'agriculture est prospère : « Je vois des prêts, contractés sur trente ans pour acheter une propriété, remboursés en seulement vingt ans, grâce à des profits en augmentation », raconte le comptable de la FCC. Diplômé en 2010 de l'École d'agriculture d'Angers, Johan Clequin travaille chez Fast Genetics, une société de génétique porcine : « Ici, le contexte économique est bien plus favorable pour cette filière qu'en Bretagne », confirme-t-il. Tirée par la demande mondiale en engrais, la production de potasse bénéficie, de son côté, de nouveaux investissements. Marc Colombet est arrivé en mai 2012 pour diriger la maintenance de la future usine de l'allemand K + S, le leader mondial de la potasse, dont la construction démarrera fin 2016, à Bethune. L'explosion des prix mondiaux de la potasse a ouvert, en effet, la voie à d'énormes projets d'extension de capacité. Marc Colombet a besoin d'embaucher 120 salariés, et ce n'est pas facile : « La compétition avec l'industrie des hydrocarbures rend difficile la recherche de mécaniciens, d'électriciens et de soudeurs », témoigne-t-il. Car, relancée par les nouvelles techniques d'extraction, la production d'hydrocarbures grimpe. Dans les petites villes proches des gisements d'or noir, les salaires s'envolent. Accueilli comme réfugié du Burundi au Québec en 2008, Napoléon Hatungimana s'occupait de l'inventaire du matériel pour une compagnie pétrolière à Estevan, à 200 kilomètres de Regina. « Un travail bien payé mais auquel j'ai dû renoncer pour un emploi de bureau car j'étais allergique aux sulfures d'hydrogène. » Son ami Steve, originaire du Rwanda, lui, est resté sur place : il gagne entre 25 et



URGENCE
D'ici à 2017,
94 500 emplois sont
à pourvoir.

STRINGER CANADA / REUTERS

dans un centre d'appel, il pose sa candidature pour un poste de comptable de prêts à Farm Credit Canada (FCC), la banque chargée du financement des agriculteurs. Il est retenu. « Ailleurs, il m'aurait fallu davantage de temps pour convaincre, mais la province manque de ressources humaines. »

On demande main-d'œuvre

Les chiffres confirment cette pénurie qui menace de s'aggraver. Alors que 50 000 nouveaux emplois (pour une population active de 550 000 individus) sont venus étoffer le marché depuis cinq ans, et pour 95 % d'entre eux à temps plein, le gouvernement de la province tire la sonnette d'alarme : jusqu'à 2017, il faudra pourvoir à 94 500 emplois supplémentaires, sauf à casser la croissance.

Mais où trouver la main-d'œuvre ? « Le gouvernement veut augmenter le taux d'activité dans certaines catégories de la population où il est plus faible, comme les Premières nations, explique Alastair MacFadden, en charge du marché du travail au ministère de l'Économie à Regina. Mais il nous faut aussi attirer

retraite et une demande en forte croissance ne va bientôt plus permettre de satisfaire l'offre. « Entre l'agriculture qui cherche des bras dès le printemps et le pétrole en plein boom, les autres secteurs risquent la pénurie dans les prochains mois, pronostique Denis Prud'homme, le patron de Prudhomme international, une agence de recrutement spécialisée sur le marché du travail dans l'Ouest. Nous manquons déjà de mécaniciens, de soudeurs, de peintres industriels et de camionneurs. Cepen-

Le dynamisme est visible partout. Des investissements et une agriculture prospère en témoignent

dant, le principal problème des Français, c'est l'anglais. » Comme le résume un recruteur, « lorsque dans un champ de pétrole, on vous crie *Back off!* (Recule), il vaut mieux comprendre tout de suite. » Le dynamisme est visible partout. Les loyers sont élevés, la faute au boom ! Pour une maison de quatre chambres, il faut ainsi déboursier entre 1500 et 2500

30 dollars de l'heure à faire des allers-retours avec son camion-citerne.

Tracer la route à la tête d'un convoi hors normes, c'était

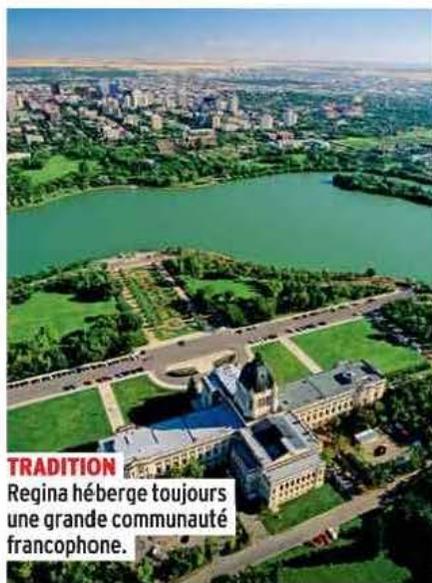
le rêve de Franck Rémond, 45 ans. Transporter des éoliennes de 50 mètres de long sur des routes rectilignes ou partir plusieurs semaines pour traverser le continent au volant de son engin, est devenu son ordinaire. Ce conducteur de poids lourd est arrivé en juillet 2012, après avoir répondu à une annonce. « Les débuts ont été difficiles, ●●●

●●● témoigne-t-il. Malgré mes vingt ans d'expérience, j'ai dû commencer avec du transport normal afin de me familiariser avec les routes et le matériel. Mon premier rendez-vous a été chaotique tant mon anglais était limité. Mais je me suis accroché. Pas le choix de toute façon ! Ici, si tu ne parles pas la langue, tu n'as droit à aucune compassion. » Deux ans plus tard, il est comblé. Les journées de travail sont longues mais profitables, grâce à de nombreuses heures sup, bien mieux rétribuées qu'en France. Sa famille l'a rejoint. Sylvie, son épouse, est devenue auxiliaire, puis éducatrice dans l'école francophone de son plus jeune fils. Elle y faisait du bénévolat avant d'être embauchée pour un salaire double de ce qu'elle touchait à Bayonne comme assistante. Et ce n'est qu'un début. L'école lui a offert une bourse afin de préparer un diplôme d'enseignante. « J'ai trouvé ma voie, dit-elle. En France, jamais une secrétaire ne pourrait prétendre enseigner. Ici, ce sont vos qualités que l'on examine d'abord. » L'aîné des garçons à qui l'Education nationale en France proposait de suivre un CAP s'est inscrit à Regina pour suivre des études de médecine. « On s'en sort mieux », résume Sylvie.

Par ricochet, la tension sur le marché du travail rend attractif le secteur des emplois communautaires, comprenez les postes parapublics destinés aux besoins de la minorité francophone, installée de longue date dans les Prairies. Ils seraient 10000 à Regina sur une po-

« J'ai trouvé ma voie. En France, jamais une secrétaire ne pourrait prétendre enseigner »

pulation totale de 250000. « Des gouverneurs francophones ont aidé au développement de Regina, comme l'ont rappelé, récemment, les Journées du patrimoine que nous avons organisées, explique Jessica Chartier, directrice du développement communautaire à l'Association canadienne-française de Regina (ACFR). Nous nous inscrivons ainsi dans une tradition, en prenant notre modeste part à la défense de la francophonie. » « La maîtrise du français et la formation que j'ai reçue en France, avec mes études dans le domaine de l'évé-



TRADITION
Regina héberge toujours une grande communauté francophone.

RUSS HEINL/ALL CANADA PHOTOS/CORBIS

nementiel, constituent un atout à l'embauche », témoigne Sophie Ballanfat, coordinatrice des projets à l'ACFR. A bien des égards, le tissu communautaire de la Saskatchewan constitue un sas pour les nouveaux arrivants. Dans ce milieu minoritaire, on pratique plus naturellement l'entraide, on s'y échange les petites ficelles du quotidien, on y trouve souvent le premier job. A l'Institut français de l'université de Regina, la Française Angéline Dubois, coordinatrice du centre de recherche sur les francophonies, voulait initialement se rendre à Vancouver. Elle est restée, heureuse de vivre « cette expérience de communauté minoritaire », où « l'on fait

confiance et où l'on délègue les responsabilités ». Débarquée de Djibouti en 2009, Chamis Mohamed, « passée de +45° à -45° » comme

elle le dit plaisamment, travaille à la garderie francophone. Informaticienne de formation, Angéline Feumba, d'origine camerounaise, a trouvé, elle, à s'employer comme assistante administrative au quotidien en français local, L'Eau vive, où elle gère la comptabilité et les abonnements. Son objectif est d'améliorer son anglais, à ce jour encore « une barrière » à la mobilité professionnelle, de son propre aveu. Parrainée par son mari, Radouane Zinoun, un comptable recruté par téléphone à Montréal et séduit par « l'accélérateur de carrière, en termes

de salaire et de responsabilités que la Saskatchewan a su offrir », Saïda Chehaima est arrivée du Maroc en 2011. Embauchée comme auxiliaire dans une école francophone où elle s'occupait des « enfants avec des besoins spéciaux », souffrant principalement d'autisme, elle a eu l'idée d'ouvrir une garderie francophone dans le sous-sol de sa maison. Travaux de sécurité, percement de nouvelles ouvertures, examen de son parcours par l'administration, formation en ligne... elle a fini par obtenir l'autorisation et a ouvert le mois dernier. « Etablir une garderie francophone dans une ville qui en manque, dit-elle, c'est aussi permettre à ma petite fille de ne pas perdre son français en milieu minoritaire et, à terme, dans un Canada bilingue, cela lui sera un atout. »

Un atout supplémentaire

Née à Regina, le bébé de Radouane et Saïda aura une autre carte en mains : elle sera habituée aux rigueurs du climat. En février 2014, la province a marqué un fameux record : -52 °C ! (avec refroidissement éolien). « Ce jour-là, nous étions le lieu le plus froid de la planète », soupire Cathy Colombet. A la fin du mois de mars, le thermomètre descendait encore à -20 °C. « Nous nous sommes résignés à acheter un tapis roulant pour faire un peu d'exercice, car l'hiver on vit à l'intérieur », raconte-t-elle. Au début de l'été, des nuages de moustiques, de taons et de tiques attaquent les promeneurs au bord des lacs. A croire que la belle saison se limite à août-septembre !

Est-ce l'effet du climat ? « Dans cette province, la vie va plus doucement, raconte Jessica Chartier, sensible à cet "esprit des Prairies", caractérisé par une aimable placidité. L'hiver glacial est néanmoins chaleureux car on vit comme dans un grand village. C'est un cadre adapté à la vie de famille, beaucoup d'activités à destination des enfants sont en outre financées par les pouvoirs publics. » Pour les célibataires, en dehors du travail, c'est moins exaltant. Ils ne recensent que quelques lieux de sortie, le Irish Pub, le Free House, le Bushwalker et une petite salle de concerts, en sous-sol. « La vie sociale est franchement limitée, avoue Christ-Mathieu. Du coup, beaucoup enchaînent avec un second emploi, en fin de journée. » ■

Boîte à outils

Répertoire des principaux sites d'emploi et d'informations concernant le marché du travail

DONNÉES GÉNÉRALES

Le site officiel **Travailler au Canada** offre un outil en ligne qui permet d'identifier les besoins en main-d'œuvre de chaque région

↳ www.travailleraucanada.gc.ca

Informations utiles sur la recherche d'emploi, les programmes d'aide, la formation et le perfectionnement des compétences. Liens vers des sites provinciaux

↳ www.servicecanada.gc.ca

Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE)

Le RDÉE a pour mandat de faciliter l'intégration économique des francophones. Ses douze bureaux opèrent dans toutes les provinces, excepté au Québec.

↳ www.rdee.ca

Investir au Canada, site du gouvernement canadien

↳ <http://investiraucanada.gc.ca>

PAR PROVINCE

Alberta

● Emploi, immigration

↳ www.employment.alberta.ca

Renseignements sur l'emploi et répertoires de liens utiles.

● Accès emploi ↳ www.accesemploi.net

Service en français pour les chercheurs d'emploi.

Colombie-Britannique

● Emploi-Avenir

↳ www.workbc.ca

Description détaillée de près de 200 professions directement liées au marché du travail de la Colombie-Britannique.

● Collège éducentre

↳ www.educacentre.com

Ateliers et services en français pour les nouveaux arrivants.

Ontario

● Emploi-Avenir Ontario 2000

↳ www.ontariojobfutures.net

Tendances et perspectives pour plus de 150 professions en Ontario.

Manitoba

● Renseignements sur les possibilités d'emploi, salaires, compétences et conditions de travail.

↳ www.mb.jobfutures.org

● Site du gouvernement manitobain

↳ www.gov.mb.ca

Pour les nouveaux arrivants francophones

● Agence nationale et internationale du Manitoba :

↳ www.animcanada.com

↳ www.accueilfrancophonemb.com

Saskatchewan

● Renseignements sur des centaines de professions en Saskatchewan

↳ www.saskjobs.ca

● Destination Saskatchewan

↳ www.bonjour.gov.sk.ca

Conseils sur la recherche d'emploi pour les nouveaux arrivants.

Nouvelle-Écosse

● Option Carrière

↳ <http://careers.novascotia.ca/>

Informations sur le marché de l'emploi local, offres d'emploi.

● Programme Vie de la province

↳ www.novascotiastart.ca

Conseils et contacts des organismes francophones d'aide à la recherche d'emploi.

Nouveau-Brunswick

● Site du gouvernement provincial

↳ www.gnb.ca

Pour les données sur le marché du travail local, les certifications et autres normes.

● Site carrières du Nouveau-Brunswick

↳ www.careerbeacon.com

Conseils, offres d'emploi en ligne et possibilités de recherches d'emploi selon les villes.

Ile-du-Prince-Édouard

● Les opportunités et les tendances

↳ www.gov.pe.ca

Terre-Neuve-et-Labrador

● Informations sur le marché du travail, offres d'emploi et contacts utiles.

↳ www.lmiworks.nl.ca

Territoires du Nord-Ouest

● Site du département des ressources humaines du gouvernement des TNO

↳ www.hr.gov.nt.ca/employment

Yukon

● Informations sur les conditions d'exercice, les salaires et le marché local.

↳ www.community.gov.yk.ca

DESTINATION CANADA-FORUM EMPLOI

L'ambassade du Canada en France organise avec Pôle Emploi International un forum emploi sur trois jours, à Paris, destiné à mettre en relation des employeurs canadiens et des francophones aspirants à l'expatriation. Des représentants des différentes provinces, sauf le Québec, sont également présents pour informer et inciter les candidats au départ à venir s'installer chez eux. En 2014, cette manifestation incontournable se déroule aussi à Bruxelles et à Tunis.

Paris : 18/19/20 novembre

Bruxelles : 22 novembre

Tunis : 24/25 novembre

↳ www.destination-canada-forum-emploi.ca

SALON DE RECRUTEMENT INTERNATIONAL

Le forum emploi Working abroad se tiendra à Lyon les 28 et 29 juin et à Toulouse, le 3 juillet. Pour rencontrer et, qui sait, être directement recruté par un des employeurs canadiens présents au salon

↳ www.workingabroad.net

JAMAIS SANS MON FISC!

Bien que le Canada et le Québec aient signé des conventions fiscales avec la France, il y a néanmoins un certain nombre de choses à savoir en terme de fiscalité. La majorité des expatriés sont considérés comme « non résidents fiscaux français ». Avant de partir, vous devez effectuer votre déclaration de revenus de l'année en cours et payer tous vos impôts. Une fois la somme acquittée, vous obtiendrez un quitus (à conserver) et qui peut vous être demandé par le pays dont vous devenez le résident fiscal, en l'occurrence, le Canada. Petit conseil à ceux qui voudraient passer à travers les mailles du filet : on n'échappe pas si facilement au fisc et la probabilité de redressement est importante ! Pour tout savoir sur le sujet

↳ www.impot.gouv.fr, le site du fisc français

↳ www.mfe.org, le site de la Maison des Français de l'étranger ainsi que *le Guide de l'expatriation*, de Elisabeth Blanchet (Ed. Express-Roularta)

À LIRE

Le numéro 108/109 de la revue ACCOMEX, analyse et réflexion sur les marchés extérieurs, éditée par la CCI PARIS ÎLE DE France : « Canada. Dynamisme et diversité d'un marché qui ne connaît pas la crise ».

↳ www.etudes.cci-paris-idf.fr/collection/21-revue-accomex



ROULMANN-MURPHY

Le meilleur des deux mondes

La France s'enorgueillit d'un réseau unique d'établissements scolaires dans le monde. Ils sont pas moins de huit au Canada. Reportage dans le très réputé et très cher lycée français de Toronto, où le savoir français allié au pragmatisme nord-américain fait des heureux.

Par **Marjorie Roulmann-Murphy**

Marine range son cahier Clairefontaine dans son *locker*, et son invitation pour la *prom party* de fin d'année. Depuis son arrivée au Lycée français de Toronto, la jeune fille de 16 ans, actuellement en 1^{re}, a l'impression de se trouver dans une série télé américaine. C'est d'ailleurs dans cette ville qu'a été tournée *Les années collège*, la série qui a fait rêver tous les jeunes Français dans les années qua-

tre-vingt-dix. « Le Lycée français de Toronto, c'est le meilleur des deux mondes, explique Rémy Durand, professeur de sciences économiques et sociales. Vous avez l'excellence et la rigueur de l'éducation française dans un cadre et une ambiance nord-américaine. »

Tout le monde s'en réjouit : professeurs, parents et élèves vivent cette complémentarité avec un réel enthousiasme. On peut commencer cette im-

mersion hexagonale en plein Toronto dès l'âge de 3 ans et ce, jusqu'au bac. Les élèves aiment cette mixité. Même si les grands ont un foyer séparé, la plupart des collégiens et lycéens sont jumelés à des élèves du primaire et font, plusieurs fois dans l'année, une activité ensemble.

« C'est comme une grande famille, insiste le proviseur Eric Leborgne. Tout le monde se connaît et s'entraide. Les élèves ne sont pas plus de 18 dans les classes. Les professeurs ont donc le temps de s'occuper et de connaître chacun des enfants, de la maternelle à la terminale. Ça donne une ambiance de village très appréciée par tous. »

Pour Laurence Aubourg, mère de quatre enfants inscrits au lycée, l'important, c'est de bénéficier de l'éducation française. « Du fait du métier de mon mari, on passe trois ans dans une ville, puis dans une autre : en passant du lycée français de Rio à celui de Toronto, on n'a pas eu l'impression d'avoir changé d'établissement. C'est le même programme, celui de la France, la même rigueur, avec l'esprit communautaire de l'Amérique du Nord en plus. » « Nos enfants deviennent vite bilingues dans cette école », ajoute

Ghislaine Escudié, maman de deux très jeunes enfants. Contrairement aux écoles publiques francophones (voir encadré), le lycée français de Toronto encourage les élèves à parler anglais, ce qu'ils font de toute façon très naturellement, dans la cour et dans la rue. Au programme, une heure de cours d'anglais par semaine dès la primaire et tous les cours de sport et de musique dispensés par des profs anglophones unilingues.

La vie du lycée est aussi fortement teintée par les us et coutumes canadiennes. Chacun a son casier ou *locker*, dans le-

Le même programme qu'en France, la même rigueur, l'esprit d'Amérique du Nord en plus

quel il dépose ses livres et cahiers et qui accueille la *lunch box* pour déjeuner. Ici, il n'y a pas de cantine. A la fin de l'année scolaire, la très attendue soirée *prom* de fin d'études provoque l'émoi des jeunes filles qui préparent de longue date leur robe de soirée pour le bal qui suit la *graduation* (remise de diplôme).

Cahiers Conquérants et stylos Bic

Côté artistique, on apprend un instrument différent presque chaque année (et pas juste la flûte à bec...), personne ne redouble et tout le monde s'y met quand il s'agit de repeindre les murs du foyer. En classe, on étudie avec des manuels importés de France et on écrit sur des cahiers Conquérant avec des stylos Bic offerts aux élèves. Thomas Morey, instituteur en CM2, enseigne exactement le même programme qu'il y a dix ans à Bondy, en banlieue parisienne. A une différence près : « On a le temps d'inclure des parties supplémentaires, vu le nombre d'élèves qu'on a, explique-t-il. Je donne des cours d'histoire du Canada, par exemple. Qui était Etienne Brulé ? Qu'est-ce qu'une cabane à sucre ? etc. »

« Nous sommes passés du simple au double en terme de nombre d'élèves. De 281, il y a dix ans, nous en avons maintenant plus de 450 », dit le professeur, qui regrette notamment que les locaux actuels ne soient pas assez grand pour des installations sportives

dignes de ce nom dans un pays où la pratique du sport à l'école n'est pas un vain concept. En revanche, le lycée offre de véritables perspectives d'avenir international à tout élève ayant passé une partie de sa scolarité dans l'institution. « Je vois tous les élèves dès la fin de la 3^e pour les aider à choisir leur filière, puis définir dans quelle voie ils veulent aller, explique Alban Ferrieu, conseiller d'orientation. On réfléchit sur les meilleures options d'universités ou de grandes écoles en France mais aussi à l'étranger. » Les bacheliers du lycée peuvent en effet se prévaloir d'un diplôme reconnu, d'un bilinguisme apprécié, le tout validé par un établissement à la forte notoriété.

Bref, étudier dans un lycée français est considéré comme une chance par les enfants et leurs parents. Mais beaucoup trouvent également que c'est un privilège qui n'est pas accessible à tous les Français expatriés. A Toronto, les frais de scolarité s'élèvent à 15 000 \$ CAN annuels (environ 10 000 euros). C'est l'un des lycées français les plus chers au monde. Les moins onéreux commencent à 4 000 euros par an. L'accès à l'excellence du système éducatif français reste donc prohibitif pour de nom-

breux ressortissants qui n'ont pas la chance d'être détaché par une entreprise prenant en charge ce genre de frais ou qui n'ont pas eu accès à une bourse de l'Etat français.

Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, celui-ci, dont le fils était scolarisé au lycée français de New York (20 000 \$ US par an), avait entrepris de rendre totalement gratuites les études pour tous les élèves français, quels que soient les revenus de leurs parents. Mais financer intégralement la scolarité de 130 000 élèves français (sur plus de 320 000, toutes nationalités confondues), répartis dans presque 500 établissements à travers le monde a semblé excessif à son successeur, qui est revenu sur cette décision en 2012. Pour des raisons de budget et d'équité, les conditions d'accès aux bourses ont aussi été révisées et celles-ci ne sont plus attribuées à des familles dont les revenus ne justifient pas une aide financière. Cependant, l'affaire a eu pour résultat que le nombre de Français inscrits à Toronto a baissé de manière assez conséquente, au profit d'étrangers désireux de bénéficier du système français. Depuis vingt ans, le nombre d'élèves dans ces établissements a d'ailleurs doublé. A Toronto, pour l'année scolaire 2013-2014, 60 % des élèves étaient Canadiens, 30 % Français et 10 % provenaient de pays tiers ■

Les écoles françaises au Canada

En dehors du Québec, bilinguisme oblige, l'enseignement en français est un droit et les parents peuvent inscrire leurs enfants dans le système francophone, dans des établissements publics (et gratuits) du primaire et du secondaire. Il existe parallèlement un système privé. L'enseignement « français » au Canada n'a cependant rien à voir avec les programmes de l'Education nationale. Pour suivre une scolarité conforme en tout point à celle en vigueur dans l'hexagone, il faut s'inscrire dans un des 488 établissements de l'étranger homologués par le ministère français. Il en existe huit sur le territoire canadien : trois au Québec, deux à Toronto, un à Vancouver, Calgary et Ottawa. La Toronto french school et l'Ecole Française Internationale Cousteau à Vancouver ont des statuts un peu particuliers, mais sont néanmoins agréées par le ministère de l'Education nationale. Selon les écoles, la scolarité peut débiter à la maternelle. Tous ces établissements sont payants mais il est possible d'obtenir des bourses.

Pour plus d'information : L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, → www.aefe.fr

Panorama des universités

Petit tour d'horizon des plus importants établissements. Par Marie Cousin

L'Université de Toronto est la plus renommée du pays.



UNIVERSITÉ D'OTTAWA

Avec quelque 40 000 étudiants, l'université d'Ottawa est le plus grand établissement d'enseignement bilingue du pays. On y dénombre également plus de 4 500 étudiants internationaux. Son campus en centre-ville est situé à quelques enjambées de la colline parlementaire. Une bénédiction pour les nombreux étudiants en droit, la spécialité de l'université, qui peuvent passer de la théorie à la pratique. Pour les autres, l'université propose 450 programmes différents, dont une soixantaine en alternance.

↳ www.uottawa.ca

UNIVERSITÉ DE COLOMBIE-BRITANNIQUE

Elle est tout aussi connue sous son acronyme anglais : UBC. Face à l'océan Pacifique, cette université possède sans aucun doute l'un des plus beaux campus canadiens. Les 55 000 étudiants sont en fait répartis sur deux sites, celui près du centre-ville et celui d'Okanagan qui en accueille 7 000. Particulièrement renommée en biologie et en sciences, l'UBC est régulièrement classée dans le top 5 des meilleurs établissements universitaires du pays. A noter : les étudiants étrangers en 2^e et 3^e cycle payent les mêmes droits d'inscription que les Canadiens. ↳ www.ubc.ca

UNIVERSITÉ DE TORONTO

Le top du top. "U of T", de son petit nom, remporte la première place des universités canadiennes et arrive en 20^e position dans le classement Times Higher Education (2013-2014). Elle est également la plus importante en nombre d'étudiants puisqu'elle en accueille près de 75 000, dont 8 000 étrangers. Une multitude de programmes leur est proposée, dont près de 850 en 1^{er} cycle ! A noter : le MBA de l'école de gestion est l'un des plus réputés d'Amérique du Nord ↳ www.utoronto.ca

UNIVERSITÉ D'ALBERTA

Au cœur de la ville d'Edmonton, ils sont 40 000 à fréquenter le campus de l'université d'Alberta, dont 7 000 étudiants étrangers. On y compte une vingtaine de départements et un campus francophone, celui de la faculté Saint-Jean. L'université est particulièrement réputée pour ses recherches dans le domaine des nanotechnologies ↳ www.ualberta.ca

UNIVERSITÉ DE WATERLOO

Au centre de la silicon vallée canadienne, quelque 35 000 étudiants baignent dans l'esprit d'innovation et d'entrepreneuriat qui singularise l'université de Waterloo dans le paysage de l'enseignement supérieur canadien.

De taille moyenne et jeune, elle est pourtant classée 5^e meilleure université canadienne, en 2013 (selon le site University Web Ranking) et est surtout réputée pour compter dans ses cursus, la plus grande faculté d'ingénieurs du Canada.

↳ <https://uwaterloo.ca>

NOUVEAU !

Depuis le 1^{er} juin 2014, le gouvernement a édicté de nouvelles règles concernant les étudiants étrangers. Ceux-ci devront s'assurer que les institutions d'éducation choisies sont bien accréditées pour recevoir des étudiants étrangers. Pas d'inquiétude, la quasi-totalité des universités et établissements d'enseignement supérieur le sont. Cela concerne essentiellement des petites écoles de langue privées, qui offrent des programmes de moins de six mois. Mais la vraie nouveauté, c'est que les étudiants qui suivent un cursus de plus de six mois dans un établissement agréé n'ont plus besoin de demander un permis de travail, en plus de leur visa étudiant, pour pouvoir, dès leur arrivée, travailler vingt heures par semaine hors campus, et à temps plein pendant les vacances scolaires. Enfin, les « faux » étudiants qui ne suivraient pas vraiment un cursus scolaire sont passibles d'une expulsion du territoire. Avis aux amateurs d'école buissonnière...

BON À SAVOIR

Contrairement au Québec, les provinces anglophones canadiennes ne proposent pas d'accord spécifique concernant les frais de scolarité des étudiants étrangers (hors échanges universitaires). Exception notable : l'Université d'Ottawa. « Nous avons approuvé récemment un changement des droits de scolarité des étudiants étrangers francophones. Ces derniers payeront l'équivalent des droits de scolarité des étudiants canadiens », explique Gary Slater, vice-recteur associé à l'International de l'Université. Une révolution. Pour les autres, il faudra déboursier entre 10 000 et 23 000 \$ CAN, par an, selon les universités, soit le double, voire le triple de ce que doivent acquitter les étudiants locaux. Ce qui reste néanmoins toujours bien moins coûteux que des études supérieures chez le voisin américain. En outre, il faut savoir que 14 universités à travers le pays (hors Québec), proposent d'étudier et de passer ses examens en français.

Renseignements auprès de l'association des universités de la francophonie canadienne

→ www.aufc.ca

Site de l'ambassade du Canada en France

→ www.amb-canada.fr/etudes

Association des universités et collèges du

Canada → www.aucc.ca

VOUS VOULEZ VIVRE AU CANADA ?

Quelles sont les démarches ?

Combien ça coûte ?

Quelles sont mes chances ?

130 000 membres	10 millions de visiteurs	4500 fiches pratiques	1000 billets et chroniques
55 000 fans Facebook	1,2 million de messages	300 millions de pages vues	4000 connexions par minute



IMMIGRER.COM
TOUT SAVOIR POUR VIVRE AU QUÉBEC ET AU CANADA



Toronto, les quartiers en

Où se loger dans la métropole canadienne qui accueille le plus d'immigrants ? Visite guidée.

Par **Marjorie Rouimann-Murphy** Photos **Sean J. Sprague** pour l'Express hors-série

ENTERTAINMENT DISTRICT

En venant à Toronto en 2013, pour être « nanny en attendant de trouver mieux », la Lyonnaise Amélie James, 29 ans, célibataire, avait « trois objectifs : parler anglais, découvrir la capitale économique et culturelle du Canada et essayer de profiter de la nature. » Après quelques visites de maisons typiques dans des quartiers populaires, elle a finalement choisi le centre-ville et opté pour la modernité, à quelques dizaines de mètres du lac Ontario. Elle s'est installée dans l'Entertainment district, le quartier des divertissements. Ici, c'est un peu Broadway. Loin de l'esprit village des autres quartiers de la ville, l'endroit offre pléthore de distractions. Outre les restaurants, bars et discothèques, le noctambule dispose de nombreuses salles de spectacles où se jouent les comédies musicales venues de New York. En journée, les grands musées de la ville et le récent Palais du festival international du film de Toronto (TIFF), avec ses 5 cinémas de 550 places, sa galerie d'art et ses restaurants branchés, sont bondés. Bien desservi par les transports en commun (qui ne sont pas le point fort de la ville) l'Entertainment district ne cesse de se développer. « Ce qui fait qu'il y a de nombreux chantiers... », explique Amélie. Néanmoins, le quartier est parfait pour un célibataire qui aime sortir. Et je suis étonnée du rapport qualité/prix des appartements. Non seulement ils sont neufs et propres, mais aussi silencieux ! » Une précision qui n'est pas inutile lorsqu'on sait qu'outre la construction, un aéroport est implanté sur une des îles de Toronto, juste en face. Du haut du 36^e étage de sa tour, Amélie observe le ballet des avions qui décollent et atterrissent toutes les

trois minutes sans qu'aucun bruit ne filtre à travers les triples vitrages. Elle partage un appartement de 160 m² avec deux Chinois et une Belge (ce qui lui permet tout de même d'améliorer son anglais), pour un loyer mensuel de 850 \$ CAN par mois (environ 570 euros). « Ce n'est pas très cher pour un quartier comme celui-ci, très prisé par les jeunes cadres », dit-elle. Son immeuble occupe tout un pâté de maison appelé City Place. « Il y a une salle de sport, une autre pour organiser des fêtes, à disposition des résidents, une piscine extérieure et un supermarché, énumère Amélie. La semaine, je profite des installations intérieures et le week-end, je fais du vélo le long du lac ou je vais à la plage sur les îles de Toronto. Un parfait compromis entre une vie très urbaine et une autre plus nature. »

LES BONNES ADRESSES D'AMÉLIE

Le Select pour le brunch du week-end

→ 432 rue Wellington ouest

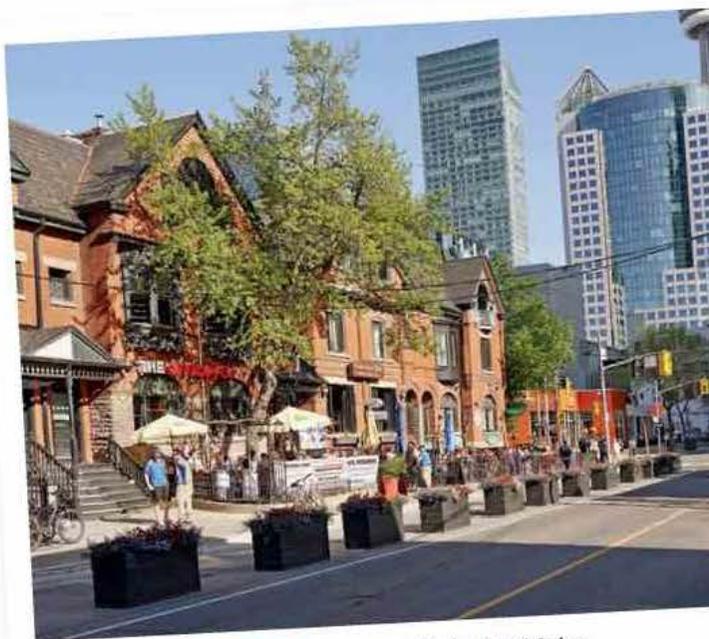
Spin Toronto pour son bar-ping pong, parfait pour prendre un verre → 461 rue King ouest

Delysées french bakery pour ses croissants et sa baguette → 780 rue King ouest

SOMA chocolaterie pour ses friandises → 443 rue King ouest

Open Mic Cameron House pour les concerts en live → 408 rue Queen ouest

Moksha Yoga pour le cours de hot yoga → 577 rue Wellington ouest



ENTERTAINMENT DISTRICT Idéalement situé en bord de lac, le coin est aussi parfait pour les célibataires.

JUNCTION TRIANGLE

Depuis dix ans qu'elle vit à Toronto, Auriane Sokoloski, 38 ans, professeure des écoles, a assisté à la transformation de la ville, passée d'une capitale économique un peu austère à une métropole multiculturelle et culturelle. De la rue Queen Ouest, à Parkdale puis Roncesvaux, tous ces quartiers de l'ouest de la ville ont connu un boom ces dernières années : les restaurants, bars, magasins et galeries d'art se sont multipliés, les « tours à condos » (immeubles d'appartements) ont poussé tandis que les start-up investissaient les anciennes usines. Logiquement, les loyers ont donc grimpé et les Torontois ont cherché de nouveaux lieux plus abordables. C'est le cas de Junction Triangle. Depuis 2009, ce tout petit quartier, autrefois investi par une importante communauté portu-

vogue

gaïse, coincé entre Junction, Roncesvaux et Bloordale village est devenu le nouveau paradis des artistes, mais aussi des jeunes couples, des célibataires ou des petites familles ne pouvant plus se payer un logement au centre-ville. « On cherchait un endroit où les habitants souhaitaient développer un art de vivre communautaire, raconte Auriane. Comme des dizaines d'artistes installent leurs studios dans les anciennes usines de Junction Triangle, toute une vie s'organise autour. Des cafés et des petits restaurants familiaux ouvrent un peu partout et l'ambiance y est artistique et chaleureuse. » Mais il n'y a pas que les créateurs. Des entreprises en plein essor, comme la société française Ubisoft, ont récemment ouvert des succursales dans le quartier et comptent bien profiter de cette nouvelle aire de jeu. « Les prix sont encore accessibles. Avec mon compagnon, Giorgio, nous avons



JUNCTION TRIANGLE L'ancien quartier portugais est devenu le nouveau paradis des artistes.

acheté une belle maison à 530 000 dollars (environ 350 000 euros), ce qui devient rarissime à Toronto. » Comme tout quartier qui se transforme, l'homogénéité architecturale n'est pas vraiment d'actualité. « C'est même assez moche dans certains coins, reconnaît Auriane, mais il est clair que dans quelques années, Junction Triangle va trouver, grâce à sa population grandissante et son boom économique, sa propre identité. »

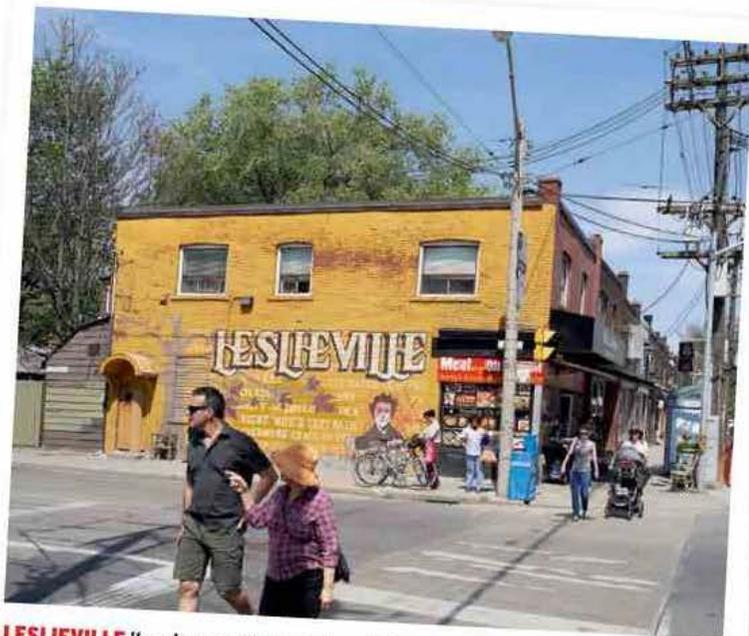
LES BONNES ADRESSES D'AURIANE

- Le Dépanneur pour le brunch → 1033 rue College
- The Emerson bistro pour dîner → 1279 rue Bloor Ouest
- Boo Radley's pour prendre un verre → 1482 rue Dupont
- Mercer Union art Gallery pour l'art → 1286 rue Bloor ouest
- Fresh Collective pour découvrir les stylistes de mode canadiens → 692 rue Queen ouest

LESLIEVILLE

Vivre au bord de l'eau, c'était un peu leur fantasme. Partie en 2013 de Vanves, en banlieue parisienne, pour vivre la grande aventure d'un nouveau travail à Toronto, la famille Guérin-Bresson est d'abord attirée par le quartier des Beaches (les plages du lac Ontario). Mais Laurent, 43 ans, directeur des contenus web et télé chez TFO (Télévision ontarienne francophone), sa femme Estelle, 42 ans et leurs deux enfants s'aperçoivent que, malheureusement, c'est trop cher pour eux. Ils décident alors de se rabattre sur Leslieville, à quelques stations de tramway à l'ouest. La famille trouve une petite maison lumineuse avec jardin dans cet ancien quartier ouvrier devenu fief des familles « classe moyenne » depuis que la plupart des usines qui faisaient travailler la population du coin ont fermé ou se sont transformées en résidences de lofts design. Née au milieu du XIX^e siècle, Leslieville a gardé un côté village British, avec ses rues bordées de petits pavillons identiques en rang d'oignons. Evidemment, la plupart ont été rénovés et offrent des surfaces suffisantes pour une famille de quatre. Estelle a tout de suite été charmée en entrant dans son nouveau lieu de vie

situé à côté de Greenwood Park, un grand parc, avec piscine et patinoire accessibles pour quelques dollars. Avec ses trois chambres et son jardin, la maison est assez grande pour ses deux enfants en bas âge, même si pour 2 100 \$ CAN mensuels, elle aurait aimé ne pas avoir à partager... Comme très souvent à Toronto, le « basement », logement en sous-sol, est en effet loué à quelqu'un d'autre. « Mais à part ça, tout est vraiment parfait ici, dit Estelle. Plusieurs écoles francophones ont élu domicile dans le quartier, et le bureau de Laurent se trouve à un quart d'heure en tramway. » Pour cette maman occupée, qui ne travaille pas encore (elle recherche un emploi dans le numérique), Leslieville est le parfait village urbain pour socialiser : véritable garderie à ciel ouvert, on y croise des poussettes à tous les coins de rues, comme des supermarchés bio, des boutiques vintage et des cafés, qui proposent des tas d'animations tels ces ateliers de chansons en français ! Bref, Leslieville, c'est bobo et branché.



LESLIEVILLE l'ancien quartier ouvrier a été investi par les classes moyennes depuis la fermeture des usines.



OAKWOOD VILLAGE en partie désenclavé grâce à la ligne du train qui mène à l'aéroport.

LES BONNES ADRESSES D'ESTELLE ET LAURENT

Lady Marmelade pour le brunch

→ 898 Queen st. est

Tabulé pour les bonnes recettes du resto libanais → 810 Queen st. est

Swirl wine bar pour prendre un verre

→ 946 Queen st. est

Cheese market pour ses fromages

→ 891 Queen st. est

Pied-à-terre pour les objets décoratifs

vintage → 1114 Queen st. est

Project Gallery pour ses œuvres d'art

→ 1109 Queen st. est

Energy Xchange pour ses cours de yoga et de

pilates → 33 Glengowan

Lil' bean and green pour laisser les enfants

jouer à l'intérieur → 1133 Queen st. est

OAKWOOD VILLAGE

Il est tombé sous le charme dès sa première visite. Franck Ngako, 25 ans, célibataire, manutentionnaire en attente d'un poste d'assistant scolaire, a adopté Oakwood Village, dans le district de York, en quelques mois à peine. Le quartier est en plein développement. La construction d'une nouvelle ligne de train rapide qui desservira l'aéroport international Pearson a mis cette ancienne banlieue sans grande notoriété sur le devant de la scène. Les entrepre-

neurs immobiliers se jettent sur le quartier et font surgir un peu partout de nouveaux buildings. Oakwood village, situé à environ 15 minutes du centre, tout en devenant un quartier d'artistes, multiculturel et populaire, reste encore abordable. C'est ce qui a attiré Frank : pour 500 \$ CAN (environ 333 euros) par mois, le jeune homme, venu de Marne-la-Vallée il y a un an, partage une maison avec sept autres colocataires. Une vraie bonne affaire car, aujourd'hui à Toronto, même les quartiers universitaires ne proposent plus un tel rapport qualité/prix. Dans cette grande maison très propre, l'ambiance est joyeuse, multilingue et généreuse : Frank a sa propre chambre, mais partage cuisine et salle de bains avec une Mexicaine, une Colombienne, une Française et deux Canadiens. Une cohabitation qui ne le gêne pas, au contraire. Comme le caractère multiculturel du quartier, au carrefour de la petite Jamaïque, du Corso Italia et du quartier portugais. D'origine camerounaise, il se rend régulièrement chez l'un des nombreux coiffeurs afro, déguste les pâtisseries italiennes du coin et a même trouvé une communauté religieuse qui l'inspire. A Oakwood Village, beaucoup de petites églises proposent des messes en anglais, en espagnol ou en portugais, selon les heures. Le jeune homme se sent comme chez lui, même s'il déplore l'absence de magasins de mode et de petits endroits sympas pour sortir le soir. Mais cela ne devrait guère durer... En attendant, il profitera du célèbre festival Caribana, le plus grand défilé caribéen d'Amérique du Nord qui chaque année au mois d'août part... d'Oakwood Village, bien sûr !

LES BONNES ADRESSES DE FRANCK

Boom Breakfast & Co pour bruncher

→ 174 avenue Eglinton Ouest

Alberts real Jamaïcain Food pour dîner

→ 542 avenue St Clair Ouest

One love sport bar pour prendre un verre

→ 630 Vaughan Road

The barber's of Eglinton pour la barbe

→ 1565 A avenue Eglinton Ouest

Oakwood village library and Arts Center pour la culture → 341 Avenue Oakwood

Les conseils d'un agent immobilier

Carl Bouchard, pour Royal LePage à Toronto

Que faut-il savoir au moment de choisir un quartier à Toronto ?

→ Toronto est une vraie ville nord-américaine, très étendue, avec une population, pour l'agglomération elle-même de presque trois millions d'habitants et plus du double pour le grand Toronto. En dehors du centre-ville même (Downtown), la métropole se découpe en une multitude de petits quartiers qui vivent un peu comme des villages. Chacun a ses caractéristiques propres ; ethnoculturelles (Chinatown, Petite Corée, quartier grec, portugais, éthiopien, indien) ; socioculturelles (les bourgeois Mount Pleasant, Rosedale, certains coins de l'Annex et les bobos Queen West, West, Distillery district, King East Village) ; populaires comme Kensington Market, Junction et en développement comme Regent Park et Oakwood Village. Tous proposent des styles de vie très différents. Il est donc recommandé de s'y rendre avant pour sentir l'ambiance. Il est important de noter aussi que Toronto n'est pas très bien pourvu en transports en commun puisqu'il n'y a que deux lignes de métro, par exemple. Choisir un quartier desservi par le métro ou le tramway peut être une bonne option si on veut éviter la voiture.

Est-ce difficile pour un nouvel arrivant de louer un appartement ?

→ Non, mais il faut quand même être prêt. Première démarche indispensable : ouvrir un compte bancaire canadien, car les bailleurs demandent des chèques. Ensuite, il est préférable d'avoir un historique bancaire à présenter car ils font aussi une « enquête de crédit ». Lettre de référence d'anciens propriétaires (idéalement en anglais) ou de ses parents éventuellement... Selon la loi, les



propriétaires ne peuvent exiger que le premier et le dernier mois de location. Il faut donc refuser de payer six mois d'avance si on vous le demande. D'autre part, les propriétaires ne peuvent pas demander à être payés avant le 5 de chaque mois, mais ils peuvent menacer d'expulsion après le 15 et prendre des mesures effectives après deux mois de défaut de paiement.

Quel est le prix moyen pour la location d'un appartement d'environ 50 m² avec une chambre ?

→ Pour 650 pieds carrés (les Canadiens utilisent le système métrique mais ont gardé le système anglais pour certaines choses), soit 60 m² il faut compter environ 1350 \$ CAN, soit 900 euros. Pour les Français, qui ne sont pas habitués à ces formules, il faut aussi savoir qu'en général les « condos » (appartements) sont fournis avec machine à laver et à sécher et que la plupart des grands immeubles ont un « doorman » (gardien) ainsi que des installations communes style piscine, salle de gym, etc.

Propos recueillis par
Marjorie Roulmann-Murphy

Vancouver, la green attitude

Au bord du Pacifique, la métropole de la côte ouest est cool et verte. Petit guide pour y vivre « bio ».

Par **Marie Cousin**

Manger

Diane Kruger, la star hollywoodienne, fan de Vancouver et de nourriture saine, adore y faire ses emplettes. A quelques pas des superbes maisons bateaux, le marché public couvert de l'île Granville offre ses étals colorés et parfumés aux locaux comme aux touristes. On y trouve des spécialistes des produits bio et locaux. On peut aussi choisir de déguster les mets sur place, dans l'un des espaces partagés, avec vue sur l'eau et le centre-ville. Pour plus d'information sur Granville Island Market

↳ <http://granvilleisland.com/fr/marche-public>

Les Vancouverois aiment aussi profiter des marchés fermiers qui accueillent des petits producteurs dans différents points de la ville.

Pour obtenir la liste et adresses ↳ www.eatlocal.org/markets.html

Enfin pour les amateurs de poisson, le label « Ocean Wise », créé par l'aquarium de Vancouver, permet aux consommateurs d'adopter une démarche de « pêche durable » lors de leurs courses ou au restaurant.

↳ www.oceanwise.ca

Bricoler et jardiner

Pour bricoler, pas besoin de tout acheter. Ici, il suffit de se rendre à la « Vancouver Tool Library » ou bibliothèque des outils pour emprunter perceuse, et autre scie sauteuse, de la même manière qu'un bon bouquin. Pour les amateurs de jardinage, il existe également un système de partage des espaces. Grâce à un site web qui regroupe et géolocalise les annonceurs, les mains vertes rencontrent les heureux propriétaires d'un bout de terrain qui n'ont pas le temps ou l'envie de s'en occuper. Les récoltes sont partagées entre les deux parties ! Les jardiniers des « Inner City Farms » fonctionnent selon le même principe et sont, en plus, spécialisés en agriculture biologique. Certaines des récoltes de cette organisation sont parfois revendues à des chefs locaux.

↳ <http://vancouvertoollibrary.com>

↳ www.sharingbackyards.com



ABONDANCE
sur le marché couvert
aux étals garnis.

DOMINIC SCHAEFER



SILENCIEUX
Le bateau bus, un bon moyen de traverser la ville.

DOMINIC SCHAEFER

Se déplacer

Ici, la voiture n'est pas forcément reine. Plutôt démocratique, grâce au système d'autopartage largement développé. Modo compte ainsi 10000 utilisateurs de 300 véhicules. Il est aujourd'hui concurrencé par les Zipcar et autre Car-to-Go. Contrairement à d'autres villes nord-américaines, Vancouver bénéficie d'un vrai réseau de transports en commun et même d'un Aquabus électrique. Le métro relie notamment l'aéroport et le centre-ville en une vingtaine de minutes. Les bus sont nombreux et quadrillent la ville. Ils possèdent, à l'avant, des porte-vélos. Car, chose encore plus rare de ce côté-ci du Pacifique, une voie est réservée aux deux roues sur la chaussée. La municipalité a publié une carte des pistes cyclables et des rues adaptées à la petite reine. Quelques 4x4 jouent encore les gros bras, mais la cohabitation est, dans l'ensemble, cordiale. Surtout, Vancouver est une ville qui se pratique à pied ! Les trottoirs sont étonnamment larges et les zones piétonnes nombreuses.

↳ www.translink.ca

S'habiller

Qu'il s'agisse de chercher une tenue chic ou un équipement technique pour profiter de la nature environnante, la ville offre un choix plus éclectique que les grandes enseignes classiques. Ainsi, Mountain Equipment Coop est à la fois La Mecque des articles de sport et d'activités en plein air, et une coopérative qui reverse 1 % de son chiffre d'affaires à des associations environnementales. Pour un shopping plus urbain, mid Main Street concentre les boutiques des designers locaux et indépendants. Enfin, pour rester dans le vent, rien de tel que l'Eco-fashion week de Vancouver, lancée en 2009, qui se tient deux fois par an. Sur le podium, des créations éthiques ; en coulisses, des séminaires sur la mode durable.

↳ www.ecofashion-week.com

Nouveau départ, Nouveau-Brunswick!

J'ai découvert le luxe de pouvoir avoir du temps pour autre chose que mon travail.

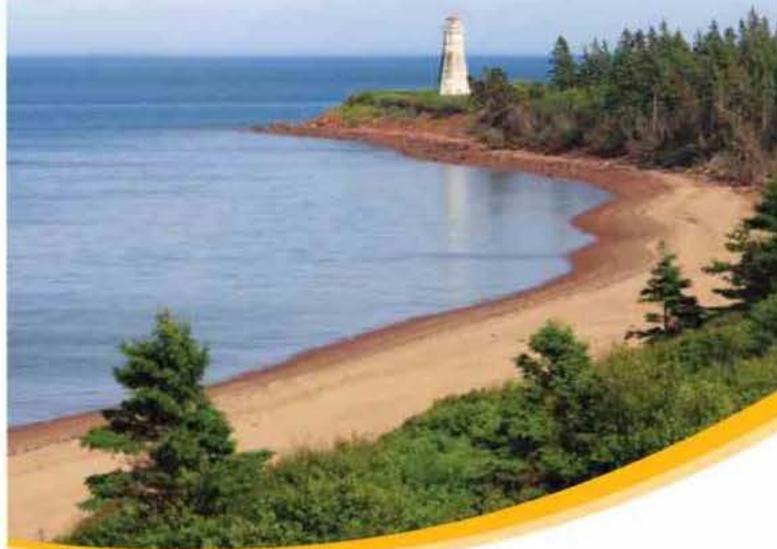


« J'ai la chance de pouvoir être chez moi à 18 h, passer du temps avec ma femme, faire des sorties et voir des amis.

J'ai du temps pour savourer, et c'est ça qui compte! »

Nicolas Parisi, entrepreneur
Moncton (Nouveau-Brunswick) CANADA

www.gnb.ca/immigration



New Brunswick
C A N A D A

**HEUREUX**

Les bois, la rivière, la nature et surtout les animaux. Tout séduit l'apprenti fermier.

Les chèvres de monsieur Didier

Ce Belge de 48 ans est propriétaire, depuis 2012, de la Fromagerie « Au fond des bois », au Nouveau-Brunswick. Il ne regrette pas d'avoir quitté Waterloo et son Brabant natal. S'il a encore des batailles à livrer, il est optimiste, et surtout passionné.

Par **Lysiane Baudu** Photos **Philippe Renault/Hemis**

« **L** m'arrive parfois d'être complètement isolé pendant une semaine », avoue en souriant Didier Laurent, le propriétaire de la Fromagerie « Au fond des bois », à une heure de voiture de Moncton, au Nouveau-Brunswick, dans les Provinces

maritimes du Canada. Une fois la Transcanadienne quittée, il faut en effet rouler pendant une quinzaine de kilomètres sur une petite route de campagne qui serpente entre maisonnettes de bois, bosquets et rivières, puis prendre un simple chemin pour rejoindre

le domaine de 115 hectares. La Fromagerie « Au fond des bois » porte bien son nom... En hiver, la sente est parfois impraticable en raison des chutes de neige. « L'an dernier, avec l'effet du vent, la température ressentie est descendue à -48 °C. Cette année,

à seulement - 35 ° », poursuit ce Belge de 48 ans, natif de la région de Waterloo, dans le Brabant.

Pas question, cependant, de rester inactif pendant ces périodes de froid et d'isolement. Didier est un bourreau de travail. « Je fais du chorizo, du jambon, du sirop d'érable », énumère-t-il. Mais son occupation principale, qui le prend souvent de 6 heures du matin à 21 heures, c'est son élevage de chèvres. Quelque 300 au total, dont 150 chevreaux qui viennent de naître, au creux de l'hiver. Et, associée à l'élevage, la fabrication de fromages. Une trentaine de variétés, de la tome au crottin, qu'il vend désormais à travers la province, sur les marchés, aux grands épiciers et aux restaurants. « J'aime bien expérimenter », explique cet ancien professionnel de la restauration qui a même été, alors qu'il travaillait chez un traiteur, le maître d'hôtel attitré du roi des Belges, officiant lors de toutes les cérémonies familiales, des anniversaires aux baptêmes.

Affranchi de la tradition

S'il connaît le Gotha, il n'en était pas de même des chèvres. On peut même dire qu'il était un parfait néophyte en la matière avant d'acheter sa ferme ! Ce côté béotien le sert, cependant, en l'affranchissant de la tradition. Ses prédécesseurs, des Belges, eux aussi, qui avaient lancé l'affaire en défrichant le terrain pour y construire une vraie « cabane au Canada », avaient misé sur une offre limitée, cantonnée aux recettes traditionnelles. Didier, lui, a opté pour une stratégie plus novatrice et crée des fromages de chèvre aux canneberges, au sirop d'érable et aux noix, au poivre ou encore façon Boursin. Et ça marche ! Même si les consommateurs locaux, selon Didier, sont pourtant « plus enclins à acheter un simple cheddar » lorsqu'il s'agit de choisir un fromage.

Toutefois, si les commandes affluent, le nouveau fermier ne s'estime pas tiré d'affaire. « Je suis à la croisée des chemins, dit-il, je devrais investir pour produire plus et satisfaire la nouvelle demande, mais je ne peux pas. » Ses économies, provenant en partie de la vente de sa maison en Belgique, ont largement fondu. Alors qu'il travaille depuis près de deux ans, il ne se verse

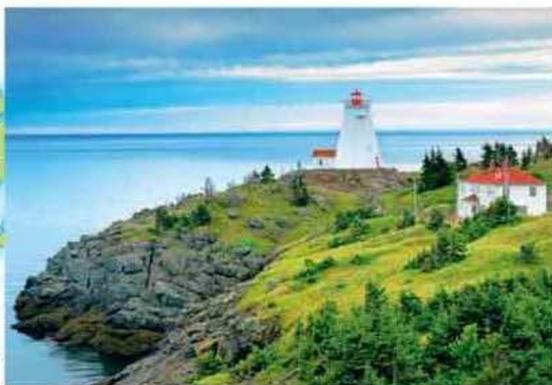
pas encore de salaire et a parfois du mal à payer certaines factures, comme le déneigement du chemin qui mène à sa ferme : 400 \$ CAN (environ 260 euros) à chaque grosse tempête.

Pourtant, il reste confiant. « Je n'ai jamais eu peur de travailler et je suis maintenant passionné par le fromage », dit-il. Après une première année de vaches enrégées, qui l'ont fait lever encore plus tôt et travailler encore plus tard, il souffle un peu. Il a embauché un employé qui s'occupe de la traite automatique des chèvres et se demande même si, pour faire face à la demande, il ne devrait pas faire venir du lait de chèvre du Québec et aban-

donner l'élevage pour se consacrer à la seule fabrication. D'autant plus qu'un grand distributeur de Toronto vient de lui demander l'impossible pour l'instant : un engagement sur trois tonnes de fromage par an !

Coup de foudre

« Ce que je souhaite en tout cas, c'est laisser quelque chose à mes enfants. » Restés avec leurs mères en Belgique, ses cinq garçons, issus de deux unions, viennent à chaque période de vacances scolaires dans la ferme paternelle. « Ils s'amuse bien », affirme leur père avec une pointe de nostalgie, celle de ne pas les voir plus souvent. Le fromager ●●●



MIKE GRANDMAISON/CORBIS

Une province accueillante

Le Nouveau-Brunswick est aussi grand que la Belgique et les Pays-Bas réunis. Près du tiers de la population est constitué de francophones, présents essentiellement dans le nord et l'est de la province. C'est la seule province à être officiellement bilingue, c'est-à-dire que les deux langues ont un statut égal. La qualité de vie y est, avec le bilinguisme, l'un des éléments avancé par les autorités pour attirer les nouveaux venus. Au-delà des salariés, elle cherche également à séduire les entrepreneurs, une politique qui s'inscrit dans un vaste plan adopté par le gouvernement provincial afin de faire évoluer l'économie traditionnelle, fondée principalement sur la foresterie, la pêche, l'agriculture et les ressources naturelles. La province mise aujourd'hui sur l'industrie de fabrication à haute spécialisation, ainsi que sur les biosciences, l'aérospatiale, la défense et le tourisme. Le Nouveau-Brunswick met en avant plusieurs atouts ; des coûts salariaux et d'exploitation plus faibles qu'ailleurs au Canada et aux États-Unis ; des avantages financiers, sous forme de crédits d'impôts et le taux d'imposition des sociétés le plus bas des provinces maritimes, à 12 %. Les entrepreneurs étrangers peuvent aussi bénéficier de programmes de mentorat, ainsi que de guides en tout genre pour faciliter le démarrage de leur affaire et en assurer la pérennité, de même qu'ils peuvent consulter le site web (ci-dessous) affichant les entreprises à vendre et participer à des opérations de réseautage.

→ www.welcomenb.ca → www.futurenb.ca



●●● ne regrette pas son choix, cependant. « J'ai eu le coup de foudre pour cet endroit », raconte-t-il. Fatigué de la restauration et de certains de ses congénères, rêvant d'animaux, de nature et de grands espaces, il commence à penser au Canada vers 2010, puis prospecte, via Internet.

Il se rend sur place et visite des auberges à reprendre, comme cette table champêtre près de Gatineau, au Québec. Mais c'est finalement la petite annonce d'une ferme à vendre au Nouveau-Brunswick, qui retient son attention. Pendant l'été 2011, il découvre les lieux et tombe sous le charme. Les bois, la rivière, la nature — et les chèvres, tout le séduit. Il boucle l'achat pour 940 000 \$ CAN (environ 610 000 euros) l'année suivante, avec ses économies et un prêt d'une banque canadienne.

Une fois, il s'est perdu sur sa propriété ! C'est un voisin qui l'a guidé par téléphone

Deux ans et demi plus tard, l'émerveillement est intact. « De la terrasse, l'été, près de la rivière, on peut voir des aigles à tête blanche ou des orignaux. Et la nuit, on entend des coyotes ! » s'enthousiasme-t-il. Didier est encore loin d'avoir fait le tour, au sens propre du terme, de toutes les merveilles du lieu. Il s'est déjà perdu sur sa propriété et a dû faire appel à un voisin pour le guider par téléphone !

Aujourd'hui, Didier Laurent est heu-



reux. Il a réussi à se faire des amis dans la région — des Belges rencontrés par hasard dans un garage sur la route, ainsi que d'autres immigrants comme lui, sans oublier ses voisins, avec qui il pratique son anglais rudimentaire. Bien obligé, puisque sa ferme est située dans la seule poche anglophone d'une région à majorité francophone !

Mais ses amis tentent aussi de parler le français. Il assure d'ailleurs n'avoir jamais eu de problèmes linguistiques depuis son arrivée. « Les gens, ici, sont très sympas, très tolérants », reconnaît-il. Sa nouvelle compagne, Johanne, une Québécoise qui travaille une semaine par mois à Montréal et vit le reste du temps à la ferme, n'est évidemment pas étrangère à son nouveau bonheur... Les deux tourtereaux comptent se marier dans les mois qui viennent.

Bien sûr, il ne va pas au cinéma, le seul dans la région étant à Moncton, à une heure de voiture de sa ferme, et encore moins au musée, mais il ne se lasse pas de cette nature tour à tour joyeuse ou apaisante, selon les saisons. En guise de distraction, il préfère maintenant surfer pendant des heures sur Internet pour trouver des solutions destinées à rentabiliser sa production — ses chèvres produiraient-elles plus de lait avec de la musique dans l'étable, par exemple ? —, tenter d'améliorer une recette ou étudier les produits de ses concurrents canadiens. « Je ne regrette vraiment pas d'avoir quitté la Belgique », assure ce Wallon qui a l'intention de demander prochainement sa naturalisation. « Un ami m'a dit un jour que j'avais trouvé mon royaume, c'est vrai, dit-il en riant. Mais contrairement au roi des Belges, mes sujets sont à quatre pattes ! » ■

UNLOCK THE WORLD*

Parce que tous les rêves méritent d'être réalisés,
profitez de nos promotions de printemps !

Que diriez-vous d'une échappée canadienne ?

www.avis.fr/promos-printemps

AVIS[®]

Fier d'être un Indien

Le photographe français Roland Lorente a suivi pendant plusieurs années des danseurs de pow wow dans les provinces de l'est canadien. Une ode à la culture autochtone, loin des clichés habituels sur les Premières nations.

Par **Laurence Pivot** Photos : **Roland Lorente**

Pour beaucoup d'étrangers, ils appartiennent au folklore nord-américain, à un passé révolu qui ne conserve d'eux que des images « hollywoodiennes ». Au Canada, on les appelle les Autochtones. La Constitution divise les premiers peuples d'Amérique du Nord et leurs descendants en trois groupes : les Indiens, aujourd'hui appelés les Premières nations, les Inuits et les Métis. Ensemble, ils représentent 4,3 % de la population canadienne. La moitié d'entre eux vit dans plus de 600 collectivités autochtones ou réserves, un peu partout sur le territoire de la confédération. Mais, fait moins connu, ils sont 56 % à résider dans les grandes villes du pays. Les touristes se contenteront d'assister à un pow wow dans une réserve, sans trop savoir de quoi il s'agit vraiment, et entendront peut-être des Canadiens Blancs se plaindre que les Indiens font de la contrebande de cigarettes ou profitent du système de protection sociale pour ne pas travailler... Comme aux États-Unis, les préjugés ont la vie dure. Mais les Autochtones du Canada n'ont pas dit leur dernier mot. La jeune génération, notamment, revendique à nouveau son identité, et des artistes de plus en plus nombreux font entendre leurs voix originales. Pourtant, ils reviennent de loin. « Il ne faut pas oublier que les politiques d'assimilation qu'ils ont subies pendant près d'un siècle, en vertu de la Loi sur les Indiens, ont bien failli les anéantir, explique Roland Lorente, photographe français installé depuis près de vingt ans à Montréal. Comme tout le monde, ou presque, je ne savais pas grand-chose d'eux au départ. Cependant, depuis plusieurs années, je m'y intéresse et j'ai réalisé que leur culture était non seulement vivante mais aussi très diversifiée. » Roland est donc parti avec sa compagne Aline à la rencontre des Indiens de l'Est canadien, de l'Ontario à la Nouvelle-Écosse. « Depuis 2009, nous sommes allés dans de nombreux pow wow traditionnels ou dits de compétition, tantôt en milieu urbain

tantôt dans des réserves du bout monde. Les Premières nations célèbrent leur héritage culturel dans ces rassemblements qui sont nés vers 1880, dans l'Ouest canadien ; cette époque coïncide avec l'instauration du système des réserves au Canada et aux États-Unis. La tradition s'est maintenue et les pow wow restent représentatifs de l'affirmation identitaire autochtone, en plus de témoigner, positivement, de sa survivance et de son évolution. Ils ne sont pas juste une fête pour les touristes, loin de là ! » Fruit de leur travail, l'exposition « Regalia, fierté autochtone », veut révéler la beauté de cette tradition et déboulonner les mythes. Elle présente 30 danseurs de pow wow, issus de 14 nations différentes et leur donne la parole. Chacun raconte ses motivations profondes, ses valeurs, ses croyances et son histoire personnelle. On découvre ainsi un jeune Atikamekw qui perfectionne ses pas grâce à YouTube, un ancien policier Mohawk à l'aise dans ses mocassins, une Innu qui panse les blessures de son sombre passé dans les pensionnats pour Indiens, une sage Micmac qui veut être enterrée avec sa tenue traditionnelle ou encore une Ojibwé, consultante en soin de santé, qui danse pour rétablir son équilibre émotionnel et spirituel... Dans les pow wow, la danse joue un rôle central. Vêtus de somptueuses tenues, les « regalia », et guidés par les battements du tambour, les danseurs honorent la Terre-Mère, leurs ancêtres et leurs semblables. « Outre leur beauté, la dignité avec laquelle ils dansent m'a aussi inspiré, confie Roland. Pour capter leur émotion, je les ai photographiés à même le cercle de danse. » Spirituels et unificateurs, les pow wow veulent dire la fierté autochtone toujours vivante ■

L'exposition *Regalia, fierté autochtone*, sera présentée pour la première fois pendant le Festival Présence autochtone, qui se tiendra du 29 juillet au 5 août 2014 à Montréal.





Hervé Jr. Chachai est un Atikamekw du Québec :
« Participer aux pow wow m'a permis de me sentir moins
isolé et m'a encouragé à reprendre mes études. »



Les tenues, appelées regalia, correspondent à des catégories de danse. Les danseurs les confectionnent eux-mêmes en y apportant une touche personnelle.
 En haut : Bernard Nelson, Ojibwé et Cri de l'Est et Samuel Savard, Wendat : danse de l'homme traditionnel. En bas : Thefand Kicknoway, Potawatomi et Cri des marécages : danse de l'herbe. Roseann Martin, Micmac : danse de la femme traditionnelle. Page de droite : Sandra Lamouche Yellowhorn, Cri des Plaines : danse des cerceaux.



Calgary aime les piétons

Non, Calgary ne voue pas un culte absolu à la voiture. La capitale canadienne du pétrole est une ville où il fait bon marcher, même durant les glaciales journées d'hiver. Un ingénieux réseau de passerelles vitrées permet de passer d'un immeuble à l'autre sans se geler... tout en profitant du soleil qui illumine la ville toute l'année. Baptisé + 15 parce que situé à 15 pieds au-dessus du sol, le réseau s'étire sur 16 kilomètres, reliant tours de bureaux, centres commerciaux et stationnements.



HENRY GEORGIALLI / CANADA PHOTOS/CORBIS

Rob Ford, plus il en fait...

Ses frasques ont fait de Rob Ford, 45 ans, maire de Toronto, l'un des élus canadiens les plus médiatisés au monde en 2013. Après avoir nié la chose pendant des mois, Ford a fini par avouer avoir fumé du crack, probablement, s'est-il justifié sans rire, parce qu'il était saoul. Après s'être excusé pour ses « erreurs », Rob Ford a refusé de démissionner. Corpulent, rougeaud et friand d'un langage cru, le premier magistrat de la capitale économique du Canada se présente comme le défenseur des contribuables, partisan convaincu de la réduction des dépenses publiques. Il demeure populaire auprès d'une bonne partie des Torontois et a annoncé sa candidature aux prochaines élections municipales, en octobre 2014.

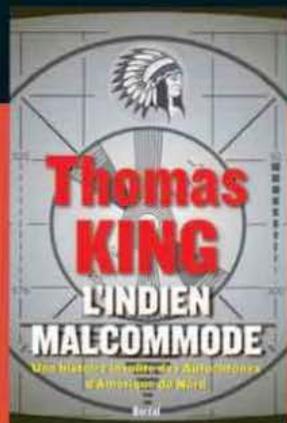


AARON HARRIS / REUTERS

Rob Ford
Mayor

L'Indien inattendu

Avec cet essai paru au printemps, Thomas King renverse les clichés sur les Autochtones. Connu comme l'un des plus importants intellectuels des Premières Nations du Canada, ce professeur de littérature autochtone livre une réflexion cruciale sur les Indiens d'Amérique du nord et sur leurs relations avec les Blancs. Audacieux, solide et plein d'humour. **L'Indien malcommode, Une histoire insolite des Autochtones d'Amérique du nord, Boréal, Montréal, 2014.**



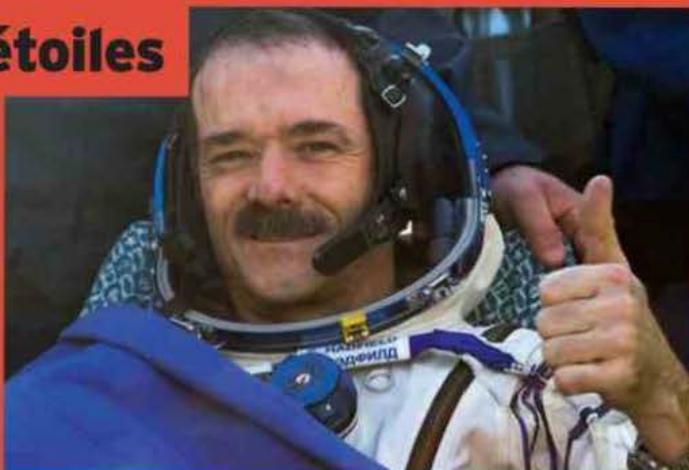
CHRISTIANE MUSCHI / REUTERS

L'argent (canadien) n'a pas d'odeur

Plus économiques que les anciens billets en papier de coton, et plus difficiles à contrefaire, les billets de banque canadiens en polymère sont désormais disponibles dans toutes les coupures. Certains Canadiens sont persuadés que celles de 100 \$ CAN (de couleur marron clair) sont parfumées à l'érable, d'autres avancent que le polymère peut fondre à la chaleur. Des rumeurs qui ont la vie dure, même si elles ont été démenties par la Banque du Canada.

Chris Hadfield, star des étoiles

En interprétant en apesanteur *Space Oddity* — le tube de David Bowie — depuis la Station spatiale internationale (ISS), l'astronaute Chris Hadfield, 54 ans, est devenu une star mondiale. Sur son clip, visionné 22 millions de fois sur YouTube, il s'accompagne avec sa guitare qu'il s'amuse à laisser tourner sur elle-même. Planant ! Premier Canadien à avoir effectué un vol dans l'espace et à avoir commandé l'ISS, il a aussi su jouer des réseaux sociaux à des fins éducatives, répondant (sur YouTube) aux questions des internautes sur sa vie quotidienne dans l'espace comme, par exemple, sur la façon de se brosser les dents.



SERGI REMEZOV / REUTERS

La fin des facteurs... mais pas du Père Noël

Le succès du courrier électronique et des transactions en ligne a eu raison du métier de facteur. D'ici à cinq ans, Postes Canada, ne distribuera plus de lettres à domicile mais dans des boîtes postales collectives. Les coupes budgétaires ne toucheront toutefois pas le Père Noël pour lequel Postes Canada a créé un code postal unique (H0H 0H0) en 1982. Aidé par 10 000 « lutins postaux » bénévoles, il répond chaque année à des millions de lettres en provenance du monde entier — et ce, dans toutes les langues, braille compris !

Edmonton Folk Music Festival

Lancé en 1980, c'est devenu l'un des plus importants festivals de musique folk au monde. Chaque année, en août, l'EFMF attire 80 000 spectateurs et artistes du monde entier dans l'immense parc Gallagher, avec vue sur la skyline d'Edmonton.
Du 7 au 10 août 2014
www.edmontonfolkfest.org



CHRIS WATTE / REUTERS

Fogo : l'île des artistes

Baignant au large de Terre-Neuve, l'île Fogo est un havre pour des artistes du monde entier, grâce à Zita Cobb. Après avoir fait fortune dans la fibre optique, cette fille de pêcheurs est revenue dans son île natale pour l'aider à revitaliser son économie grâce aux arts et au géotourisme. Malmenée par les difficultés de l'industrie de la pêche, Fogo est ainsi en train de retrouver un nouveau souffle en accueillant peintres, sculpteurs, écrivains et autres musiciens dans des studios futuristes. Un hôtel au design audacieux — le Fogo Island Inn — a par ailleurs été inauguré en 2013, offrant 29 chambres ouvertes sur l'Atlantique, les icebergs et les baleines
<http://fogoislandarts.ca>



GUY LEBREUX / FOGO ISLAND

La cool attitude canadienne

Par **Marie Cousin**

Au boulot

Cool Le prénom

Le réseautage étant une religion, tout le monde présente tout le monde. Oubliez les « Monsieur » ou « Madame » et adoptez le réflexe « prénom ». La hiérarchie existe bel et bien mais elle est moins marquée formellement.

La positive attitude

Le cynisme n'est pas en odeur de sainteté. Il est toujours préférable d'encourager et de féliciter à outrance plutôt que de critiquer. Dans le cas où la remarque est nécessaire, commencez toujours par un aspect positif avant d'enchaîner par un « mais ».

Pas cool

Le costume trois-pièces ou les talons aiguilles portés du lundi au vendredi inclus sont un mauvais signal envoyé aux collègues. Car le vendredi, une tenue moins stricte est autorisée (sauf rendez-vous client incontournable). C'est même devenu une institution : « le casual friday ». Une manière d'annoncer le week-end !

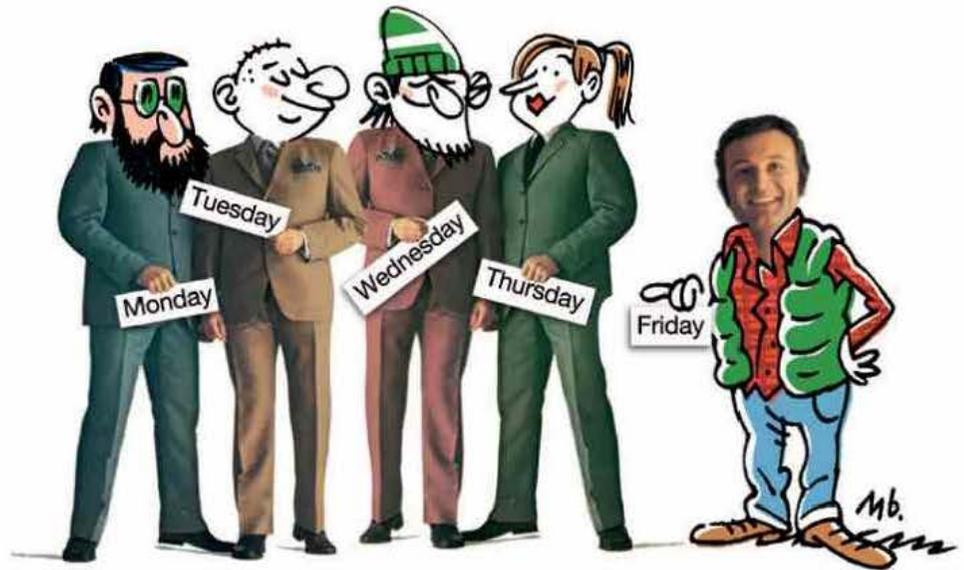
En sortie

Cool

Le Hug. Laissez tomber la bise et adoptez le hug ! Un faux câlin pas facile à maîtriser. Il consiste à se prendre dans les bras en respectant une certaine distance. Pour réussir ce rapprochement des torses qui s'effleurent à peine, le geste doit être rapide et fluide. Vos deux mains doivent s'appliquer légèrement sur les omoplates de votre homologue. Avec un peu d'entraînement, on perd (presque) cette impression d'êtreindre un inconnu.

Pas cool

Etre en retard. Le quart d'heure autorisé ou savoir se faire attendre ? Des inventions françaises, à proscrire. Ici, être cool, c'est être ponctuel.



L'habillement

Cool

Le pyjama. Sortir en pyjama acheter son gobelet de café couleur jus de chaussette au coin de la rue sans croiser le moindre regard interloqué : c'est possible et c'est cool ! Mieux encore, les hyper cools sauront garder leur café en toutes circonstances. Plus c'est improbable, mieux c'est. A l'image des joggers qui courent avec leur poussette à trois roues, le chien attaché d'un côté, le thermos de café de l'autre.

Pas cool

Rien. Ici, personne ne juge l'autre sur sa manière de s'habiller. Classicisme ou excentricité : tout est cool !

Aller simple pour le Québec

Beaucoup plus
simple que vous
ne le croyez.

Pour immigrer au Québec comme entrepreneur ou comme investisseur, **AURAY Capital Canada** est votre partenaire de choix.

Chef de file dans notre domaine, nous possédons une expertise hors pair pour vous aider à réaliser avec succès votre projet grâce à notre réseau de conseillers en immigration.

Nous sommes autorisés par **le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec** ainsi que par **Investissement Québec**, comme intermédiaire financier.

Nous sommes membres de **Grant Thornton International**, une des principales organisations de cabinets comptables mondialement reconnus avec un réseau réparti dans plus de 130 pays.

Vous avez plus de 300 000\$ en actifs net ? Vous cherchez des occasions d'investissements passifs ou actifs et possédez une expérience en gestion ?

Nous sommes la référence pour vous accompagner vers votre nouvelle vie au Québec.

AURAY Capital Canada

expinfo@auraycapital.com • www.auraycapital.com

+1 514-499-8440



Grant Thornton

L'instinct de la croissance™



AURAY Capital

Programmes de Résidence et Citoyenneté par Investissement



RBC Banque Royale



Il est facile de s'installer grâce à la plus grande banque du Canada*.

**C'est une étape cruciale pour vous.
Nous pouvons vous aider à la franchir.**

- Des conseils spécialisés offerts en plus de 200 langues
- La commodité du plus important réseau combiné de succursales et de guichets automatiques bancaires au Canada*

Pour des conseils sur les moyens de s'installer au Canada et pour en savoir plus sur RBC Banque Royale®, rendez-vous à rbc.com/lexpress.

Si vous êtes au Canada, composez le 1 800 769-2511 pour parler à un conseiller RBC®.

**Une banque de conseils
pour vous guider®**



MC